

REGION DU SUD
.....
DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO
.....
COMMUNE D'OVENG

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
.....
Paix-Travail-Patrie

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT D'OVENG

Réalisé

Sous financement et supervision du PNDP



Septembre 2011

FICHE DE VALIDATION DU PCD

Le présent Plan Communal de Développement a été validé par les administrations compétentes ci-après :

Visa du Maire

Oveng, le

Visa du MINEPAT

Sangmélina, le

Visa du Préfet

Sangmélina, le

SOMMAIRE

FICHE DE VALIDATION DU PCD	ii
RESUME	vii
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	x
LISTE DES TABLEAUX	xi
LISTE DES CARTES	xiii
LISTE DES FIGURES	xiii
1. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte – justification	1
1.2. Objectif du PCD	1
1.2.1. Objectif global.....	1
1.3. Structure du document	1
2. METHODOLOGIE	2
2.1. Préparation	2
2.2. Collecte des informations et traitement.....	3
2.2.1. Collecte des informations.....	3
2.2.2. Traitement	3
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	4
2.3.1. Consolidation des données du diagnostic.....	4
2.3.2. Cartographie	4
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	4
2.4.1. Atelier de planification.....	4
2.4.2. Mobilisation des ressources	5
2.4.3. Programmation	5
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi – évaluation	5
2.6. Approbation du PCD.....	5
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	5
3.1. Localisation de la Commune.....	5
3.2. Milieu biophysique.....	6
3.2.1. Le climat.....	6
3.2.2. Les sols	7
3.2.3. L’hydrographie.....	7
3.2.4. Flore et faune.....	7
3.3. Milieu humain	8
3.3.1. Historique de la Commune.....	8
3.3.2. Population.....	9
3.3.3. Ethnie	9
3.3.4. Religion	10
3.3.5. Principales activités économiques.....	10
3.4. Principales infrastructures par secteur.....	12
3.4.1. Agriculture	12
3.4.2. Elevage, pêches et industries animales	12
3.4.3. Faune et forêt.....	12
3.4.4. Administration territoriale, décentralisation et maintien de l’ordre.....	13
3.4.5. Education de base.....	13
3.4.6. Enseignement secondaire	14
3.4.7. Santé publique	14

3.4.8. Eau et énergie	15
3.4.9. Travaux publics	15
3.4.11. Poste et télécommunication.....	16
3.5. Principales potentialités et ressources	16
4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL	17
4.1. Synthèse du DIC.....	17
4.1.1. Gestion des ressources humaines	17
4.1.2. Gestion des ressources financières	18
4.1.3. Gestion du patrimoine	18
4.1.4. Gestion des relations	18
4.1.5. Axes de renforcement.....	19
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE	39
5.1. Vision et objectif du PCD	39
5.1.1. Vision	39
5.1.2. Les objectifs	39
5.2. Planification stratégique	39
5.2.1. Cadres logiques par secteur.....	39
5.2.2. Plan de développement des Peuples Pygmées	72
5.2.3. Plan d'amélioration du fonctionnement de l'institution communale et de promotion de l'économie locale	76
5.3. Coût estimatif du PCD	78
6. PROGRAMMATION	80
6.1. Cadre des Dépenses à Moyen Terme. (CMDT) des projets prioritaires	80
6.1.1. Programmation	80
6.1.2. Cadre des Dépenses à Moyens Termes	87
6.2. Cadre Sommaire de Gestion Environnemental du CMDT.....	91
6.2.1. Principaux impacts sociaux et environnementaux des projets du CMDT 2012- 2014 de la Commune d'OVENG	91
6.2.2. Plan de Gestion environnementale et sociale :	97
6.3. Plan d'Investissement Annuel.....	99
6.3.1. Ressources mobilisables en 2012	99
6.3.2. Programmation annuel des projets prioritaires.....	99
6.4. Plan de passation des marchés	100
7. MECANISME DE SUIVI –EVALUATION	103
7.1. Composition et attribution du comité de suivi – évaluation.....	103
7.1.1. Composition	103
7.1.2. Les attributions.....	103
7.2. Indicateurs de suivi-évaluation par rapport au PIA.....	103
7.2.1. Passation des marchés	103
7.2.2. Microprojets par secteurs	104
7.3. Dispositif, outils et fréquence de reporting	105
7.3.1. Le dispositif.....	105
7.3.2. Les outils	106
7.3.3. Les fréquences de reporting	106
7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	106
7.4.1. La préparation du PIA	106
7.4.2. La révision du PCD	106
8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE.....	107
8.1. Objectifs du plan	107

8.2. Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan	107
8.3. Stratégie.....	107
8.4. Cibles de la commune	107
8.5. Les attentes par cibles	108
8.6. Actions de communication au sein de la commune	108
8.7. Dispositif de communication au niveau communal	109
8.8. Planification des activités de communication au niveau communal.....	110
8.8.1. Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution	110
8.8.3. Actions de plaidoyer.....	114
9. ANNEXES	115
Annexe 1 : Les projets de la première année 2012	115
Annexe 2 : Rapport de diagnostic participatif.....	122

RESUME

La Commune d'OVENG est située dans le Département du Dja et Lobo, Région du Sud au Cameroun. Elle couvre une superficie de 2020 Km² et a une population de 7309 habitants environ répartis dans 25 villages. Cette population est majorité constituée de la tribu FANG avec d'autres tribus minoritaires dont particulièrement les pygmées BAKAS qui sont environ au nombre de 502 personnes. Cette Commune a élaboré de manière participative son Plan Communal de Développement (PCD) au cours de l'année 2011 afin de disposer d'une vision du développement socioéconomique de la localité.

Pour y parvenir, un diagnostic des atouts, potentialités et des problèmes a été réalisé au niveau des 25 villages, de l'espace urbain naissant et de l'institution communale. Celui-ci a permis de faire ressortir les besoins des populations dans 27 secteurs de la vie socioéconomique de la localité d'OVENG. La satisfaction de ces besoins passe par la réalisation de la vision de développement et les objectifs suivants :

- Vision de développement : La Commune d'OVENG veut devenir à l'horizon 2020 un havre de paix et de démocratie où la population dispose de toutes les commodités de la vie moderne et possède les moyens d'en jouir pleinement ;
- Les objectifs : i) améliorer la qualité et faciliter l'accès aux services de base dans son espace territoriale ; ii) Promouvoir une économie locale compétitive qui permet aux populations locales d'avoir un niveau de vie au dessus de la moyenne nationale ; iii) Garantir aux populations locales un épanouissement socioculturel maximal.

La matérialisation de cette vision et de ces objectifs de développement de la Commune se traduit par la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes / objectifs et des Résultats attendus / projets issus du cadre logique et de la programmation des activités du PCD dont le tableau ci – dessous présente les projets prioritaires à réaliser entre 2012 - 2016 :

Secteur	Objectifs stratégiques	Projets
Agriculture et développement rural	1. Assurer une production agricole intense et durable	1.1. Plaidoyer pour une amélioration de l'encadrement des agriculteurs par des agents étatiques du MINADER ;
		1.2. Promotion et financement des filières agricoles porteuses des OP dans la Commune
		1.3. Plaidoyer pour la mise en place d'un système de dédommagement des agriculteurs dévastés par les animaux des aires protégées
Elevage, pêche et industries animales	2. Intensifier la production pastorale et piscicole	2.1. Plaidoyer pour la mise en place d'une structure étatique d'encadrement des éleveurs
		2.2. Promotion et financement des filières d'élevage porteuses
Santé Publique	3. Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité à un service de santé de qualité	3.1. Création et construction de 02 structures sanitaires publiques
		3.2. Réhabilitation des structures sanitaires existantes
		3.3. Fourniture des structures sanitaires en équipement, médicaments et personnel compétent

Education de base	4. Améliorer et accroître la qualité de l'éducation de base dans l'espace communal	4.1. Création et construction de nouveaux établissements d'enseignement primaire et maternel
		4.2. Construction, réhabilitation et équipement des salles de classe dans les écoles primaires et maternelles.
		4.3. Construction des aménagements indispensables au bon fonctionnement des écoles primaires et maternelles (points d'eau potables, latrines, clôtures et logements d'astreintes)
		4.4. Plaidoyer pour le recrutement et l'affectation des enseignants fonctionnaires dans les écoles de la Commune
Enseignement secondaire	5. Elargir l'accès à l'éducation dans l'enseignement secondaire général et technique	5.1. Plaidoyer pour la création de nouveaux établissements scolaires du secondaire et la transformation du CES existant en Lycée
		5.2. Construction, réhabilitations et équipement des salles de classe dans les établissements secondaires techniques et généraux de la commune
		5.3. Construction des aménagements nécessaires au bon fonctionnement des établissements secondaires
		5.4. Plaidoyer pour l'affectation des enseignants en quantité et en qualité dans les établissements secondaires locaux
Travaux publics	6. Améliorer l'état de l'infrastructure routière de la Commune d'OVENG	6.1. Réhabilitation des 108 Km de route en terre
		6.2. Construction et réhabilitation des ouvrages d'art dans le réseau routier communal
		6.3. Bitumage du tronçon de route transfrontalier (56 Km)
Urbanisme et Habitat	7. Aménager la voirie urbaine de la Commune d'OVENG	7.1. Aménagement de la voirie urbaine d'OVENG
		7.2. Promotion d'un habitat de qualité et construction des logements sociaux
Communication	8. Permettre aux populations locales d'utiliser les outils de communication camerounais	8.1. Plaidoyer pour l'installation de deux antennes relais CRTV
		8.2. Création d'une radio communautaire communale
		8.3. création d'un bulletin d'information communal et d'un kiosque à journaux
Poste et Télécommunication	9. Faciliter la communication dans et hors de la commune	9.1. Extension du réseau CAMTEL dans la ville d'OVENG
		9.2. Plaidoyer pour l'installation des antennes relais des opérateurs de téléphonie mobile dans la Commune
		9.3. Mise en service du Télé centre polyvalent d'OVENG
		9.4. Plaidoyer pour la création et la construction d'un service des postes à OVENG

Faune et forêt	10. Assurer une gestion durable des ressources forestières et fauniques dans la commune	10.1. Reboisement des zones forestières exploitées.
		10.2. Obtention et gestion des forêts communale et communautaires
Eau et Energie	11. Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie dans la commune d'OVENG	11.1. Réhabilitation des points d'eau potables existants et construction de nouveaux points d'eau potable
		11.2. Mise en place d'un service d'eau et d'électricité communal (entretien et maintenance)
		11.3. Extension et mise en exploitation du réseau décentralisé de la ville d'OVENG
		11.4. Electrification des villages hors réseau électrique décentralisé
		11.5. Création d'une station d'approvisionnement en produits pétroliers
Commerce	12. Faciliter la réalisation des activités commerciales	12.1. Réhabilitation, construction et équipement des infrastructures marchandes (complexes commerciaux et hangars)
		12.2. Mise en place d'un système de gestion des marchés communaux
Transport	13. Faciliter le transport des personnes et des biens	13.1. Construction et équipement des infrastructures de transport
		13.2. Création et équipement d'une agence de transport communal
		13.3. Réglementation du coût du transport dans la localité et appui à l'organisation des formations en conduite
Petites, moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	14. Promouvoir les petites et moyennes entreprises dans la commune	14.1. Appui à la formalisation des petites et moyennes entreprises locales
Peuples Autochtones	15. Encadrement des populations Pygmées locales	15.1. Appui à la mise en place des Activités génératrices de revenus
		15.2. Appui à l'accès aux actes de citoyenneté
		15.3. Appui à l'accès à l'éducation et aux soins sanitaires.

La mise en œuvre de ces projets programmés sera assurée par l'Exécutif Communal avec l'appui de son staff administratif et technique en partenariat avec les sectoriels étatiques dans leur domaine respectif. Toutefois, un comité de suivi – évaluation de cette mise en œuvre a été mis en place. Il est constitué de 10 membres issus de la localité.

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

ACEFA : Projet d'amélioration de la Compétitivité des exploitations familiales agropastorales
AGESFO : Action de Gestion durable des Forêts en impliquant les BAKA
ANAFOR : Agence Nationale de Développement des Forêts
APAHC : Association pour la Promotion des Actions Humaines au Cameroun
AS : Aide soignante
BICEC : Banque internationale Du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit
CANADEL : Centre d'Accompagnement de Nouvelles alternatives de Développement Local
CETIC: Collège d'Enseignement Technique et industriel
CES : Collège d'Enseignement secondaire
CMA : Centre Médicalisé d'Arrondissement
CMTD : Cadre Moyen des Dépenses à moyen Terme
CNPS : caisse nationale de Sécurité Sociale
DEUC : Diagnostic de l'Espace Urbain communal
DIC : Diagnostic de l'Institution Communale
F CFA: Franc Communauté Francophone d'Afrique
Forge: Forage
GIC: Groupe d'initiative Commune
GTZ : Organisation de Coopération technique Allemande
IDE: Infirmier Diplômé d'Etat
Lgnt: Logement
Ltrn: Latrine
MINEPIA: Ministère de l'élevage, des pêches et des industries Animales
MINATD: Ministère de l'administration territoriale et de la Décentralisation
M P: Matériaux provisoires
OFRDPC: Organisation des Femmes du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
OJRDPC: organisation des Jeunes du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
ONG: Organisation Non Gouvernemental
PADES-BAKA : Projet d'appui au développement Economique et sociale des BAKA
PCD: Plan Communal de Développement
PNDP: Programme national de Développement Participatif
PDPP: Plan de Développement des Peuples Pygmées
PNVRA: programme National de Vulgarisation et de la recherché Agricole.
RDPC: Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SD: Semi Dur
SG: Secrétaire Générale
SNV: Coopération Hollandaise
SODECAO: Société de Développement du CACAO
TIC: Technologies de l'information et de la communication.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les différents exécutifs communaux de 1996 à 2011	9
Tableau 2 : Statistique de production des membres de l'UGIPROVAN	10
Tableau 3 : Prix d'achat de quelques animaux	11
Tableau 4 : Les infrastructures des écoles maternelles	13
Tableau 5 : Les infrastructures existantes dans les écoles primaires	13
Tableau 6 : Les infrastructures existantes au CES	14
Tableau 7 : les différentes infrastructures sanitaires et leur état	14
Tableau 8 : Les moyens disponibles dans les Centres de santé existants	15
Tableau 9 : Les axes routiers communaux	15
Tableau 10 : Les forces et faiblesses des ressources humaines communales	17
Tableau 11 : Des ressources financières de la Commune	18
Tableau 12 : les forces et faiblesses de la gestion du patrimoine communal	18
Tableau 13 : Des forces et faiblesses de la gestion des relations de la Commune	18
Tableau 14 : Les axes de renforcement de la Commune dans les quatre domaines	19
Tableau 15 : Analyse des problèmes du secteur de l'Agriculture et du développement rural ..	21
Tableau 16 : Analyse des problèmes du secteur de l'élevage, pêche et industries animales ...	21
Tableau 17 : Analyse des problèmes du secteur de la Santé Publique	22
Tableau 18 : Analyse des problèmes du secteur de l'Education de Base	22
Tableau 19 : Analyse des problèmes du secteur de l'Enseignement Secondaire	23
Tableau 20 : Analyse des problèmes du secteur des Travaux Publics	23
Tableau 21 : Analyse des problèmes du secteur de la Jeunesse	24
Tableau 22 : Analyse des problèmes du secteur de l'Energie et l'Eau	24
Tableau 23 : Analyse des problèmes du secteur des Affaires Sociales	25
Tableau 24 : Analyse des problèmes du sous secteur des Peuples Pygmées	26
Tableau 25 : Analyse des problèmes du secteur de la Femme et Famille	28
Tableau 26 : Analyse des problèmes du secteur de la Culture	29
Tableau 27 : Analyse des problèmes du secteur des Petites et Moyennes entreprises	29
Tableau 28 : Analyse des problèmes du secteur des Mines, Industrie et Développement technologique	29
Tableau 29 : Analyse des problèmes du secteur du Tourisme	30
Tableau 30 : Analyse des problèmes du secteur du domaine et Affaires Foncières	30
Tableau 31 : Analyse des problèmes du secteur du commerce	30
Tableau 32 : Analyse des problèmes du secteur du Transport	31
Tableau 33 : Analyse des problèmes du secteur des Postes et Télécommunications	31
Tableau 34 : Analyse des problèmes du secteur de l'Administration Territoriale et Maintien de l'Ordre	32
Tableau 35 : Analyse des problèmes du secteur des Forêt et Faune	32
Tableau 36 : Analyse des problèmes du secteur de l'environnement et de la Protection de la nature	33
Tableau 37 : Analyse des problèmes du secteur du Développement Urbain et de l'Habitat ...	33
Tableau 38 : Analyse des problèmes du secteur des Corps de métiers de l'Espace Urbain d'OVENG	34
Tableau 39 : Analyse des problèmes du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle	35
Tableau 40 : Analyse des problèmes du secteur du travail et de la Sécurité sociale	36
Tableau 41 : Analyse des problèmes du secteur des Sports et de l'Education physique	36

Tableau 42 : Analyse des problèmes du secteur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	37
Tableau 43 : Analyse des problèmes du secteur de l'Enseignement Supérieur.....	37
Tableau 44 : Analyse des problèmes du secteur de la Communication	37
Tableau 45 : Cadre logique du secteur de l'Agriculture et développement rural	40
Tableau 46 : Cadre logique du secteur de l'Elevage, pêche et industries animales.....	42
Tableau 47: Cadre logique du secteur de la Santé publique	43
Tableau 48 : Cadre logique du secteur de l'Education de base	44
Tableau 49 : Cadre logique du secteur de l'Enseignement secondaire.....	46
Tableau 50 : Cadre logique du secteur des Travaux publiques.....	47
Tableau 51 : Cadre logique du secteur de la Jeunesse	48
Tableau 52 : Cadre logique du secteur de l'Eau et énergie	49
Tableau 53 : Cadre logique du secteur des Affaires sociales	51
Tableau 54 : Cadre logique du secteur de la Femme et de la famille	52
Tableau 55 : Cadre logique du secteur de la Culture	54
Tableau 56 : Cadre logique du secteur des Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	55
Tableau 57 : Cadre logique du Secteur des Mine, industries et du développement technologique	56
Tableau 58 : Cadre logique du secteur du Tourisme.....	57
Tableau 59 : Cadre logique du secteur des Domaines et affaires foncières	58
Tableau 60 : Cadre logique du secteur du Commerce :	59
Tableau 61 : cadre logique du secteur des Transport	61
Tableau 62 : Cadre logique du secteur des Postes et Télécommunication :	62
Tableau 63 : Cadre logique du secteur de l'Administration territoriale, décentralisation et du maintien de l'ordre.....	63
Tableau 64 : Cadre logique du secteur de la Forêt et de la Faune.....	65
Tableau 65 : Cadre logique du secteur de l'Environnement et de la protection de la nature ...	66
Tableau 66 : Cadre logique du secteur du Développement urbain et de l'habitat	67
Tableau 67 : Cadre logique du secteur de l'Emploi et de la formation professionnelle	67
Tableau 68 : Cadre logique du secteur du Travail et de la sécurité sociale	68
Tableau 69 : Cadre logique du secteur de la Recherche scientifique et de l'innovation	69
Tableau 70 : cadre logique du secteur de l'Enseignement supérieur.....	70
Tableau 71 : Cadre logique du secteur de la Communication.....	71
Tableau 72 : Cadre logique du secteur des sports et de l'éducation physique.....	71
Tableau 73 : Plan de développement des Peuples Pygmées	72
Tableau 74 : Plan d'amélioration du fonctionnement de l'institution communale et de l'économie locale	76
Tableau 75 : Coût estimatif du PCD	78
Tableau 76 : Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres.....	79
Tableau 77 : Programmation triennale	80
Tableau 78 : Cadre des Dépenses à Moyens Termes	87
Tableau 79 : Principaux impacts sociaux et environnementaux	91
Tableau 80 : Principales mesures d'atténuation des impacts sociaux et environnementaux	95
Tableau 81 : Plan de gestion environnementale et sociale.....	97
Tableau 82 : Ressources mobilisables en 2012.....	99
Tableau 83 : Plan d'Investissement Annuel 2012.....	99
Tableau 84 : Plan de passation des marchés en 2012.....	100
Tableau 85 : Grille de suivi de la passation des marchés.....	103

Tableau 86 : Grille de suivi de la réalisation des projets sur les infrastructures de l'éducation	104
Tableau 87 : Grille de suivi de la réalisation des projets des infrastructures hydrauliques ...	104
Tableau 88 : Grille de suivi de la réalisation des projets de santé publique	104
Tableau 89 : grille de suivi de la réalisation des projets d'électrification	104
Tableau 90 : Grille de suivi de la réalisation des projets des peuples pygmées.....	104
Tableau 91 : Plan de communication interne	110
Tableau 92 : Plan de communication de la commune envers les autorités et les sectoriels...	110
Tableau 93 : Plan de communication de la Commune envers des populations bénéficiaires	111
Tableau 94 : Plan de communication de la Commune avec la société Civile et le secteur privé	111
Tableau 95 : Plan de communication de la commune avec les partenaires financiers et techniques.....	112
Tableau 96 : Plan de communication de la Commune avec les élites et la diaspora	112
Tableau 97 : Plan de Communication de la Commune avec le grand public.....	113
Tableau 98 : Stratégie de plaidoyer du PCD	114

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Situation de la Commune	6
Carte 2 : Occupation des sols	8

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Répartition de la population par tranche d'âge	9
---	---

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte – justification

L'engagement de l'Etat du Cameroun à promouvoir le développement durable à travers le processus de décentralisation se manifeste depuis 2009 par le transfert des compétences et des moyens aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) que sont les Communes. Face à cette lourde responsabilité, les Communes ont besoin d'avoir une vision de développement de leur localité issue de la base et apportant des réponses pertinentes aux problèmes qui empêchent l'épanouissement de leur population. Pour y parvenir, elles se doivent de disposer d'un Plan Communal de Développement (PCD) qui leur permette d'aménager leur territoire, créer des richesses, offrir des opportunités d'emploi à leur population et fournir une liste de projets exploitables par les autorités gouvernementales lors de l'élaboration des différentes dotations à leur intention.

C'est pour atteindre cet objectif fondamental que le Programme National de Développement Participatif (PNDP) à travers sa Cellule Régionale de Coordination du Sud et la Commune d'OVENG ont signé une convention dont le principal résultat était l'élaboration de son PCD. Pour y arriver l'Organisme d'Appui Local « Centre d'Accompagnement de Nouvelles Alternatives de Développement Local (OAL CANADEL) a été recruté par la Commune pour l'accompagner dans ce processus. C'est ainsi que ce document de planification stratégique et opérationnelle du développement de la localité d'OVENG a été élaboré selon les normes édictées par le MINEPAT.

1.2. Objectif du PCD

1.2.1. Objectif global

L'objectif global du PCD est d'élaborer la vision du développement socioéconomique de la Commune d'OVENG jusqu'en 2020 avec la participation de toutes les parties prenantes locales.

1.2.1.1. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, l'élaboration d'un PCD vise les buts suivants :

- Réaliser le diagnostic de l'espace urbain communal ;
- Faire le diagnostic de l'institution communal ;
- Réaliser le diagnostic de la vie socioéconomique dans les 25 villages de la commune ;
- Consolider toutes les données des 03 diagnostics et les besoins qui en ressortent ;
- Elaborer le plan stratégique de développement de la Commune 2012-2020 ;
- Mettre sur pied un Cadre des Dépenses à Moyen terme 2012- 2014 ;
- Faire un recensement des ressources mobilisables pour commencer la mise en œuvre du PCD en 2012
- Elaborer le Plan d'Investissement de la Commune au compte de l'année 2012 ;
- Elaborer un Plan de développement des peuples pygmées ;
- Elaborer un cadre sommaire de gestion socio environnemental ;
- Mettre en place un Comité de suivi de la mise en œuvre du PCD.

1.3. Structure du document

Ce document se découpe en 09 principales parties qui sont les suivantes :

- Introduction ;
- Méthodologie ;

- Présentation sommaire de la commune ;
- Synthèse des résultats du diagnostic ;
- Planification stratégique ;
- Programmation ;
- Mécanisme de suivi – évaluation ;
- Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD ;
- Annexes.

2. METHODOLOGIE

2.1. Préparation

La préparation de la réalisation du PCD s'est déroulée à travers les activités suivantes :

- La prise de contact avec les différentes parties prenantes ;
- La mise en place du comité de pilotage ;
- La constitution des équipes d'enquêteurs et leur formation ;
- Les préparatifs de la réalisation de la planification communale

La prise de contact avec les différentes parties prenantes a constitué à des rencontres avec le Maire, certains Conseillers, le président de l'association des élites et les chefs de village en vue de leur expliquer l'importance du processus d'élaboration du PCD et d'obtenir leur adhésion. A l'issue de ces consultations et du passage du 28 au 29 janvier 2011 dans les 25 villages de la Commune, un programme de réalisation des 03 phases de diagnostic a été validé par le comité de pilotage mis en place par un arrêté communal datant du 09 janvier 2011. Il est constitué par les personnalités suivantes :

1. Présidente : Mme BIDJA née BIDIMA Elisabeth, 2ème adjoint au Maire ;
2. Secrétaire : M. EVINA Martin Paul, Secrétaire Générale de la Commune ;
3. Membres :
 - M. L'Abbé Benoit Serge BELIBI ;
 - **Insérer le nom**, Responsable du GIC sans soucis AKOM ;
 - **Insérer le nom**, Le Délégué d'arrondissement MINADER d'OVENG ;
 - **Insérer le nom**, Le Délégué MINEPIA (Chef de Centre Zootechnique d'OVENG) ;
 - Mme ALEM MEBIAM Marie, Conseiller municipal ;
 - MINKO EYO'O Gaston, Conseiller municipal ;
 - NLEME MINTETE Jacques, Agent Communal financier.

Cinq équipes pluridisciplinaires de 03 membres chacune ont été constituées. Elles ont été formées sur la méthodologie d'élaboration du PCD avec un accent mis sur la phase diagnostic du 22 au 23 février 2011 à Ebolowa.

Après la réalisation des trois diagnostics du 24 février au 12 mars 2011, on a procédé à la consolidation des données collectées et elles ont été restituées au comité de pilotage en présence du Maire en date du 17 mai 2011. Il s'en est suivi la préparation de l'organisation de l'atelier de planification communale. Celle-ci aura consisté à la réalisation des activités suivantes :

- Elaboration des TDR ;
- Identification et mobilisation des personnes ressources et acteurs clés ;
- Préparation des invitations par le CANADEL et distribution par le Maire ;
- Préparation pédagogique et technique ;

- Préparation logistique : acquisition des kits des participants, la fourniture du nécessaire pour les pauses café et déjeuner, l'acquisition des papiers kraft, marqueurs, vidéo projecteurs et ordinateurs portables ;
- Préparation des discours du Préfet.

2.2. Collecte des informations et traitement

2.2.1. Collecte des informations

La collecte des informations s'est faite pendant la phase de diagnostic qui était divisé en trois grandes parties : diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC), diagnostic de l'institution communale (DIC) et enfin le diagnostic niveau village (DNV). Pour y parvenir, on a utilisé plusieurs outils. Ces outils ont permis de pouvoir déterminer l'état des lieux de chaque niveau en décelant les atouts, les potentialités et les problèmes vécus au quotidien.

2.2.1.1. Diagnostic de l'Espace Urbain Communal

Les données ont été collectées à travers une enquête socioéconomique au cours de laquelle les enquêteurs ont utilisé une fiche d'enquête des données socioéconomiques et environnementales dans l'espace urbain, un guide d'entretien avec les corps de métier de l'espace urbain communal, un guide d'entretien avec les couches vulnérables de l'espace urbain communal, une trame d'enquête et l'élaboration participative d'une carte de l'espace urbain.

2.2.1.2. Diagnostic de l'Institution Communal

Pour réaliser la collecte des données dans ce niveau, on s'est basé sur la méthodologie du guide élaboré par la coopération allemande au Cameroun avec la participation des différentes parties prenantes intervenant dans l'accompagnement des Communes. On a utilisé particulièrement les outils suivants : guide de collecte des informations générales sur la Commune, guide d'entretien avec les services déconcentrés de l'Etat, guide de collecte des informations relatives aux mécanismes de la gestion financière, fiches techniques de collecte des données (Fiche 1 : Ressources humaines, Fiche 2 : Ressources financières, Fiche 3 : Les conflits, Fiche 4 : Patrimoine communal, Fiche 5 : Rôle de la Commune dans la promotion du développement économique local et Fiche 6 : Gestion des relations).

2.2.1.3. Diagnostic Niveau Village

Les informations dans cette partie de l'espace communal ont été collectées en deux temps, d'abord à travers une fiche de collecte des données de base tenue par le facilitateur endogène local et ensuite de manière participative au cours des assemblées générales tenues avec tous les groupes sociologiques résidant dans la communauté. On a utilisé pour cela les outils suivants : la fiche de collecte des données de base du village, la carte participative du village en groupe sociodémographique (homme, femme, jeune et minorité pygmée), le transect du village, le diagramme de VENN et de manière transversale de l'interview semi structurée (ISS).

2.2.2. Traitement

Toutes les données collectées ont l'objet d'une analyse ou traitement par étape et à partir de l'utilisation d'outils spécifiques.

2.2.2.1. Diagnostic de l'espace urbain

Les différents problèmes détectés lors de la phase de collecte ont été traités avec l'aide de l'arbre à problème grâce auquel l'on a pu déterminer les causes et effets de ces problèmes. On a ensuite utilisé l'arbre à objectif pour déterminer les solutions. Cela s'est fait lors d'un atelier participatif qui a regroupé le comité de pilotage et certains autres acteurs de l'espace urbain d'OVENG.

2.2.2.2. Diagnostic de l'institution communale

Les différentes données collectées lors de cette phase ont été analysées à partir des grilles d'analyse contenues dans la méthodologie de la GTZ. On a ainsi pu déterminer les forces et les faiblesses de la Commune dans les quatre domaines que sont les ressources humaines, les ressources financières, la gestion des relations et le patrimoine. Un plan de travail a été proposé pour amorcer un changement de cette situation lors de l'atelier de restitution du DIC.

2.2.2.3. Diagnostic niveau village

Les différents problèmes détectés lors de la phase de collecte ont été analysés avec l'arbre à problème afin de déterminer les causes et les effets qui en résultaient. Les causes pertinentes ont été traitées avec le tableau des solutions qui a permis de disposer des solutions endogènes à mettre en œuvre par la communauté villageoise elle-même.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

2.3.1. Consolidation des données du diagnostic

Toutes les données issues des trois niveaux de diagnostic (DEUC, DIC et diagnostic niveau village) ont été mises en commun en utilisant les fiches de consolidation qui permettent de regrouper toutes les données de base et de faire la synthèse par secteurs des résultats du diagnostic participatif.

2.3.2. Cartographie

Une collecte des données GPS a été réalisée pour les infrastructures socio économiques. Un consultant expérimenté dans l'utilisation des logiciels SIG a été recruté pour produire les différentes cartes thématiques (hydraulique, santé, éducation, ressources naturelles..).

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

2.4.1. Atelier de planification

La planification au niveau communal s'est faite à travers la tenue d'un atelier participatif qui s'est tenue du 1 au 3 juin 2011. Il a regroupé les différentes parties prenantes du développement dans la Commune d'OVENG (sectoriels, élites, opérateurs économique, conseillers municipaux, membres du comité de pilotage, Préfet...). Il leur a été fait une restitution de la situation de référence, de l'état des besoins par secteur. Ils ont été constitués en sous groupe de travail pour la validation des cadres logiques par secteur avec l'appui des sectoriels.

Les 28 cadres logiques élaborés et validés ont fait l'objet d'une priorisation d'où les Conseillers municipaux et l'exécutif ont prioritairement pris l'option de résoudre les problèmes de 14 secteurs pendant les trois premières années et les critères de choix de ces

secteurs ont été déterminés à savoir : les services sociaux de base et la création des richesses.

2.4.2. Mobilisation des ressources

Une séance de travail avec l'exécutif communal a permis de recenser les différentes sources de revenus de la Commune et de faire une estimation des ressources financières mobilisables pour l'année 2012. Ceci a permis de savoir ce que l'on pouvait objectivement réaliser pour le premier plan d'investissement annuel.

2.4.3. Programmation

Sur la base des critères définis lors de la planification stratégique, quatorze (14) secteurs ont été identifiés pour figurer dans la programmation triennale (2012 – 2014) des activités de mise en œuvre du PCD. Les participants ont été regroupés en 14 commissions qui ont programmés les activités prioritaires pendant ces 03 années.

Ensuite, le Maire a présenté à l'assistance les ressources mobilisables en 2012 et le Plan d'Investissement Annuel 2012 a été élaboré par l'ensemble des participants.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi – évaluation

Pour assurer une mise en œuvre harmonieuse, une équipe a été proposée par l'exécutif communal pour assurer le suivi –évaluation de la réalisation des actions prévues dans le PCD. Il a proposé que l'on fasse à nouveau confiance au groupe qui a constitué le comité de pilotage.

2.6. Approbation du PCD

L'étape de planification a permis à l'OAL de finaliser la rédaction du Plan Communal de Développement qui a été soumis à une session du Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels (COMES) en date du 26 juillet 2011 à l'issue de laquelle du PCD, un extrait de délibération approuvant le PCD et adoptant la liste des microprojets prioritaires à réaliser la première année a été produit et validé par le Préfet.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

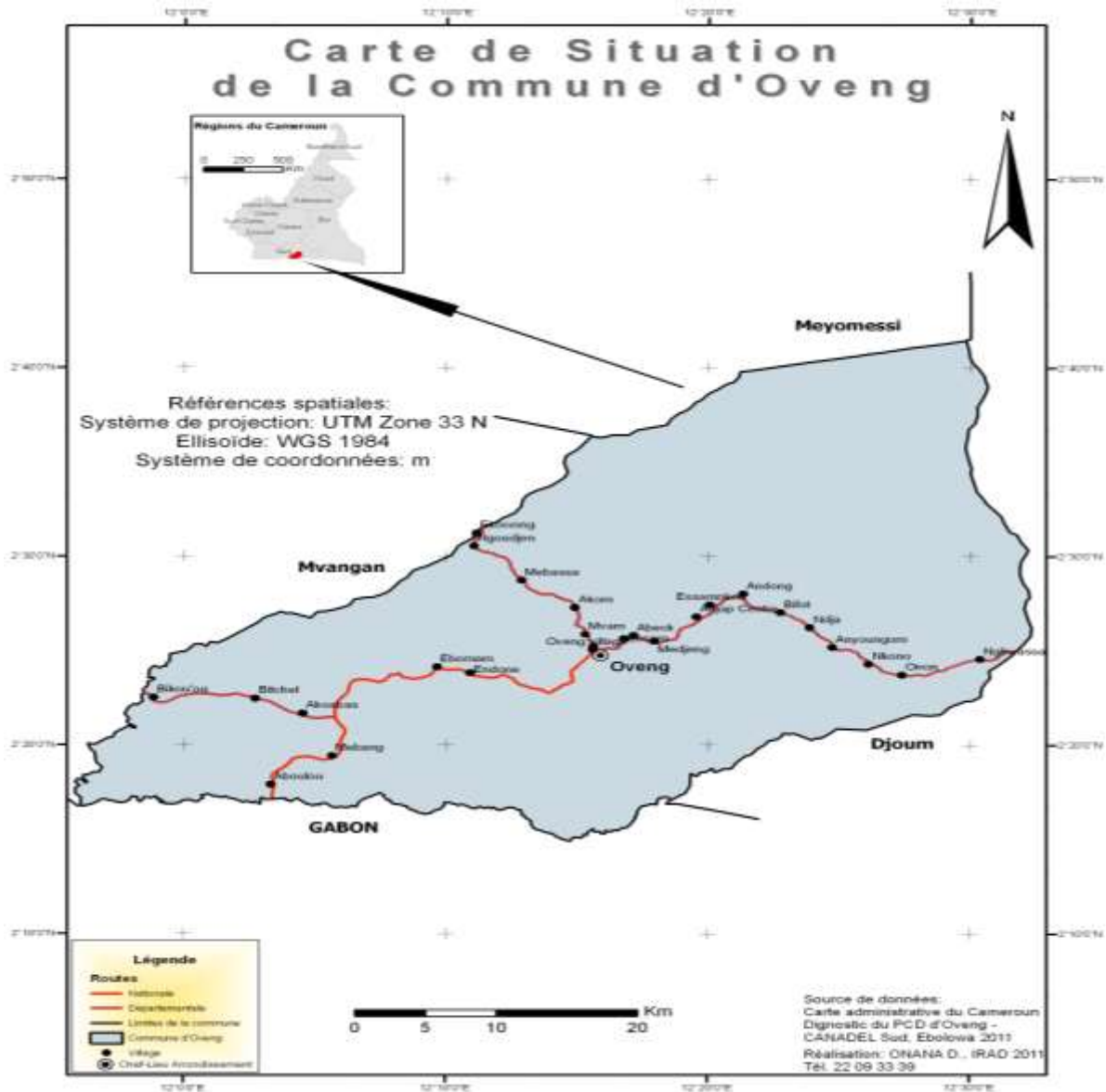
3.1. Localisation de la Commune

La Commune d'OVENG se situe géographiquement entre le 2°10' - 2°50' de latitude Nord et le 11° 90' – 12°40' longitude Est à 87 km de la ville de Sangmélina dans le Département du Dja et Lobo, Région du Sud. Elle partage ses limites avec les territoires suivants :

- Au nord : la Commune de MEYOMESSI ;
- Au sud avec le Gabon par la rivière KOM qui la sépare du Département du Haut NTEM ayant pour chef lieu la ville de MINVOUL ;
- A l'Est : la commune de DJOUM ;
- A l'Ouest : la Commune de MVANGAN.

La Commune d'OVENG qui a été créée par décret N°95 /180 du 1er décembre 1995 couvre une superficie totale de 2020 km². Le territoire de la commune d'OVENG est constitué de 25 villages.

Carte 1 : Situation de la Commune



3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Le climat

Sur le plan climatique, l'espace du territoire communal est une zone à pluviométrie bimodale et à climat subéquatorial de type guinéen classique qui se caractérise par:

- Une grande saison pluvieuse de mi-août à mi-novembre ;
- Une petite saison des pluies de mi-mars à mi-mai ;
- Une grande saison sèche de novembre à mi-mars ;
- Une petite saison sèche de juin à mi-août.

Les séquences climatiques qui précèdent permettent de réaliser deux campagnes agricoles par an. Cependant, il est désormais constant de noter des variations assez significatives d'enchaînement entre ces quatre divisions. C'est que la pluie peut tarder à arriver ou encore une période sèche s'imposer à un moment où l'on ne l'attendait pas.

La pluviométrie quant à elle s'élève en moyenne à environ 1600 mm par an dans la zone. Les températures varient entre 28°C et 30°C avec une amplitude thermique n'excédant pas

2°C. A cause des pluies abondantes et régulières, l'humidité y est relativement élevée à savoir 80% et l'évapotranspiration annuelle de 1156 mm.

3.2.2. Les sols

Les sols de la commune d'OVENG appartiennent à deux principaux ordres : les ultisols et les oxisols. Ils sont ainsi de type ferrallitique de couleur brun rougeâtre dans la quasi-totalité du territoire. Cependant on retrouve des sols hydromorphes dans les zones marécageuses et humifères de couleur noirâtre sous les strates forestières.

Les caractéristiques physiques des sols de la zone (rétention en eau, porosité des sols, profondeur utile) sont en général favorables à l'agriculture. Par contre les caractéristiques chimiques et minéralogiques de ces sols limitent leur valeur agronomique à cause de leur acidité. Ceci justifie la pratique de la jachère (2 à 4 ans) après une première exploitation.

3.2.3. L'hydrographie

La Commune d'OVENG est arrosée par un grand nombre de cours d'eau qui sont tous des affluents des principales rivières MBOUA et KOM. On peut les classer en deux groupes :

- MBOUNA, YETE, NDABO'O, NDA BENGONO, DOUMA, NGABOULOU se jettent dans MBOUA ;
- MINLOLO, ASSALA, MINFOUMA, MINTOTOM, MINLOTO, NDOUM, NDALEE, NDETALE, BENGONO, BIYETE, MBEMANG, BONO, MEFO'O, NYANDULU, MINTOTOM, MINLOLO, ASSALA, MIMBAMIZO'O se jettent dans le KOM.

3.2.4. Flore et faune

3.2.4.1. Flore

La végétation et la flore d'OVENG appartient à la classe de la zone congo guinéenne toujours verte caractérisée par une très grande richesse en essences et pharmacopées rares et diverses. On retrouve ainsi une forêt sempervirente ou forêt vierge. A côté de celle – ci, on a aussi des zones de forêt secondaire plus proche des villages où l'on rencontre généralement les jachères dues aux activités agricoles et aux exploitations forestières. On y trouve aussi des forêts marécageuses où les raphias sont les plantes dominantes.

3.2.4.2. Faune

La forêt d'OVENG regorge de nombreuses espèces animales dont certains sont dangereux voire nuisibles pour les hommes à cause des destructions qu'ils occasionnent dans les champs et plantations. Dans cette catégorie, on peut citer les gorilles et les éléphants.

3.2.4.5. Aires protégées

La Commune d'OVENG possède deux aires protégées dans son espace. Il s'agit d'un parc national et d'un sanctuaire à gorille.

3.2.4.5.1. Le sanctuaire à gorille de MENGAME

Le sanctuaire à gorille tire son existence légale à travers le Décret N° 2008 /2207 du 14 juillet 2008 du Premier Ministre. Il couvre une superficie de 27 723 ha et s'étale entre les arrondissements d'OVENG et de DJOUM. Il compte environ 273 gorilles au dernier recensement.

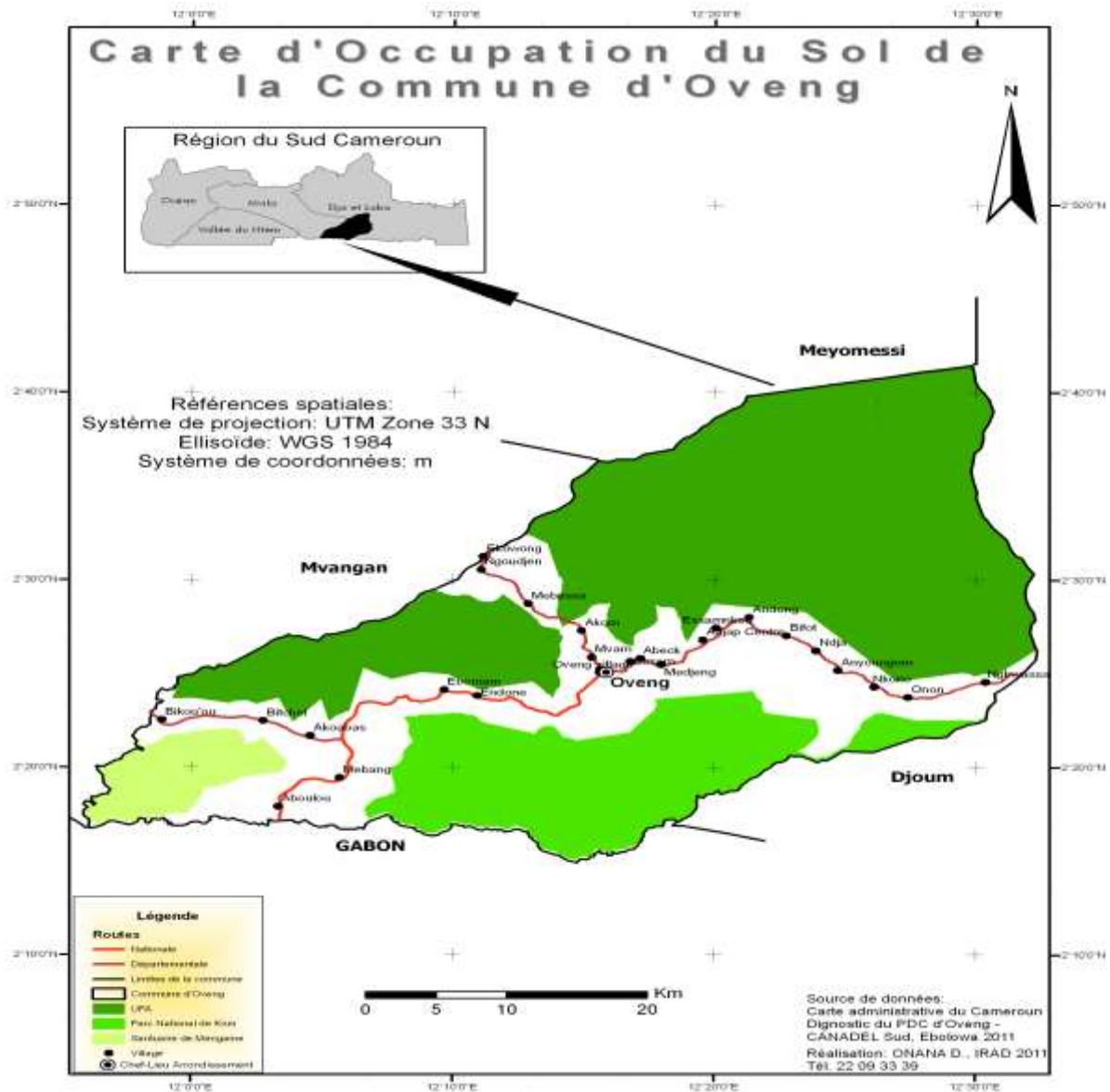
3.2.4.5.2. Le Parc National de KOM

Le parc national de KOM est une aire protégée créée entre MVANGAN et OVENG à l'intention des grands mammifères .Il couvre une superficie de 67 838 ha.

Ces deux aires protégées sont sécurisés par la direction du sanctuaire à grille de MENGAME à travers la présence des éco gardes qui travaillent selon 05 secteurs de surveillance :

- 02 secteurs à OVENG (OVENG Centre et AKOABAS) ;
- 02 secteurs à MVANGAN (Village NGAM et AVOM) ;
- 01 secteur à DJOUM (village YEM).

Carte 2 : Occupation des sols



3.3. Milieu humain

3.3.1. Historique de la Commune

La Commune d'OVENG est créée par Décret N°95 /180 du 1er décembre 1995. Elle est issue de l'éclatement de l'ancienne grande Commune de DJOUM en trois communes à savoir : les communes de MINTOM, DJOUM et celle d'OVENG. Elle a déjà connu trois mandatures de Conseil Municipal qui ont été dirigées par les exécutifs présentés dans le tableau ci – dessous.

Tableau 1 : Les différents exécutifs communaux de 1996 à 2011

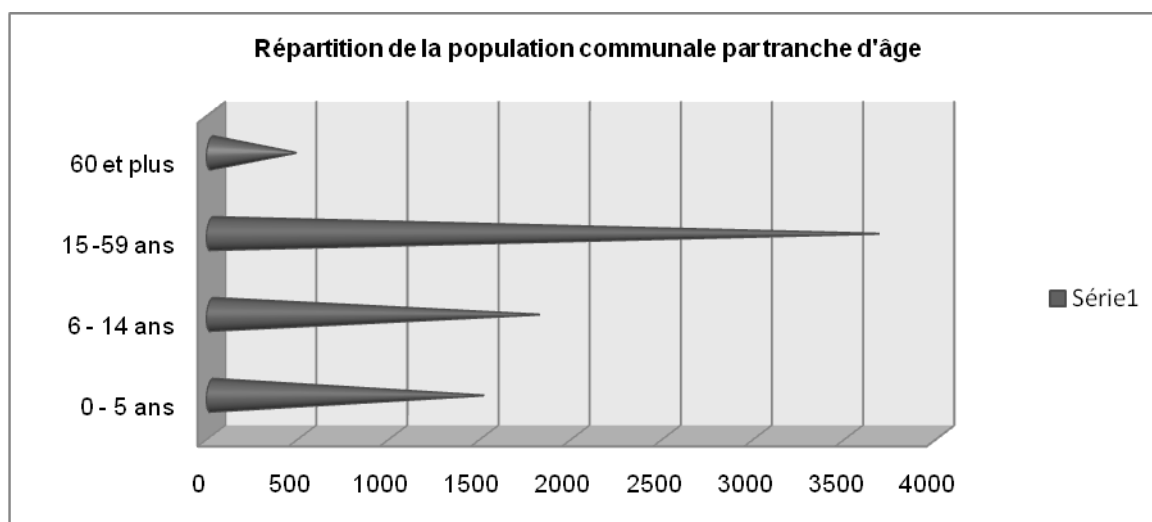
Mandature	Maire	1 ^{er} Adjoint au	2 ^{ème} Adjoint	Secrétaire Général
1996-2001	MBWA NGO'O Luc	EKA'A MVONDO Samson	MONAYONG ASSO'O Etienne	AYISSI Théophile
2002- 2007	ZAMENGO EDDA Emmanuel	EYA'A MVA Paul	Mme BIDJANG née AFANE Gisèle	MEDJO ASSALES
2007-2011	MBE NDONGO Joseph	ABA'A BIKA Jean Pierre	Mme BIDJA née BIDIMA Elisabeth	EVINA Martin Paul

3.3.2. Population

La population de la Commune d'OVENG a été évaluée officiellement à 6007 habitants soit 3075 hommes pour 2932 femmes lors du recensement général des populations camerounaises en 2005 ; avec 639 personnes résidant l'espace urbain (322 hommes et 317 femmes).

Toutefois, les chiffres collectés dans les villages en mars 2011 donnent une population d'environ 7309 habitants repartis en 4016 femmes pour 3293 hommes. C'est donc une population constituée majoritairement de femmes avec une densité de 3,7 hab. /Km².

Figure 1 : Répartition de la population par tranche d'âge



Source : Chefferies villageoises

3.3.3. Ethnie

La population de la commune d'OVENG est majoritairement constituée du groupe ethnique des FANG qui appartiennent au grand groupe BETI BULU FANG. On y retrouve en minorité de nombreuses ethnies camerounaises à l'instar de : Boulou, Bétis, les Bamenda (originaire du Nord Ouest du Cameroun etc....). Le groupe FANG se subdivise en différents clans à savoir : les YEMEKAK, ESSASIM, YEMFEK, NGOE, ESSAMVAM, YETYANG, ESSOBAM, YEKOMBO, YEMEDJIT et YEMVENG. Il est à noter aussi la présence du groupe minoritaire des peuples BAKA qui vivent en harmonie dans 11 villages de la Commune. Ils sont au nombre 502 âmes.

On retrouve aussi des étrangers qui viennent généralement du Gabon et des pays de l'Afrique de l'ouest.

Les relations interethniques sont généralement pacifiques et cordiaux. On se marie quand on est de clan différent, ce qui entraîne des liens de parenté assez entremêlés. Cette situation permet de trouver des solutions facilement lorsque surviennent quelques conflits.

3.3.4. Religion

Les habitants de la commune sont majoritairement chrétiens. On y rencontre les églises suivantes : Eglise Presbytérienne Camerounaise, Eglise Presbytérienne Camerounaise Orthodoxe, Église catholique etc. On note aussi une présence des groupuscules de plus en plus nombreux d'églises de réveil d'obédience pentecôtiste et baptiste.

Il faut aussi signaler la présence d'une communauté musulmane constituée généralement de commerçants nordistes basés surtout dans les centres commerciaux d'OVENG centre et d'ABOULOU.

Mais malgré ce foisonnement de religion chrétienne et musulmane, on peut remarquer l'existence des croyances animistes qui se manifeste le plus souvent par des accusations de sorcelleries dues aux envoutements et autres pratiques mystiques. Pour remédier à ces pratiques, les populations font recours aux tradipraticiens pour se faire traiter ou encore obtenir des protections diverses.

3.3.5. Principales activités économiques

3.3.5.1. Agriculture

L'agriculture est la principale activité économique pratiquée par les populations d'OVENG. On y dénombre deux types de pratiques agricoles : l'agriculture de rente et vivrière.

L'agriculture de rente se base essentiellement sur la culture du cacao qui représente la principale source de revenus de la majorité des habitants de la commune. Les plantations sont généralement âgées car elles sont des héritages. Cependant la présence d'une unité de la SODECAO est en train de contribuer à l'installation de nouvelles plantations et la régénération des anciennes. La saison cacaoyère rythme la vie socioéconomique de la Commune. Pendant celle que l'activité économique est intense et terne en saison morte. Les quantités produites et les revenus générés seraient très importants mais mal gérés par les exploitants. Les statistiques ne sont cependant pas connues du fait de l'achat clandestin des produits dans les villages ou COXAGE couplé de l'inorganisation des producteurs. Néanmoins, on peut citer celles de l'UGIPROVAN.

Tableau 2 : Statistique de production des membres de l'UGIPROVAN

Superficie totale cultivée	Année	Quantités produites
2096 ha	2007- 2008	525 tonnes
	2008-2009	2625 tonnes
	2009- 2010	2896 tonne

Source : Rapport d'activités 2010

L'agriculture vivrière quant elle repose essentiellement sur le bananier plantain, le manioc, l'arachide, le concombre, le macabo, le maïs etc. Elle est principalement destinée à l'autoconsommation à cause de l'inexistence d'un circuit de commercialisation local et des difficultés de transport liées à l'état des routes. Les producteurs pratiquent la culture itinérante sur brûlis et sème en technique de polyculture.

3.3.5.2. Elevage et pêche

L'élevage n'est pas très développé dans les villages d'OVENG. Mais on remarque tout de même la présence quelques espèces traditionnelles en petit nombre : les caprins, les ovins, les porcins et de la volaille (canards et poules de race locale). Ces animaux sont élevés en divagation et leur propriétaire ne s'en occupent pratique pas. Ils se débrouillent pour se nourrir et s'abriter. Ils n'ont pas droit à des soins vétérinaires si c'est n'est des remèdes traditionnelles de la part de certains éleveurs. Les plus résistants sont vendus pour résoudre des problèmes familiaux ou sont offerts aux hôtes de marque.

Tableau 3 : Prix d'achat de quelques animaux

Type d'animal	Quantités estimative en juin 2007	Prix de vente moyens en F CFA
Ovin	450	20 000
Caprin	310	15 000
Porcin	150	35 000
Volaille	3200	2500 /3000
canin	65	Prix de vente moyens en F CFA

Source : Rapport trimestriel 2007 du Chef de Centre zootechnique

La pêche pratiquée dans la commune est de type traditionnel. Elle se déroule intensément pendant la saison sèche surtout la grande entre Novembre - mars. Elle concerne toutes les tranches d'âge et sexe de la population des villages mais les hommes sont les plus actifs dans les plus grands cours d'eau. Il existe trois techniques de pêche qui sont utilisées localement : la pêche à la ligne, la pêche au filet et la pêche au barrage.

3.3.5.3. Chasse

La chasse est pratiquée toute l'année par les habitants des villages d'OVENG. Ces produits servent tant à l'alimentation qu'elle constitue une source de revenus pour les familles. Il existe plusieurs techniques de chasse qui sont pratiquées dans la zone : le piégeage et la chasse au fusil :

3.3.5.4. L'exploitation forestière

La commune d'OVENG est située dans une grande zone forestière riche en diverses essences précieuses. Elle fait l'objet à ce titre d'une intense exploitation forestière. Celle-ci est de deux types :

- L'exploitation illégale clandestine : Elle est réalisée par des individus n'ayant pas de titre d'exploitation et ne versant aucune compensation à la commune et encore moins aux communautés. Ils achètent généralement des arbres auprès des propriétaires coutumiers des portions de terrains et utilisent des tronçonneuses pour débiter les troncs en pièces qui sont très souvent transportés nuitamment ;
- L'exploitation légale : Elle était assurée par des sociétés forestières ayant obtenues les autorisations requises et s'acquittant de tous les impôts et taxes exigibles. Elles exploitaient principalement les deux UFA locales. Cette forme d'exploitation rapporte des revenus à la Commune en termes de redevances forestières.

3.3.5.5. Commerce

Le commerce est florissant à OVENG dans le principal centre qu'est OVENG Centre. On y retrouve des boutiques achalandées en toute saison où les populations peuvent se ravitailler en toute sorte de produits de première nécessité. Toutefois il existe des échoppes dans les villages et ces dernières permettent aux villageois de se ravitailler en produits de premières nécessités (pétrole, savons, etc....).

La place commerciale d'ABOULOU constitue aussi un pôle d'échange entre les commerçants camerounais et les consommateurs gabonais. Il est à signaler aussi une floraison des activités pendant la saison cacaoyère à travers l'installation des commerçants venant des grandes villes de la région du Sud. On remarque aussi des commerçants ambulants qui circulent dans les principaux axes avec des vélos chargés de marchandises diverses. On y rencontre des acheteurs de produits forestiers non ligneux qui vont aussi dans les villages s'approvisionner. On note, également la présence des acheteurs de cacao qui y mènent une activité intense entre juin et novembre de chaque année.

3.3.5.6. Transport

Le transport public à OVENG est réalisé par des initiatives privées. Deux cars de transport relient OVENG à Sangmélina une fois par jour en passant par ENDENGUE (Commune de MVANGAN) et des villages de Meyomessi. Le billet de transport coûte 2500 F CFA avec un paiement des bagages. Ces véhicules assurent le transport par intermittence en saison pluvieuse à cause de l'impraticabilité de la route.

A l'intérieur de la Commune, ce sont les motos qui transportent les hommes et les biens et il n'existe pas de tarif fixe. Ces dernières font souvent le trajet OVENG –Sangmélina à un prix de 10 000 F CFA par passager.

Des pirogues assurent la traversée de la frontière gabonaise avec une tarification fixée par un arrêté communal.

3.4. Principales infrastructures par secteur

3.4.1. Agriculture

L'arrondissement d'OVENG dont dépend la commune dispose d'une Délégation d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural. Elle a sa tête un technicien d'agriculture expérimenté. On y retrouve aussi une section de la SODECAO qui entretient une pépinière de plants de cacaoyer avec un chef de section et une brigade phytosanitaire basée à ABOULOU.

Si la délégation d'agriculture dispose de deux bâtiments dont un est en construction, la SODECAO et la brigade phytosanitaire ont leur bureau installé dans des bâtiments en matériaux provisoires.

3.4.2. Elevage, pêches et industries animales

Il n'existe pas de délégation d'élevage, pêche et industrie animale dans le territoire communal. On y retrouve seulement un centre zootechnique qui est logé dans le bâtiment de la sous-préfecture. Il est dirigé par un infirmier vétérinaire et celui-ci est doté d'une moto tout terrain.

3.4.3. Faune et forêt

La commune d'OVENG dispose dans son territoire d'un poste forestier. Celle-ci est dotée d'un bâtiment et dispose d'une moto tout terrain. On y trouve un personnel composé d'un chef de poste forestier qui est un ingénieur assisté d'un technicien supérieur des eaux, forêts et chasses.

Il existe aussi un service de la conservation qui assure la direction du sanctuaire à gorille de MENGAME qui est dirigé par un conservateur de grade ingénieur assisté des agents éco gardes. Ce dernier est en même temps responsable à titre intérimaire du Parc National de KOM. La direction dispose de divers équipements dont une moto tout terrain qui semble hors d'usage.

3.4.4. Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

3.4.4.1. L'administration territoriale et décentralisation

L'Administration territoriale est représentée à OVENG par la Sous-préfecture qui est dirigée par un Sous-Préfet assisté par un adjoint. Elle dispose d'un personnel d'appui divers (secrétaire particulier, planton, chauffeur, gardien etc.). Le Sous-Préfet est doté d'un véhicule tout terrain. La Sous-préfecture est logée dans un bâtiment administratif et il existe aussi un logement d'astreinte (résidence) avec clôture pour le Sous Préfet. Le bâtiment administratif est équipé d'une plaque solaire pour l'énergie.

Il existe aussi un bâtiment communal qui héberge les services de la mairie d'OVENG.

3.4.4.2. Le maintien de l'ordre

Le maintien de l'ordre est assuré à OVENG par la présence d'une brigade territoriale de gendarmerie et d'un commissariat spécial.

3.4.4.2.1. La brigade territoriale de gendarmerie

La brigade territoriale de gendarmerie dispose d'un bâtiment administratif avec des bureaux et une cellule. Il existe aussi des logements pour les gendarmes. Elle est dirigée par un adjudant chef qui a une troupe composé de trois éléments dont l'adjoint au Commandant. Il existe aussi un poste de gendarmerie en matériaux provisoires à la frontière D'ABOULOU.

3.4.4.2.2. Le commissariat spécial

Le commissariat spécial d'OVENG vient d'acquérir un bâtiment administratif flambant neuf composés de bureaux et d'une cellule. Il est dirigé par un officier de police et dispose d'une troupe de deux éléments. Il existe un sous - poste d'identification en son sein et un poste frontière d'émi-immigration à ABOULOU.

3.4.5. Education de base

L'éducation de base est représentée à OVENG par l'inspection d'éducation maternelle et primaire d'arrondissement. Elle est dirigée par un inspecteur pédagogique. L'inspection est logée dans un bâtiment administratif disposant de bureaux et mobilier. Cette structure encadre des écoles maternelles et primaires dans l'espace communal.

3.4.5.1. L'enseignement maternel

Tableau 4 : Les infrastructures des écoles maternelles

N°	STRUCTURES (SALLES DE CLASSE)					MOBILIER (TABLES BANCS)	
	ECOLES	D	SD	MP	Logement / Maitre	Disponibles	Besoins
01	AKOABAS	02	-	-	01	25	15
02	AKOM	02	-	-	-	50	-
03	ESSAM – ABECK	-	-	-	-	-	25
04	ESSAM II	-	-	-	-	-	25
05	NDJA	-	-	-	00	-	25
06	NGBWASSA	-	-	-	-	-	30
07	OVENG	01	-	-	00	35	35
	Total	05		-	01	110	155

3.4.5.2. L'enseignement primaire

Tableau 5 : Les infrastructures existantes dans les écoles primaires

STRUCTURE (SALLES DE CLASSE)					MOBILIER (TABLES BANCS)		
N°	ECOLES	D	SD	M P	LOGEMENT MAITRE	DISPONIBLES	BESOINS
01	EP ABOULOU	01	01	02	00	136	
02	EP ADJAP	01	02	-	01	22	
03	EP AKOABAS	03	-	-	01	42	
04	EP AKOM	02	02	01	00	105	
05	EP ANDOUNG	01	02	-	00	56	
06	EP BITYEL	03	-	-	01	18	
07	EP ENDONE	03	-	-	00	28	
08	EP ESSAM- ABECK	-	-	-	-	60	
09	EP MEBANG	03	-	-	00	18	
10	EP MVAM II	03	-	-	00	25	
11	EP NGBWASSA	03	-	-	02	21	
12	EP NDJA	02	01	-	00	24	
13	EP NGOUDJEN	03	03	-	01	64	
14	EP NKONO	03	01	-	00	20	
15	EP ONON	02	-	-	00	18	
16	OVENG CENTRE	05	01	-	00	200	
17	E PRI CATH OVENG Centre						
	Total	38	13	03	06	863	

3.4.6. Enseignement secondaire

En matière d'enseignement secondaire, la commune d'OVENG dispose sur son territoire d'un collège d'enseignement général et d'un CETIC créée.

3.4.6.1. Le CES

Tableau 6 : Les infrastructures existantes au CES

LOCALITE	Type d'enseignement	Année de création	Superficie	N° WPT		Effectif			Enseignants		Salles de classe			Tables bancs		Equipements existants (nombre et état)			
				X	Y	G	F	T	fonctionnaire	Professeurs vacataires	Nombre	Matériaux	Etat	Nombre	Etat	Forage	Latrine	Logement	Autres
OVENG Ville	Collège d'Enseignement Général	1989	5000m ²	12,257107	2,428415	139	81	220	4	4	10	Dur	4 passable 4 Bon 2 mauvais	114	B	1	3	0	05 arbres fruitiers

3.4.6.2. Le CETIC

Le CETIC est déjà créée sur papier mais ne dispose pas encore d'infrastructures et des enseignants.

3.4.7. Santé publique

Le secteur de la santé est représenté à OVENG par un CMA, un dispensaire privé catholique et un centre de santé communautaire. Toutes ces trois structures dépendent de l'aire de santé de NKOLYENG à DJOUM.

3.4.7.1. Les principales structures sanitaires.

Tableau 7 : les différentes infrastructures sanitaires et leur état

N°	Village	Type	Date de création	Bâtiment			Aménagements		
				Financement	Nombre	Etat	Points d'eau	Latrine	Autres
1	OVENG	CMA	1962-63	BIP	3	Bon	Non	03	Logement médecin ; Bacs et fosses pour enfouissement des déchets ; Energie solaire
2	OVENG	Centre de santé intégrée catholique	06 mars 2008 (réouverture)	Eglise catholique	1 pour tous les services	Passable et étroit	02 (en panne)	02	Fosse de 10 de profondeur pour déchet ; Logements pour le personnel

Tableau 8 : Les moyens disponibles dans les Centres de santé existants

N°	Village	Type	Moyens humains		Services disponibles	Nombre et type de bâtiments existants	Moyens matériels
			Nombre	Qualifications			
1.	OVENG	CMA	04	01 Médecin ; 02 IDE ; 01 AS.	Médecine générale Chirurgie générale Laboratoire Maternité Pharmacie	03 bâtiments	08 lits disponibles (22 lits en stock) ; 02 réfrigérateurs 02 POUPINELES (stérilisation)
2.	OVENG	Centre de santé intégrée	03	01 IDE ; 01 IB ; 01 commis.	Maternité Pharmacie Laboratoire	01	05 lits

3.4.7.2. Le Centre de santé communautaire

Un centre de santé communautaire existe dans la localité d'OVENG 3 qui est un hameau d'OVENG village situé à environ 07 Km d'OVENG Centre. Il a été crée et équipé par les populations. Il a perdu son dernier infirmier au profit du dispensaire catholique depuis un certain temps. Il est ainsi fermé. Il dispose aussi d'un point d'eau en panne.

3.4.8. Eau et énergie

La commune dispose d'un circuit électrique décentralisé construit sous financement du FEICOM. Il est composé d'un groupe électrogène et de deux transformateurs. Il parcourt OVENG Centre, l'axe OVENG-AKOM, l'axe OVENG – ESSAM jusqu'au poste forestier et enfin l'axe OVENG- BEFIO. Les branchements ne sont pas encore généralisés. Le courant n'est pas encore disponible en permanence.

En ce qui concerne l'accès à l'eau potable, l'espace communal dans son ensemble dispose divers points d'eau potables, dont 16 forages et 25 puits modernes.

3.4.9. Travaux publics

Aucune représentation de ce secteur n'existe dans le territoire communal et celle-ci dépend pour ce qui est des travaux publics de la délégation départemental du DJA et LOBO.

Tableau 9 : Les axes routiers communaux

N°	Tronçon	Catégorie	Distance (Km)
1	EKOWONG – OVENG CENTRE	Route nationale	17
2	OVENG CENTRE - NGBWASSA	Route départementale	37
3	OVENG CENTRE - ABOULOU	Route nationale	39
4	AKOABAS - BIKOUGOU	Route départementale	15
Total			108

3.4.10. Sport et éducation physique

Dans ce secteur, il existe uniquement des stades de football sommaires et rudimentaires réalisés à main d'hommes et parfois avec l'appui des exploitants forestiers tant au niveau de l'espace urbain qu'en milieu rural. La Commune dépend ici de la délégation départementale

et la commune appuie très souvent les championnats des vacances en football au profit des jeunes.

3.4.11. Poste et télécommunication

Les postes et télécommunications marquent leur présence à OVENG à travers l'existence d'une représentation de la CAMTEL et l'existence d'une télé centre multi fonctionnel.

3.4.11.1. Services CAMTEL

La CAMTEL est logée dans une pièce du bâtiment administratif de la Sous-préfecture et elle est dirigée localement par un chef d'agence qui est doté d'une moto de service. Son réseau fixe sur fil couvre uniquement un secteur de l'espace urbain et fournit l'administration en moyen de communication avec l'extérieur. Toutefois le grand public a la possibilité d'utiliser ce réseau par l'entremise de trois postes fixes ou call-box disposés dans trois endroits (devant la Sous-préfecture et dans 02 boutiques). Les appels sont conditionnés à l'achat d'une carte téléphonique.

3.4.11.2. Le Télé centre

L'accès aux TIC sera acquis dans l'espace urbain d'OVENG dans quelques semaines. Il existe déjà à cet effet un bâtiment de plusieurs pièces équipé en ordinateur et mobilier pour accueillir la population. Il ne reste qu'à assurer la fourniture en énergie électrique, la nomination d'un responsable et de son personnel pour le rendre fonctionnel. Un comité de gestion a déjà été mis en place par le Ministère compétent.

3.5. Principales potentialités et ressources

La situation géographique et l'espace physique de la Commune offre des atouts et potentialités qui s'ils sont exploités peuvent permettre à cette dernière de promouvoir le développement socioéconomique de ses populations. On peut ainsi citer :

- La proximité de la frontière gabonaise qui représente un lieu d'échange économique potentiel ;
- La présence de deux aires protégées qui peuvent constituer un catalyseur du développement de l'écotourisme local ;
- L'existence d'un espace cultivable ;
- La diversité de la richesse de la forêt locale en essences forestières ;
- La présence de nombreux marécages qu'on peut utiliser pour développer de nombreuses activités économiques ;
- Le climat équatorial à quatre saisons qui est favorable à la pratique agricole : grand bassin de production cacaoyère et de banane plantain ;
- L'existence des carrières de matériaux divers (sable, latérite, pierres etc.) utile pour les constructions.

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL

4.1. Synthèse du DIC

Fiche synthétique de présentation de la commune

Date de création : 1^{er} décembre 1995

Superficie : 2020 km²

Population : 7309 habitants

Ethnies : FANG et BAKA

Nombre de villages : 25 villages dont 10 avec une communauté de BAKA et 01 campement BAKA

Activités économiques : Agriculture, Pêches, Chasse, Exploitation forestière, vente des PFNL, Exploitation des carrières de sable

Infrastructures sociales : 07 écoles maternelles publiques, 16 Ecoles primaires publiques et 01 école privée catholique, 01 CES, une télé centre, 01 perception, 01 CMA, 01 centre de santé intégré privé catholique et 01 centre de santé communautaire.

Conseillers municipaux : 23 conseillers dont 04 femmes

Personnel communal : 07 employés dont 05 permanents et 02 temporaires

Patrimoine communal : 01 camion benne, 01 PICK up, 01 fourgonnette, 01 motocyclette, Hangar de commercialisation du gibier, 01 bâtiment communal, 01 tribune des fêtes, hangar salle de fête

Réseau de relations : membre des CVUC

Principales forces : Partenariats avec des projets et programmes (PNDP, AGESFO BAKA, JANE GODHALL INSTITUTE)

Principales faiblesses : Faiblesse des ressources financières, Faiblesse du patrimoine communal, Insuffisance /inexistence du matériel de travail et Irrégularité des salaires (18 à 20 mois d'arrières de salaires)

Opportunités : Bassin de production de cacao et bananier plantain, Fort potentiel forestier ; Proximité de la frontière gabonaise : marché d'ABOULOU ; Sanctuaire à gorille et parc national de KOM

Obstacles : Lutttes d'influence entre les leaders politiques et les élites ; Réduction de la redevance forestière ; Faible dynamisme économique des populations

4.1.1. Gestion des ressources humaines

Tableau 10 : Les forces et faiblesses des ressources humaines communales

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">- Statut du personnel clair (décisionnaire et temporaire) ;- Commission d'avancement : régularité des avancements ;- Répartition formelle des tâches aux adjoints au Maire ;- Fonctionnement des commissions techniques du conseil municipal	<ul style="list-style-type: none">- Irrégularité des salaires (18 à 20 mois d'arrières de salaire) ;- Insuffisance /inexistence du matériel de travail ;- Suspension des avantages (pas de numéro matricule et livrets CNPS, pas de paiement des avancements et frais de mission, prise en charge médical) ;- Inactivité des employés ;- Suppression des réunions du personnel (dernière rencontre en 2007 à l'investiture du maire) ;- Insuffisances du personnel ;- Pas de procédure de recrutement ;- Inexistence d'un organigramme formel des services communaux ;- Faible qualification du personnel ;- Non résidence de l'exécutif municipal (1er et 2ème adjoints) ;- Conflit d'intérêt au sein de l'exécutif communal ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Division du Conseil municipal en deux tendances ; - Faible connaissance des affaires communales par une partie des conseillers municipaux ; - Coût élevé de l'organisation des Conseils Municipaux.
--	---

4.1.2. Gestion des ressources financières

Tableau 11 : Des ressources financières de la Commune

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Commission de recouvrement des impôts et taxe ; - l'arrêté Municipal portant désignation des percepteurs et passeurs à la traversée de la rivière ; - Compte bancaire BICEC : 02 signataires (maire et receveur municipal). 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des ressources financières ; - Faible de taux de recouvrement des taxes et impôts locaux ; - Inexistence d'un fichier des contribuables - Mauvaise gestion des ressources financières (achat des cars de transport dont un seul livré, groupe électrogène non livré, etc.) ; - Endettement de la Commune (commerçants, aubergistes : 2 500 000 F CFA, personnel et CNPS : 1 500 000 F CFA) ; - Faible promotion de l'économie locale ; - Insuffisance des connaissances des agents financiers en comptabilité municipal.

4.1.3 Gestion du patrimoine

Tableau 12 : les forces et faiblesses de la gestion du patrimoine communal

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment abritant la Mairie - 03 véhicules (car, camion et PICK UP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules communaux en panne ; - Inexistence de procédures d'utilisation du patrimoine ; - Inexistence de la voirie municipale; - Inexistence des logements communaux ; - Bâtiments communaux vétustes ; - Faiblesse du patrimoine communal.

4.1.4. Gestion des relations

Tableau 13 : Des forces et faiblesses de la gestion des relations de la Commune

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Partenariats avec des projets et programmes (PNDP, AGESFO BAKA, JANE GODHALL INSTITUTE) ; - Participation aux cérémonies régionale et départementale (foire, comice et.). 	<ul style="list-style-type: none"> - Non valorisation de la coopération décentralisée ; - Abandon des Organisations de la société civile (GIC, Association.) ; - Blocage des projets par certaines élites ; - Forte influence du RDPC dans la gestion de la commune.

4.1.5. Axes de renforcement

Tableau 14 : Les axes de renforcement de la Commune dans les quatre domaines

Domaine	Action	Activités
Ressources humaines	Redynamisation organisationnelle et administrative des services communaux	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un code de recrutement du personnel communal ; - Adaptation de l'Organigramme proposée par le MINATD à la réalité locale ; - Recrutement d'un personnel supplémentaire qualifié par poste de travail; - Négociation d'une remise en activité des anciens employés absentéistes (échelonnage du paiement de la dette salariale et des versements CNPS, élaboration des cahiers de charge par poste de travail, systématisation des réunions de bilan et de programmation des activités et paiement régulier des salaires et autres avantages) ; - Formation thématique du personnel par poste de travail ; - Organisation de la fourniture des services communaux en matériels et équipement de travail.
	Amélioration du travail de l'exécutif communal	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des assises locales avec l'appui des patriarches pour la réconciliation entre exécutifs; - Reprise des activités des adjoints selon leur cahier de charge ;
	Remobilisation du conseil municipal	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'une réunion de réconciliation du Conseil Municipal avec l'appui de la hiérarchie du RDPC ; - Formation systématique des conseillers actuels et futurs à la gestion politique et administrative communale.
Ressources financières	Augmentation des ressources financières propres	<ul style="list-style-type: none"> - Elargissement de l'assiette fiscale : recensement des contribuables, fixation des taux imposables et sensibilisation des contribuables avec l'appui des Conseillers municipaux; - Recrutement des percepteurs locaux ; - Renforcement de la fonctionnalité du comité de recouvrement ; - Création des Activités génératrices de revenus au profit de l'institution communal.
	Amélioration de la gestion financière communale	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de l'ordonnateur et des agents financiers communaux aux procédures communales de gestion des ressources comptables communales ; - Application des principes de bonne gouvernance : appel d'offres pour l'acquisition du matériel et autres équipement, décaissement régulier ; - Echelonnement et remboursement des dettes envers les sociétés et des tiers.
	Mise en place d'un service de promotion de l'économie local	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement d'un agent chargé du développement local ; - Recensement des filières agropastorales porteuses et des secteurs économiques

Domaine	Action	Activités
		rentables ; - Appui et accompagnement des acteurs des secteurs économiques.
Patrimoine	Mise en place d'une stratégie de maintenance du patrimoine communal	- Elaboration d'un code de procédures de gestion du patrimoine communal (véhicule et logement); - Création d'un garage communal ; - Recrutement ou contractualisation avec un spécialiste de la maintenance automobile ; - Suivi de l'utilisation et des réparations des véhicules communaux ; - Entretien des bâtiments communaux
	Renforcement du patrimoine communal	- Construction des logements communaux (maire, cadre etc..) ; - Création et entretien d'une voirie municipale ; - Création d'une décharge municipale et mise en place d'un service de collecte des ordures permanent
Gestion des relations	Prise en compte de toutes les énergies pour développer OVENG	- Mise en place d'un forum de développement économique et social coordonné par la Commune : - Implication des organisations de la société civile, des élites dans la réflexion et l'action de développement communal ; - Mise en place des fora dans les principaux axes communaux pour un contrôle citoyen de l'action communal.
	Recherche des partenariats	- Etablissement des relations de partenariats avec d'autres communes : Syndicat des Communes, Coopération décentralisée ; - Montage et soumission des projets en partenariat avec des ONG auprès des bailleurs de fonds ou des institutions financières (banques etc.) ; - Pratique du lobbying pour l'implémentation des projets et programmes de l'Etat du Cameroun dans le territoire communal et au profit des groupes et individus organisés et dynamique (Projet bananier Plantin, PAJER U, PIASSI et....

4.2. Principaux problèmes identifiés et consolidés par secteur

Tableau 15 : Analyse des problèmes du secteur de l'Agriculture et du développement rural

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins
Les 25 villages	Faiblesse de la production agricole	Faible encadrement agricole ; Manque d'appuis financiers ; Accès difficiles aux intrants agricoles ; Faible / manque d'organisation des populations ; Zone fortement enclavé ; Dévastation des champs par les animaux sauvages d'espèces protégées (éléphants, gorilles)	Faible rendement ; Faible revenus ; Pauvreté Découragement Exode rural Délinquance juvénile Famine Fort taux de morbidité	Construction des postes agricoles ; Affectation du personnel d'encadrement ; Dotation en motos tout terrain Formation des producteurs agricoles aux techniques innovantes ; Promotion des regroupements des producteurs par filières ; Octroi des financements aux producteurs agricoles ; Délimitation de la réserve faunique

Tableau 16 : Analyse des problèmes du secteur de l'élevage, pêche et industries animales

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 25 villages	Ignorance des techniques d'élevage moderne	Pas de suivi du chef de poste zootechnique Insuffisance du personnel qualifié Elevage en divagation Elevage des espèces locales Ignorance des techniques de pisciculture Manque de moyens financiers	Insalubrité dans le village ; Dévastation des champs de cases ; Maladies des bêtes et épidémies ; Vol des animaux ; Faible prolifération ; Absence de traitement et de suivi des animaux ; Exposition des bêtes aux intempéries et aux zoonoses Disparition de certaines espèces de poissons cherté des espèces disponibles Carences alimentaires en protéines	<ul style="list-style-type: none"> • Création, construction, équipement et affectation du personnel d'une délégation d'arrondissement MINEPIA • Formation des éleveurs en techniques d'élevage • Appui financiers par des projets du MINEPIA • Organisation des sessions de soins dans les villages par le chef de centre zootechnique • Organisations des formations en techniques piscicoles • Création des étangs piscicoles • Appui financiers et techniques

Tableau 17 : Analyse des problèmes du secteur de la Santé Publique

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 24 autres villages	Difficultés d'accès aux soins de santé	<p>insuffisance d'équipement, de médicaments et de personnel qualifié</p> <p>Mauvais état de la route</p> <p>Eloignement du Centre de Santé d'Arrondissement</p> <p>Fermeture du centre de santé privé existant</p> <p>Manque d'appui technique et financier</p> <p>Bâtiments mal entretenus</p> <p>Coût élevé des soins de santé</p> <p>Absence d'une pharmacie</p> <p>Insuffisance des moyens financiers des populations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'accès à la vaccination et les traitements • Recours à la pharmacopée indigène • Forte prédominance des maladies • Aggravation des cas pendant l'évacuation • recours aux tradi – praticiens autre • Utilisation des produits de contre bande • Gravité des maladies • Exposition à la mort • Absence de soins médicaux-sanitaire de proximité • Taux de malade élevé 	<ul style="list-style-type: none"> • Création, construction réhabilitation et équipements des centres de santé dans les axes les plus distants (AKOABAS, NDJA) • Construction des logements d'astreinte pour les autres personnels ; • Achever et équiper le nouveau bâtiment du CMA • Construction d'autres bâtiments au CMA (Morgue, logement infirmier, bacs de stockage etc.) • Affectation du personnel qualifié (IDE de sexe masculin, technicien de laboratoire, agent d'entretien) • Entretien des bâtiments existants au CMA ; • Acquisition d'autres équipements et matériels pour le CMA (centrifugeuse, table de prélèvement, matelas, groupe électrogène, matériel, roulant (moto AG, Voiture tout terrain) ;

Tableau 18 : Analyse des problèmes du secteur de l'Education de Base

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
Les 25 villages	Difficultés de fonctionnement des structures de l'éducation de base	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des salles de classe et des aménagements dans les écoles ; • Insuffisance d'enseignants et de matériel didactique ; • Délabrement de certains bâtiments dans les écoles existantes ; • Insuffisance des tables bancs ; • Eloignement des écoles /inexistence des écoles maternelles et primaires par endroit ; • Insuffisance des logements d'astreinte ; • Faiblesse d'organisation des parents • Autorisation de création des écoles maternelle récente dans certaines localités 	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles rendements scolaires ; • Désertion des enseignants • Retard scolaire chez les enfants en bas âge • Anticipation à l'école primaire • Manque de suivi des enfants par les parents • Coût élevé de la scolarité • Enfants en plein air dans l'enceinte de l'école ; • Faible degré de concentration des élèves ; • Echecs scolaires ; • Déperditions des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> • 17 salles de classes de niveau maternel • 45 salles de classe de niveau primaires construites • 781 tables bancs sont construites au primaire • 460 tables bancs sont construites au primaire • 62 tableaux noirs • 22 logements pour le cycle maternel • 31 logements pour le primaire 28 points d'eau potables • 61 latrines construites • 41 clôtures 12 enseignants d'écoles primaires • 17 enseignants d'école maternelle

Tableau 19 : Analyse des problèmes du secteur de l'Enseignement Secondaire

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les villages	Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance d'enseignants et d'équipement Insuffisance des bâtiments et aménagements Aucune infrastructure au CETIC Absence du site Faiblesse d'organisation des parents Pas d'appui financier Eloignement de certains villages 	<ul style="list-style-type: none"> Sous scolarisation Echec scolaire Insécurité des élèves Cumul de fonction des enseignants Pas de techniciens formés localement ; Parcours de longues distances Dépenses physiques et financières Enfants en villégiature dans les établissements des grandes villes ; Faiblesse des effectifs au CES 	<ul style="list-style-type: none"> 01 CES transformé en lycée et 01 nouveau CES créé 22 salles de classe construites (CES / lycée) 02 salles de classe réhabilitées (CES) 02 bâtiments administratifs construits et équipés 02 salles d'informatique 01 bâtiment de salles spécialisées et laboratoire construit et équipé 02 bâtiments d'atelier techniques construits et équipés au CETIC Nombre et type de manuels scolaires mis à disposition Nombre de kit de micro-science disponibles 02 points d'eau potables construits 08 latrines construites 02 clôtures mis en place 04 bâtiments de logement d'astreinte pour enseignants construits 28 Enseignants qualifiés dans les différentes disciplines sont recrutés et affectés

Tableau 20 : Analyse des problèmes du secteur des Travaux Publics

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 04 axes routiers 1. EKOWONG – OVENG CENTRE; 2.OVENG CENTRE – ABOULOU ; 3.AKOABAS – BIKOUGOU ; 4.OVENG CENTRE – NGBWASSA	Difficulté de transports des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> Pluies abondantes Rivière inondant la route à AKOM Présence de nids de poule et de bourbiers par endroits Routes non entretenues Ponts défectueux par endroit (MVAM II, BIKOUGOU, et.) De grands creux au milieu ou en travers de la route Montée des collines difficilement franchissables par endroit Manque d'organisation des populations Pas d'appui technique et financier 	<ul style="list-style-type: none"> Impraticabilité de la route accentuée en saison pluvieuse Déplacement difficile Pas de car de transport permanent Transport onéreux Difficulté d'écoulement des produits agricoles Circulation transfrontalière arrêté Accentuation du sous développement 	<ul style="list-style-type: none"> 108 Km de route en terre réhabilité 04 ponts et buses et réhabilités (WOA, AYETE, BIYETE) 02 ponts construits (KOM, AKOM) 56 km de bitume construits (EKOWONG – OVENG – ABOULOU)

Tableau 21 : Analyse des problèmes du secteur de la Jeunesse

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les 25 villages	Désœuvrement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Isolement ou abandon des jeunes par les autorités compétentes • Pas de centre de formation des jeunes déscolarisés • Pas de structures d'animation et de loisirs • Pas de sensibilisation aux IST/VIH Sida 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation Abusive d'alcool • Délinquance • Désobéissance • Exode rurale • Dépeuplement des villages • Baisse de la force de travail • Sous développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Création et équipement des structures d'encadrement des jeunes • Implémentation des projets de financement des jeunes dans la Commune (FIJ, FONIJ, PAJER-U, PANEJ, PRAJE, CYCI, PAJER U et.)

Tableau 22 : Analyse des problèmes du secteur de l'Energie et l'Eau

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les villages	Electrification partielle du milieu urbain et rural	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de poteaux et de câbles électriques • Elitiste dans la distribution du courant électrique • Eloignement du réseau électrique • Absence d'infrastructures électriques dans certains villages • Faible organisation des populations • Pas d'appui technique et financier 	<ul style="list-style-type: none"> • Non utilisation des appareils électroménagers • Coût élevé d'éclairage • Impossibilité de créer certaines activités génératrice de revenus nécessitant le courant électrique • Absence des loisirs • Sous information • Faibles revenus • sous développement <p>• pauvreté</p>	<p>470 poteaux installés 18 transformateurs installés 47 km de moyenne et basse tension installés 2245 branchements réalisés 2225 compteurs installés</p> <p>18 autres villages électrifiés</p>

	<p>Difficultés d'accès à l'eau potable</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des points d'eau potables • Forages et puits modernes en pannes • les sources naturelles ne sont pas entretenues • eau des puits non traitée • sources non aménagées et inondées en saison de pluies • Eloignement des points d'eau potables fonctionnels • Inondation des sources en saison de pluies • Tarissement des puits en saison sèche • Manque d'organisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Consommation des eaux de source et points d'eau non aménagées • Prévalence des maladies hydriques • Pénibilité des travaux ménagers • Fortes dépenses en soins de santé • Dégradation des conditions de vie • Faiblesse physique et de la production 	<p>02 forages réparés 02 puits équipés d'une pompe réparés 01 adduction d'eau potable est construite 21 forages équipés de pompe à motricité humaine construits 18 puits équipés d'une pompe à motricité humaine construits 01 source aménagée 01 service de l'hydraulique créé</p>
--	--	---	---	---

Tableau 23 : Analyse des problèmes du secteur des Affaires Sociales

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les 25 villages	Prédominance des fléaux sociaux	<ul style="list-style-type: none"> Prédominance du concubinage parmi les couples Mauvaise prise en charge des handicapés Marginalisation des vieux Pas de prise en charge des orphelins Ruptures intempestives des mariages Méconnaissance juridique par rapport à la succession Absence de structure d'encadrement social Difficultés d'accès aux informations relatives aux affaires sociales 	<ul style="list-style-type: none"> Charges pour leur famille adoptive Vulnérabilité aux maladies des personnes Souffrance extrême les orphelins brimés soins difficiles Rejets sociaux Egoïsme Repli sur soi Accusations de sorcellerie 	<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement d'un centre social Affectation d'un personnel qualifié Prise en charge des personnes vulnérables Appui, conseil et protection de la vie des couples Attribution des aides et secours aux personnes de 3^{ème} âge et aux orphelins Attribution des aides et secours aux orphelins

Tableau 24 : Analyse des problèmes du sous secteur des Peuples Pygmées

Secteur	Communauté BAKA	Problèmes	Causes	Effets	Besoins
Citoyenneté	COMMUNAUTÉS BAKAS d'OVENG et du campement de MEBEMENKOL	Défauts des pièces officielles	<ul style="list-style-type: none"> Pas de cartes d'identité Pas d'acte de naissance Méconnaissance du processus d'obtention des CNI Manque d'éducation civique et citoyenne Négligence Postes d'identification éloignés 	<ul style="list-style-type: none"> Brimades des bantous Craintes des FMO Difficultés de déplacement Incapacité d'user des droits civiques 	<ul style="list-style-type: none"> Formation en éducation civique Etablissement des actes de citoyenneté Appropriation du processus d'établissement des actes de citoyenneté
		Inexistence d'association groupe de BAKA	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'initiative associative Manque de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> Faible défense des intérêts Exploitation par les bantous 	<ul style="list-style-type: none"> Encourager la création des mouvements associatifs (Associations, GIC) Renforcement des capacités associatives

Santé		Accès difficile aux soins sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté des essences médicinales • Exploitation forestière • Classement forêt côté Sud en sanctuaire à gorilles et parc de KOM • Les centres de santé sont très éloignés : OVENG, NKOLENYENG • Pas de moyens financiers pour payer 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte des capacités de résistance aux maladies • Prévalence des maladies • Morbidité • Faiblesse physique 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un projet de régénération de certaines essences spécialisées (ESSOK, ADJAP, MOABI, OVENG BUBINGA, EBAM : arbre à quinine) • Instauration la prise en charge des soins de santé
Agriculture et PFNL		Faiblesse des activités économiques et nutritionnelles des BAKAS	<p>Faible production agricole</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de produits phytosanitaire chimique • Non suivi des producteurs BAKAS <p>Rareté des produits halieutiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rivières peu poissonneuses • Manque de sensibilisation en matière de pisciculture <p>Elevage en divagation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ignorance des techniques d'élevage moderne • Manque de moyens technique et financiers <p>Interdiction de la chasse</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présences des aires protégées • Ignorance de la loi forestière • Chasse non contrôlée (abus) • Introduction des chasseurs allogènes 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance aux bantous • Brimades et escroquerie • Famine • Faible approvisionnement des familles • Sous alimentation • Faiblesse physique • Perte des animaux élevés • Déficit de protéine • Faiblesse physique • Brimades • Arrestations • Emprisonnement • Perte des habitudes alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités techniques et appui en matériel et semence • Renforcement des capacités et vulgarisation de la pisciculture • Mise en place des projets piscicoles • Formation en technique d'élevage moderne • Formation techniques de d'élevage des animaux (aulacodes, hérissons, escargots et.) • Appui technique et financier des projets d'élevage • Sensibilisation aux lois forestières
Education		Scolarité difficile et acculturation des BAKAS	<p>Abandon des études par les jeunes BAKA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Défaut d'actes de naissance • Pauvreté des parents • Ignorance des enjeux de l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de BAKA dans les centres de décision • Isolement de la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux établissements scolaire aux jeunes BAKA en âge scolaire • Mise en place d'un centre d'accueil pour enfant pygmées • Prise en charge des enfants BAKA par l'Etat

					<ul style="list-style-type: none"> • Gratuité de scolarisation enfants BAKA
			Disparition de la culture BAKA <ul style="list-style-type: none"> • Brassage et métissage avec les voisins bantous • Transmission orale de la culture fang et bulu • La langue BAKA de moins en moins parlée 	<ul style="list-style-type: none"> • Disparition des rites traditions • Perte des us et coutumes 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer un cadre d'animation animation culturelle au profit de la jeunesse BAKA • Valoriser les danses traditionnelles BAKA et la langue

Tableau 25 : Analyse des problèmes du secteur de la Femme et Famille

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 25 villages	Déficit de l'encadrement des femmes en économie sociale et familiale	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence de la protection de la santé maternelle et infantile • Prédominance du concubinage • Absence d'un centre de la femme • Absence de formateurs • Manque de volonté • Ignorance • Foret giboyeuse 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux élevé de mortalité infantile • Taux élevé de mortalité prénatale et de femmes en couche • Perte de temps Précarité des revenus issus des activités des femmes • Précarité des mariages • Dégradation des conditions de vie de la femme et de ses enfants • Manque de volonté • Ignorance 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande de la formation et suivi de la femme des villages dans le domaine de la santé maternelle et infantile • Sensibilisation des populations sur l'importance d'un mariage officiel • Organisations des mariages collectifs • Promotion économique sociale et culturelle des femmes • Organisation des femmes en groupe • Mise en place des programmes de réduction de pauvreté au sein des familles et poursuite de l'exécution des programmes en cours

Tableau 26 : Analyse des problèmes du secteur de la Culture

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 25 villages	Pertes des valeurs culturelles	<ul style="list-style-type: none"> • Envahissement du modernisme • Exode rural • Disparition des habitudes ancestrales • Absence des cours de culture dans les écoles • Absence d'un foyer culturel • Absence de personnel technique 	<ul style="list-style-type: none"> • Acculturation • Pauvreté culturelle • Perte des valeurs traditionnelles • Acculturation • Extraversion culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction des maisons de culturel • Organisation des foires et spectacles culturels • organisation des spectacles et soirées culturelles • Valorisation de la culture pygmée et bantou

Tableau 27 : Analyse des problèmes du secteur des Petites et Moyennes entreprises

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 25 villages	Prévalence du secteur informel dans le tissu économique local	<ul style="list-style-type: none"> • Accès difficile au financement • Méconnaissance des procédures de création des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Production faible • Client insatisfait • Entrepreneur faiblement rémunéré 	Développement des entreprises

Tableau 28 : Analyse des problèmes du secteur des Mines, Industrie et Développement technologique

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les villages	Exploitation anarchique des ressources naturelles (sable etc.)	Ignorance de la réglementation	Risque d'être sanctionné	Exploitation et gestion des carrières artisanales

Tableau 29 : Analyse des problèmes du secteur du Tourisme

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les villages environnants des aires protégées (sanctuaire à gorille et parc de KOM)	Non exploitation des sites touristiques existants dans les villages	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance du grand public et des autorités • Mauvais état des routes 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque à gagner • Sous développement • pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> • Inventaire et valorisation durable des potentialités touristiques ; • Aménagement et gestion des sites touristiques • Construction et gestion des structures d'accueil

Tableau 30 : Analyse des problèmes du secteur du domaine et Affaires Foncières

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
les 25 villages	Accentuation des litiges fonciers	<ul style="list-style-type: none"> • Forte pression démographique • Destruction des cultures par les éléphants et autres animaux ; • non respect des limites foncières des villages par les populations riveraines • proximité des villages à une aire protégée ; • non recherche des solutions pacifiques, • mauvaise volonté 	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement des disputes et de la haine • Exploitation forestière impossible • Accroissement de la pauvreté ; • Tensions ethniques possible combat ; • Mort 	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution du patrimoine foncier pour le propre compte de l'Etat ; • Constitution du patrimoine foncier par les particuliers ; • Sensibilisation des demandeurs des titres fonciers

Tableau 31 : Analyse des problèmes du secteur du commerce

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les villages	Difficultés de commercialisation des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de centre commercial à OVENG Centre et ABOULOU • Insuffisance des moyens financiers des populations • Mauvaise organisation des producteurs • Eloignement du marché de Sangmélima • Absence de marché périodique dans les villages • Insuffisance des moyens financiers des producteurs pour construire et faire fonctionner des marchés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Détérioration des produits agricoles • Mévente des produits agricoles • Réduction des superficies des champs • Baisse des revenus • Découragement des producteurs • Abandon de l'activité • Pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> • La création ou la réactivation des marchés périodiques ; • La construction du marché urbain, la réactivation et construction d'un complexe commercial frontalier à ABOULOU,

Tableau 32 : Analyse des problèmes du secteur du Transport

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 25 villages	Conditions de transport difficile	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de véhicule réduit sur la ligne OVENG –Sangmélina • Pas de car sur les axes secondaires • Les motos taxis sans permis • Pas de tarif officiel • Absence de gare routière • Mauvais état de la route • Traversée de la rivière KOM difficile 	<ul style="list-style-type: none"> • Coût élevé du transport • Prix élevé des produits de première nécessité • Enclavement de la commune • Commercialisation difficile de la production agricole • Isolement de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une structure de transport communal • Mise en place la signalisation verticale et horizontale ; • Aménagement des stationnements pour motos • Aménagement d'une gare routière inter urbaine ; • Détermination des sites appropriés pour les agences de voyages et les sociétés de transport des marchandises ; • Mise en place des pirogues à moteur sur la rivière KOM

Tableau 33 : Analyse des problèmes du secteur des Postes et Télécommunications

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les villages et le centre urbain d'OVENG	Absence d'un réseau téléphonique camerounais	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'antennes de relais téléphoniques camerounais • Faible couverture du réseau CAMTEL fixe existant • Manque d'organisation • Manque d'appui technique et financier • Eloignement du réseau téléphonique 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous information • Faiblesse de communication avec le reste du pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Installation des antennes relais téléphoniques mobiles • Extension du réseau CAMTEL fixe dans la ville

Tableau 34 : Analyse des problèmes du secteur de l'Administration Territoriale et Maintien de l'Ordre

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
EKOWONG BIKOUYOU ABECK ABOULOU	Difficulté d'obtention des actes de citoyenneté	Obtention difficile des CNI et actes de naissance Eloignement du centre d'Etat civil et poste de police ; Mauvaise volonté des policiers chargés d'élaboration des CNI Manque d'éducation citoyenne des populations Pas d'officier d'état civil dans certaines localités Ignorance de la procédure	<ul style="list-style-type: none"> • Déplacement difficile • Difficulté de pleine jouissance de ces droits de citoyens pour la population Répression ; • Paiement des amendes auprès des autorités • Non identification de citoyen • exposition aux répressions administratives • Identité confuse • Parcours scolaires interrompu 	Amélioration de la qualité du service d'identification Nomination et installation d'un officier d'état civil
NBGWASSA	Absence d'un chef de village	Mort du chef de village Manque d'organisation	Désordre dans le village Disputes entre les familles	Facilitation de la désignation d'un chef de village dans la famille régnante

Tableau 35 : Analyse des problèmes du secteur des Forêt et Faune

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les villages	Présence des animaux féroces	<ul style="list-style-type: none"> • Présence des espèces féroces • Protection des animaux par l'Etat • Non collaboration avec les éco gardes 	<ul style="list-style-type: none"> • Attaque par les animaux féroces • Dévastation des cultures • Famine • Misère 	<ul style="list-style-type: none"> • Dédommagement des sinistrés
Tous les villages	Exploitation anarchique de la forêt	<ul style="list-style-type: none"> • Non respect des règles d'exploitation • Manque de moyens financiers • Manque d'organisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Changement climatique • Eloignement des animaux • déforestation 	<ul style="list-style-type: none"> • Reboisement et régénération des forêts
EKOWONG BIKOUYOU	Difficulté d'une création d'une forêt communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement du personnel des forêts insuffisant ; • Ignorance de la procédure 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des revenus des produits de la forêt • Destruction de l'écosystème • Exploitation anarchique des essences forestières conflits conjugaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleur encadrement de la population par le personnel des eaux et forêts • Attribution d'une forêt

MEDJENG BITCHEL		d'obtention d'une forêt communautaire par la population <ul style="list-style-type: none"> • Existence de deux UEFA à proximité du village ; • Manque d'esprit d'initiative des populations. 	déforestation <ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté prolifération des I.S.T détournement de l'effort physique • Manque d'in avertissement au village ; • Profit énorme des exploitants extérieurs. • Baisse des revenus 	communautaire aux populations
--------------------	--	--	---	-------------------------------

Tableau 36 : Analyse des problèmes du secteur de l'environnement et de la Protection de la nature

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les 25 villages et le Centre urbain d'OVENG	Insalubrité des villages et du centre urbain	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise gestion des déchets ménagers • Inexistence de décharge public • Ville pas encore urbanisée • Pas de collecte d'ordure ménagères • Certaines zones couvertes d'herbes • Inexistence d'un service d'hygiène au sein de la Commune • Déchets ménagers modernes jetés dans la nature au niveau des villages (plastique net c.) • Ignorance 	<ul style="list-style-type: none"> • Ville insalubre • Risque de pollution à long terme • Risque de maladie • Mauvaise qualité de vie 	<ul style="list-style-type: none"> • Création des espaces verts et des décharges publique • Recyclage des déchets ménagers • Sensibilisation des masses rurales au tri des ordures • Conduite des études d'impact environnementale

Tableau 37 : Analyse des problèmes du secteur du Développement Urbain et de l'Habitat

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Le Centre urbain d'OVENG	Inexistence d'un plan d'urbanisme de la ville d'OVENG	<ul style="list-style-type: none"> • Procédure d'élaboration inachevée • Faiblesse des moyens financiers • Surenchère des agents du MINDUH 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de plan d'occupation des sols dans la ville ; • Occupation anarchique des terres; • Pas de dénomination officielle des quartiers • Inexistence de la voirie urbaine • Pas de norme de construction en zone urbaine • Construction anarchique • Mauvais aspect de la ville 	<ul style="list-style-type: none"> • Production des documents de planification urbaine ; • Aménagement de la voirie urbaine, • Assainissement urbain, • Elaboration du plan d'urbanisation • Promotion de la qualité de l'habitat • Sensibilisation des populations sur les lois d'urbanisme au Cameroun

Tableau 38 : Analyse des problèmes du secteur des Corps de métiers de l'Espace Urbain d'OVENG

Corps de métiers	Secteur	Atouts /Potentialités	Problèmes rencontrés	Attentes
Boutiquiers / barman	Travaux publics	Existence des routes	Difficultés de transport des biens et des personnes	Réhabilitation des tronçons routiers
	Energie et eau	Présence d'un réseau électrique dans l'espace urbain	Difficultés de conservation des produits périssables	Amélioration de la fonctionnalité du courant électrique
			Accès difficile à l'eau potable	Construction d'une adduction d'eau potable dans le centre urbain
	Commerce	Existence de la clientèle gabonaise	Inexistence d'un marché à OVENG	Création, construction et équipement d'un marché
	Télécommunication	Présence d'un réseau CAMTEL fixe	Mauvais fonctionnement périodique de la ligne CAMTEL	Extension et amélioration de la fonctionnalité de la ligne fixe CAMTEL
			Inexistence de téléphonie mobile	Mise en place des antennes relais des opérateurs mobiles
Communication		Indisponibilité des ondes radio et télévisuelle camerounaise	Mise en place d'une antenne relai de la CRTV	
Vendeur de friperie	Economie, planification et aménagement du territoire		Faiblesse de la population communale	
	Commerce	Existence du marché gabonais	Difficulté de commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un marché de vivres • Bonne organisation
	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre		Tracasseries des FMO envers les potentiels clients	Réglementation des points de contrôle
Couturiers	Economie, planification et aménagement du territoire	Activité assez rentable	Absence d'un local adapté	Financement des microprojets des couturiers
	Commerce	Existence des groupes féminins et autres clients	Paiement difficile par les clients	Construction des stands adaptés
	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre		Paiement de l'impôt libérateur	Fixation d'une grille de taxe et impôt
	Eau et énergie	Présence des installations électriques	Inexistence du courant électrique	Rendre le courant électrique fonctionnel

Moto taximen	Travaux publics	Route Sangmélina –OVENG	Mauvais état de la route	Entretien de la route
	Transport	Zone frontalière	Refus de paiement des tarifs Défaut de permis de conduire	Fixation officielle des tarifs Acquisition des permis de conduire
	communication		Absence de réseau téléphonique	Installation des réseaux téléphoniques
			Paiement des impôts	
	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Présence d'une gendarmerie	Contrôles intempestives	Suppression des postes de contrôle superflus
Garagistes	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre		Discrimination dans le paiement des impôts	Etablissement d'un fichier des contribuables Faire payer tous les contribuables
	Economie, aménagements du territoire	Présence des automobiles	Hostilités entre garagistes	Amélioration du fonctionnement des associations corporative
	Travaux publics		Coût d'achat des pièces détachées élevé	Amélioration des tronçons routiers
	Urbanisme et habitat		Discrimination dans l'accès à la propriété des allogènes	Création des lots communaux Promotion de l'investissement immobilier
Vendeuse de viande	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Zone giboyeuse	Paiement de l'impôt libérateur anarchique	Fixation d'une grille des impôts et taxes
	Commerce		Confiscation des gibiers par les éco gardes	Suppression des tracasseries Construction des stands Fermeture des ouvertures Pose des tables et bancs
Aubergistes	Tourisme	Zone à sanctuaire	Rareté des touristes	Organiser le secteur touristique
	Urbanisme et habitat	Zone forestière	Réquisition des chambres sans motivation	Mise à disposition des lots communaux
	Eau et énergie	Installations électriques	Pas de courant électrique	Mettre le courant électrique

Tableau 39 : Analyse des problèmes du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
les 25 villages	Difficulté d'accès à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Eloignement des centres de formation Absence d'équipement approprié Absence de courant électrique Pas de centre de formation Pas d'appui financier 	<ul style="list-style-type: none"> Peu de techniciens L'oisiveté des jeunes Bricolage Ouvrages peu durables Risque d'accidents Perte énorme Délinquance Exode rural Pas de techniciens Sous développement Investissement coûteux 	<ul style="list-style-type: none"> Construction et gestion d'autres centres de formation professionnelle, Développement des filières Montage et mise à disposition des référentiels des programmes de formation Insertion professionnel des jeunes

Tableau 40 : Analyse des problèmes du secteur du travail et de la Sécurité sociale

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 25 villages	Mauvaise prise en charge des employés dans les entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Arrières de salaires • Paiement irréguliers des cotisations CNPS • Absentéisme des employés • Pas de respect du SMIG (société forestière et autres) • Appauvrissement des employés 	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté des employés • Conflits sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en gestion des ressources humaines, • Prévention et prise en charge des risques et maladies professionnels, • Promotion du travail décent, • Vulgarisation de la législation et de la réglementation en matière de travail

Tableau 41 : Analyse des problèmes du secteur des Sports et de l'Education physique

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Les 25 villages et le centre urbain	Difficultés à pratiquer les Sports et l'Education physique	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état des stades de football existants • Entretien occasionnel • Nids de poule et cassure de terrain • Absence de gazon • Matériaux provisoires • Pas de tribune • Pas de vestiaire • Eloignement du stade D'OVENG • Manque de matériel et d'équipement moderne de sport (ballons, filets) • Inexistence des infrastructures des autres sports • Manque d'organisation • Pas de promotion des activités sportives • Pas d'appui technique et financier 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaises performance • Stade non sollicité pour autres évènement • Découragement des sportifs • Risque d'accidents pendant les compétitions • Non pratique du sport • Insuffisance des loisirs pour les jeunes • Exposition aux maladies cardio-vasculaires • Les jeunes vont jouer hors de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des entretiens des stades des villages • Création d'associations sportives et formation en gestion • Construction et gestion des infrastructures sportives en milieu scolaire et dans les villages, • Fourniture des équipements sportifs d'apprentissage (paquet minimum aux établissements scolaires) • Animation des groupes scolaires et extra scolaires : sport et jeu • Création des centres de formation sportifs, • Appui à l'organisation et à la gestion des manifestations sportives

Tableau 42 : Analyse des problèmes du secteur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les 25 villages	Faible diffusion des produits de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement physique et médiatique de la zone • Absence de vulgarisation • Abandon par les structures étatiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des technologiques de production archaïques en agriculture et élevage • Faible production • Revenus bas • Conditions de vie déplorables 	<ul style="list-style-type: none"> • Initiation aux techniques de production des races améliorées de l'élevage conventionnel et aux techniques d'élevage non conventionnel, • Transformation, analyse et conditionnement des produits agricoles et forestiers non ligneux ; Amélioration de l'habitat rural (fourniture du matériel local amélioré), etc. • . Formation des OP à la production des variétés améliorées des cultures vivrières et pérennes Promotion des foyers améliorés

Tableau 43 : Analyse des problèmes du secteur de l'Enseignement Supérieur

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
Tous les 25 villages	Déperdition scolaire des jeunes après le BAC	<ul style="list-style-type: none"> • Eloignement des universités et institutions d'enseignement du supérieur • Faiblesse des revenus des parents • Favoritisme dans les concours de bourse administratifs • Inexistence d'une organisation de soutien des meilleurs élèves localement • Egoïsme des élites et forces vives locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Abandon des études supérieures par les jeunes bacheliers • Insertion dans les secteurs informels / administration subalterne • Rancœurs envers l'Etat et les aînés • Division des forces intellectuelles • Sous développement de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une structure d'encadrement des meilleurs élèves de l'arrondissement démunis • Lobbying pour le rapprochement des institutions d'enseignement supérieures

Tableau 44 : Analyse des problèmes du secteur de la Communication

VILLAGE	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
---------	-----------	--------	--------	---------

Tous les 25 villages et le centre urbain	Difficultés d'accès aux voies de communication camerounaise	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'antenne de relais TV et radio • Manque de personnel qualifié radio, TV • Absence de kiosques à journaux • Pas d'organisation des populations • Manque d'appui financier • Manque de partenaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous information • Extraversion culturelle • Ecoute des radios étrangères 	<ul style="list-style-type: none"> • Installation des antennes relais TV ; • Création d'un journal communal ; • Ouverture d'un kiosque à journaux
--	---	---	---	--

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectif du PCD

5.1.0. Vision de développement du Cameroun à l'horizon 2035

« LE CAMEROUN : UN PAYS EMERGENT, DEMOCRATIQUE ET UNI DANS LA DIVERSITE »

5.1.1. Vision

La Commune d'OVENG veut devenir à l'horizon 2020 : un havre de paix et de démocratie où la population dispose de toutes les commodités de la vie moderne et possède les moyens d'en jouir pleinement.

5.1.2. Les objectifs

Pour réaliser sa vision, la Commune d'OVENG doit pouvoir atteindre les objectifs suivant :

- Améliorer la qualité et facilité l'accès aux services de base dans son espace territoriale ;
- Promouvoir une économie locale compétitive qui permet aux populations locales d'avoir un niveau de vie au dessus de la moyenne nationale ;
- Garantir aux populations locales un épanouissement socioculturel maximal.

5.2. Planification stratégique

5.2.1. Cadres logiques par secteur

Tableau 45 : Cadre logique du secteur de l'Agriculture et développement rural

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Global	Vision, but, Objectif Accroître la productivité de l'économie locale	Augmentation de la contribution du secteur agricole à la croissance économique local	Rapport d'activités de la Délégation du MINEPAT Départemental	Des outils de financement du secteur agropastoral sont mis en place	Au moins une structure de financement des petits producteurs mis en place par l'État	Rapport de mise en œuvre du DSCE MINEPAT
Objectif spécifique	Assurer une production agricole intense et durable	Au moins une augmentation de 25 % de la production agricole locale en quantité et en qualité	Rapport de la Délégation MINADER d'OVENG	Un bureau de promotion de l'économie locale existe et fonctionne dans l'institution communale d'OVENG	Date d'approbation de l'organigramme de la commune Au moins 2 cadres recrutés Types d'activités économiques promues	Procès verbaux des Conseils municipaux d'OVENG Délibération du CM Rapports d'activités du bureau de promotion de l'économie local
Résultats stratégiques)	1. L'encadrement des producteurs agricoles locaux est assuré	04 postes agricoles et équipement mis en place Nombre d'encadreurs agricoles affectés Qualité des renforcements de capacité	Rapport d'activités du MINADER d'OVENG	Des dotations budgétaires sont accordées à l'arrondissement d'OVENG MINADER affectent des agents compétents et motivés Les agriculteurs locaux assimilent et mettent en pratique les formations reçues	Montant des dotations BIP affectés Nombre et qualification des agents affectés Au moins 50% d'augmentation de la production agricole	Cahiers du BIP Rapport d'activités du MINADER
	2. Les producteurs agricoles locaux sont organisés par filière porteuses et diversifiées	Nombre des OPA mis en place Nombre et type de services rendus aux producteurs Quantités et qualité des productions réalisées	Rapport d'activités du Comité de suivi de la mise en œuvre du PCD d'OVENG	Les OPA sont fonctionnelles et leurs membres dynamiques	Nombre fonctionnelles parmi celles créées	Rapport d'activités du bureau de promotion de l'économie locale Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD

	3. Les financements dans le secteur agricole sont disponibles	Type et nombre de sources de financement mobilisés Montants des financements obtenus par filière	Rapport d'activités du Comité de suivi de la mise en œuvre du PCD d'OVENG	Les producteurs locaux gèrent bien les crédits et les subventions obtenus	Au moins 85% de taux de remboursement des crédits contractés Au moins 90 % d'utilisation des montants de subvention obtenues	Rapports d'activités des structures de financement Rapports d'activités du bureau de promotion de l'économie locale communal Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	4. La déprédation des cultures par les animaux protégés sont limitées	Types de mesure prises par les responsables des aires protégées	Rapport d'activités du Comité de suivi de la mise en œuvre du PCD d'OVENG	Les autorités administratives indemnisent les agriculteurs	Nombre de producteurs indemnisés Montants des indemnisations	Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD Rapports d'activités de la Sous préfecture
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4		Libellés	Montants F CFA
1.1. Construction et équipement de 04 postes agricoles (100 000 000 F CFA)	2.1 Recensement des filières porteuses	3.1. Mobilisation des sources de financement	4.1. Sensibilisation des autorités administratives sur les méfaits des animaux		Total investissement	200 000 0000
1.2. Affectation des cadres techniques agricoles (2.2. Accompagnement de la mise en place des OPA par filière	3.2. Formation des OPA en comptabilité et gestion (8 000 000 F CFA)	4.2. Mise en place des mesures d'atténuation des dégâts causés par les animaux		Total Fonctionnement	24 000 000
1.3. Organisations des formations pratiques (16 000 000 F CFA)	2.3. Mise en place d'une structure de distribution des intrants agricoles (20 000 000 F CFA)	3.3. Financement des projets des OPA (80 000 000 F CFA)			Imprévus	11 200 000
1.4. Suivi des activités des producteurs	2.4. Organisation des circuits de commercialisation par filière	3.4. Suivi de la gestion des remboursements des crédits des OPA			Total estimatif	235 200 000

Tableau 46 : Cadre logique du secteur de l'Elevage, pêche et industries animales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Accroître la productivité de l'économie locale	Taux de contribution de la production animale et halieutique	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du DSCE	Des outils de financement du secteur agropastoral sont mis en place	Au moins une structure de financement des petits producteurs mis en place par l'État	Rapport de mise en œuvre du DSCE MINEPAT REGIONAL
Objectif spécifique	Intensifier la production pastorale et piscicole	Augmentation de la production pastorale et piscicole dans les spéculations choisies	Rapport d'activités du MINEPIA départementale	Un bureau de promotion de l'économie locale existe et fonctionne dans l'institution communale d'OVENG	Date d'approbation de l'organigramme de la commune Au moins 2 cadres recrutés au niveau communal Types d'activités économiques promues	Procès verbaux des Conseils municipaux d'OVENG Délibération du CM Rapports d'activités du bureau de promotion de l'économie local
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'encadrement des éleveurs est amélioré	Nombre et type d'infrastructure mis en place Nombre de cadre technique mis à disposition	Rapport d'activités Commune Rapport d'activités MINEPIA, MINEPAT	Des dotations budgétaires sont accordées à l'arrondissement d'OVENG MINEPIA affectent des agents compétents et motivés Les éleveurs locaux assimilent et mettent en pratique les formations reçues	Montant des dotations BIP affectés Nombre et qualification des agents affectés Au 50% d'augmentation de la production pastorale et piscicole	Cahiers du BIP Rapport d'activités du MINEPIA et MINEPAT
	2. La production pastorale et halieutique est améliorée	Nombre et type de formation pratiques réalisés Nombre et type de projets mis en place Quantités et qualités de la production	Rapport d'activités MINEPIA Rapport d'activités Commune et MINEPAT Départemental	Les producteurs locaux adoptent les bonnes pratiques d'élevage	50 % d'augmentation des espèces d'animaux élevés localement 25 % d'accroissement de la quantité de poissons produits	Rapports d'activités du bureau de promotion de l'économie locale communal Rapport d'activités du MINEPIA et MINEPAT départementaux.
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants en F CFA	
1.1. Création d'une délégation d'arrondissement MINEPIA		2.1. Formation des éleveurs en technique d'élevage (200 000 000 F CFA)		Total investissement	250 000 000	
1.2. Construction et équipement de la délégation (50 000 000 F CFA)		2.2. Financement des projets d'élevage (960 000 000 F CFA)		Total Fonctionnement	960 000 000	
1.3. Affectation du personnel technique		2.3. Conduite des projets		Imprévus	60 500 000	
1.4. Organisation des éleveurs en OPA par filière		2.4. Organisation des circuits de commercialisation		Total estimatif	1 270 050 000	

Tableau 47: Cadre logique du secteur de la Santé publique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer les conditions de vie des populations	45 % d'amélioration des conditions de vie des populations à travers la santé	Rapport d'évaluation du DSCE du MINEPAT Régional	Le secteur de la santé bénéficie des investissements dans le sud	Montant des allocations budgétaires Nombre et type d'infrastructures, équipements mis à disposition	Rapport MINSANTE Régionale Sud Rapport MINSANTE Départemental du DJA et Lobo
Objectif spécifique	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité à un service de santé de qualité	75 % des populations ont accès aux soins de santé	Rapport du district de santé de DJOUM Rapport d'activités du CMA D'OVENG	Les populations disposent des revenus suffisants pour se faire soigner	Au moins 75 % de couverture sanitaire Au 85 % de fréquentation des structures sanitaires	Rapport d'activités MINSANTE Régionale Sud Rapport d'activités du district de santé
Résultats (Axes stratégiques)	1. De nouvelles structures sanitaires sont créées et construits	Au moins 2 nouvelles structures sanitaires créées de bâtiments construits	Rapport du district de santé Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'OVENG La Commune dispose d'autres financements	Montants des allocations budgétaires Montants des sommes mobilisées auprès d'autres partenaires	Cahier du BIP Plan d'investissement annuel de la Commune Rapports d'activités des partenaires
	2. Les structures existantes sont réhabilitées	Au moins 02 bâtiments réhabilités	Rapport d'activités du comité de suivi Rapport d'activités du district de santé de DJOUM	Rapport du district de santé Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'OVENG La Commune dispose d'autres financements	Montants des allocations budgétaires Montants des sommes mobilisées auprès d'autres partenaires
	5. Les structures sanitaires sont fournies en équipement et médicaments	15 lits d'hospitalisation, 20 matelas, Quantité et qualité des médicaments	Rapport d'activités du comité de suivi Rapport d'activités du district de santé de DJOUM	Rapport du district de santé Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'OVENG La Commune dispose d'autres financements	Montants des allocations budgétaires Montants des sommes mobilisées auprès d'autres partenaires
	6. Un personnel compétent et motivé est affecté en nombre suffisant	01 IDE, 01 technicien de laboratoire et 01 agent d'entretien disponibles Lieu d'affectation				
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Libellés	Montants en F CFA	
1.1. Création de nouvelles structures sanitaires	2.1 Réhabilitation et maintenance des structures sanitaires existantes	3.1. Fourniture des structures en équipements, matériels et médicaments	4.1. Affectation du personnel dans les structures sanitaires	Total investissement	25 000 000	
1.2. Construction des bâtiments des structures créées	2.2	3.2. Acquisition du matériel roulant adapté		Total Fonctionnement	50 000 000	

1.3. Construction des logements d'astreinte du corps médical	2.3.	3.3.		Imprévis	25 000 000
1.4. Construction et mise en place des aménagements indispensables dans les structures sanitaires	2.4.	3.4.		Total estimatif	100 000 000

Tableau 48 : Cadre logique du secteur de l'Education de base

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	70 % des jeunes achèvent leur cycle primaire	Rapport d'évaluation du DSCE Rapport d'activités de la Délégation Régionale du MINEDUB	L'État finance le secteur de l'éducation de base	Montants des financements destinés au financement du secteur	Cahier du BIP Rapport d'activités des délégations du MINEDUB (Régionale et départementale)
Objectif spécifique	Améliorer et accroître la qualité de l'éducation de base dans l'espace communal	95 % des jeunes de la Commune achèvent leur cycle primaire	Rapport de l'inspection d'arrondissement	Les parents envoient tous leurs enfants à l'école	Taux de scolarité au secteur de l'éducation de base	Rapport d'activités de l'inspection d'arrondissement
Résultats (Axes stratégiques)	1. De nouvelles structures éducatives de base sont créées	05 écoles maternelles sont créées 01 école primaire est créée 30 bureaux administratifs des directeurs des EM et EP	Rapport de l'inspection d'arrondissement	Les parents envoient tous leurs enfants à l'école	Taux fréquentation de l'éducation de base	Rapport d'activités d'inspection d'OVENG
	2. Des salles de classe sont construites, réhabilitées et équipés dans les cycles primaires et maternels	17 salles de classes de niveau maternel 45 salles de classe de niveau primaires construites 781 tables bancs sont construites au primaire 460 tables bancs sont construites au cycle maternel 62 tableaux noirs Nombre d'infrastructures réhabilitées	Rapport d'activités de l'inspection d'arrondissement	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'OVENG La Commune dispose d'autres financements	Montants des allocations budgétaires Montants des sommes mobilisées auprès d'autres partenaires	Cahier du BIP Plan d'investissement annuel de la Commune Rapports d'activités des partenaires
	3. Des logements pour enseignement de l'éducation de base sont construits	22 logements pour le cycle maternel 31 logements pour le primaire	Rapports d'activités de la commune	Des dotations du budget d'investissement sont transférées à la Commune d'OVENG	Montants des allocations budgétaires	Cahier du BIP Plan d'investissement annuel de la Commune
	4. Des aménagements indispensables dans les écoles sont mis en place	28 points d'eau potables 61 latrines construites 41 clôtures		La Commune dispose d'autres financements	Montants des sommes mobilisées auprès d'autres	Rapports d'activités des partenaires

	5. De nouveaux enseignants sont affectés dans les écoles	12 enseignants d'écoles primaires 17 enseignants d'école maternelle			partenaires	
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1.1. création de nouvelles écoles maternelles (1 200 000 F CFA)	2.1 construction des salles de classe dans le cycle maternel et primaire (621 000 000 F CFA)	3.1. construction des logements d'astreinte des enseignants de l'école maternelle et du primaire (768 500 000 F CFA)	4.1. Réalisation des divers aménagements nécessaire dans une école primaire et maternelle (1 134 000 000)	5.1. De nouveaux enseignants sont affectés dans les écoles primaires et maternelles (10 150 000 FCFA)	Total investissement	3 456 182 400
1.2. création d'une école primaire à BIKOU'OU (200 000 F CFA)	2.2 Equipement des salles des salles de classe construites				Total Fonctionnement	48 000 000
	2.3. Réhabilitation, entretien et maintenance des infrastructures scolaires existantes (480 000 000 F CFA)				Imprévus	172 809 120
	2.4. Construction et équipement des bâtiments administratif (420 000 000 F CFA)				Total estimatif	3 679 391 520
	2.5. Fourniture des paquets minima et matériels didactiques pour le fonctionnement des écoles à temps (152 582 400 F CFA)					

Tableau 49 : Cadre logique du secteur de l'Enseignement secondaire

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Global	Vision, but, Objectif Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	75 % de taux de réussite	Rapport d'activités de la délégation MINSEC Régional	L'État alloue les financements nécessaires	Montants des sommes affectés dans le secteur de l'éducation secondaire	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du DSCE
Objectif spécifique	Elargir l'accès à l'éducation dans l'enseignement secondaire général et technique	Taux brut de solarisation Au moins un accroissement de 75 % du taux des places assises	Rapport d'activités de la délégation du MINSEC Départemental	La Commune reçoit des ressources financières suffisantes	Montants alloués par l'Etat à l'arrondissement d'OVENG Montants obtenus auprès d'autres partenaires par la Commune	Cahier du BIP Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD Rapports d'activités des partenaires de la Commune
Résultats stratégiques) (Axes	1. De nouveaux établissements sont créés	01 CES transformé en lycée 01 CES créée	Rapport d'activités de la délégation du MINSEC Départemental	L'exécutif communal entreprend les actions de plaidoyer nécessaires	Noms des responsables rencontrés Référence des requêtes	Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	2. De nouvelles infrastructures sont construites et équipées	12 salles de classe construites (CES / lycée) 10 salles de classe (CETIC) 02 salles de classe réhabilitées (CES) 02 bâtiments administratifs construits et équipés 02 salles d'informatique 01 bâtiment de salles spécialisées et laboratoire construit et équipé 02 bâtiments d'atelier techniques construits et équipés au CETIC			Montants des affectations du BIP dans l'arrondissement Montants des subventions accordés par des partenaires	Cahier du BIP Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	3. Les établissements sont fournis en matériels didactiques et scolaires	Nombre et type de manuels scolaires mis à disposition Nombre de kit de micro-science disponibles	Rapports d'activités du comité de mise en œuvre du PCD	Les ressources financières sont trouvées	Montants des subventions obtenus auprès des partenaires	Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	4. Les aménagements indispensables au fonctionnement des établissements sont construits	02 points d'eau potables construits 08 latrines construites 02 clôtures mis en place 04 bâtiments de logement d'astreinte pour enseignants construits	Rapports d'activités du Comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les travaux sont bien réalisés par les entrepreneurs choisis	Nombre de points d'eau fonctionnels Qualité des bâtiments réceptionnés	Rapport de la commission de passation des marchés

	5. Des enseignants de toutes les spécialités enseignés sont disponibles dans les établissements secondaires	28 Enseignants qualifiés dans les différentes disciplines sont recrutés et affectés	Rapport d'activités de la délégation du MINSEC départemental	L'exécutif communal et les élites entreprennent les démarches nécessaires	Nombre et type de démarches entreprises	Rapport d'activités du Maire
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Libellés	Montants
1.1. Transformation du CES d'OVENG en lycée d'enseignement général	2.1. Construction et équipement de nouvelles salles de classe (198 000 000 FCFA)	3.1. Fourniture des enseignants en matériel didactique et manuels scolaires (10 000 000 FCFA)	4.1. Construction / réhabilitation des points d'eau potable (8 000 000 FCFA)	5.1. Recrutement et affectation des enseignants dans chaque discipline (7 800 000 FCFA)	Total investissement	569 800 000
1.2. Création d'un CES dans la zone AKOABAS	2.2. Réhabilitations et maintenance des infrastructures existantes (10 000 000 FCFA) 2.3. Construction et équipements des infrastructures spécialisées (160 000 000 FCFA)	3.2. Equipement du CES et CETIC en centre de ressources documentaires et kit de micro-science (10 000 000 FCFA)	4.2. construction des latrines (28 000 000 FCFA)	5.2. Augmentation du personnel enseignant au CES (2 000 000 FCFA)	Total Fonctionnement	56 000 000
			4.3. Construction des clôtures de sécurisation des établissements (30 000 000 FCFA)		Imprévis	28 490 000
			4.4. construction des logements d'astreinte pour enseignants et administratifs (58 000 000 FCFA)		Total estimatif	654 290 000

Tableau 50 : Cadre logique du secteur des Travaux publics

Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources	Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources
------------------	---	---------------------	---

Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Développer les infrastructures routières dans la Région du sud	Au moins 50 % de construction et réhabilitations des routes	Rapport d'activités de la délégation régionale du MINTP	Les financements sont disponibles	Montants des financements obtenus au niveau Régional	Cahier du BIP Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du DSCE Régional
Objectif spécifique	Améliorer l'état de l'infrastructure routière de la Commune d'OVENG	Linéaire de réhabilitation, construction / bitumage	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINTP		Montants affectés à l'arrondissement	Cahier du BIP Rapport d'activités de suivi de la mise en œuvre du PCD
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le Réseau routière de la commune est réhabilité 2. Des ouvrages d'art sont construits et réhabilités sur le réseau routier d'OVENG 3. Le tronçon de route transfrontalier est bitumé	108 Km de route en terre réhabilité 04 ponts réhabilités (MBOUA (EKOWONG, BIKOUGOU), AYETE, BIYETE) 02 ponts construits (KOM, AKOM) 56 km de bitume construits (EKOWONG – OVENG – ABOULOU)	Rapport d'activités MINTP Régional Rapport d'activités du comité de mise en œuvre du PCD	Les travaux sont bien réalisés par les entreprises	Normes de réception des travaux	Procès verbaux de réception des travaux Rapport de la commission de passation de réception des marchés
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Pour R3	Libellés	Montants
1.1. Réalisation de l'étude de faisabilité	2.1 Réalisation des études de faisabilité		3.1. réalisation de l'étude de faisabilité	Total investissement	7 896 000 000	
1.2. Choix de l'entreprise	2.2 choix des entreprises		3.2. Choix de l'entreprise	Total Fonctionnement	280 000 000	
1.3. Réalisation des travaux de réhabilitation (756 000 000 FCFA)	2.3. réalisation des travaux de construction / réhabilitation (120 000 000 FCFA)		3.3. réalisation des travaux de bitumage (6 720 000 000 FCFA)	Imprévus	394 000 000	
Total estimatif					8 570 800 000	

Tableau 51 : Cadre logique du secteur de la Jeunesse

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	75 % des populations encadrées	Rapport d'activités MIJEUN Sud	Les activités sont réalisées dans l'ensemble du territoire de la Région du Sud	Nombre d'arrondissements ayant été accompagnés Nombre de personnes bénéficiaires	Rapport d'activités du MINJEU sud
Objectif spécifique	Améliorer les conditions de vie des jeunes dans la Commune d'OVENG	50 % des jeunes de l'arrondissement sont touchés	Rapport d'activités de la commission des affaires sociales de la commune	Le maire travaille effectivement	Nombre et types d'actions menés	Rapport d'activités du Maire
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des structures d'animation et de loisir sont fonctionnelles	Nombre et type d'activités réalisées	Rapport d'activités MINJEUN départemental	Les structures sont créées par les autorités compétentes Les financements sont alloués pour la construction et l'équipement	Numéro des arrêtés de création Montants des sommes destinées à la construction et à l'équipement	Archives des délégations du MIJEUN Sud et départementale
	2. Des projets générateurs de revenus des jeunes d'OVENG sont financés	Montants des financements Nombre et type de projets financés Nombre de jeunes bénéficiaires	Rapport d'activités du comité de	Les projets du MINJEUN sont mis en œuvre dans la Commune	Noms des projets implémentés dans la Commune	Rapports d'activités de la délégation MINJEUN du Dja et Lobo
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants	
1.1. Construction et équipement des centres multifonctionnels de promotion des jeunes (100 000 000 FCFA)		2.1 Mobilisation des guichets de financement des projets des jeunes		Total investissement	121 750 000	
1.2. Affectation de personnel qualifié (1 750 000 FCFA)		2.2. Appui au montage des projets		Total Fonctionnement	24 000 000	
1.3. Organisation des activités socioculturelles à l'intention des jeunes (8 000 000 FCFA)		2.3. Formation des jeunes porteurs de projets (8 000 000 FCFA)		Imprévus	6 087 500	
		2.4. Financement des projets (20 000 000 FCFA)		Total estimatif	151 837 500	
		2.5. Suivi de la mise en œuvre des projets (8 000 000 FCFA)				

Tableau 52 : Cadre logique du secteur de l'Eau et énergie

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global	Développer les infrastructures d'approvisionnement en énergie électrique et en eau	90 % des localités du Sud sont alimentés en eau potable et électricité	Rapport d'activités de la délégation MINEE Sud	Les financements sont disponibles	Montants des sommes alloués au financement de l'accès à l'eau et l'électricité dans le Sud	Cahier du BIP Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du DSCE au niveau régional
Objectif spécifique	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie dans la commune d'OVENG	75 % de la population à accès l'eau potable 75 % de la population à accès à l'énergie électrique	Rapport d'activités du MINEE Départemental Rapport du comité de suivi de la mise en œuvre PCD d'OVENG		Montants des sommes alloués par l'Etat au niveau communal Les montants des subventions ou prêts obtenus par la Commune auprès d'autres partenaires	Cahier du BIP Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du DSCE au niveau départemental
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les points d'eau potables existants sont réhabilités	02 forages réparés 02 puits équipés d'une pompe réparés	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les travaux de réhabilitations sont bien réalisés	Caractéristiques des travaux d'évaluation	Rapport de réception du délégué du MINEE départemental
	2. Un mécanisme de maintenance et d'entretien des points d'eau potable est fonctionnel dans la commune	Nombre de comité de gestion mis en place Système de maintenance mis en place		Le service d'hydraulique communal fonctionne normalement	Noms et qualifications du personnel Types d'activités menées	Rapports d'activités du comité de mise en œuvre du PCD
	3. De Nouveaux points d'eau potable sont construits et fonctionnels	01 adduction d'eau potable est construite 21 forages équipés de pompe à motricité humaines construits 18 puits équipés d'une pompe à motricité humaine construits 01 source aménagée		Les travaux de réhabilitations sont bien réalisés	Caractéristiques des travaux réalisés	Rapport de réception du délégué du MINEE départemental
	4. Le réseau décentralisé communal est fonctionnel	470 poteaux installés 18 transformateurs installés 47 km de moyenne et basse tension installés 2245 branchements réalisés 2225 compteurs installés	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINEE Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD			

	5. Tous les villages de la Commune sont électrifiés	Type d'électrification Nombre de transformateurs Nombre de ménages connectés	Rapport d'activités de la Délégation départementale du MINEE Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD		Les travaux sont bien réalisés	Caractéristiques des travaux réalisés	Rapport de réception du délégué départemental du MINEE
	6. Une station d'approvisionnement en produits pétroliers	Type de produits pétroliers distribués Quantités vendus	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINEE Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD		Les financements sont disponibles	Montant de la somme mobilisée Nom du partenaire	Archives du partenaire financier Rapport d'activités du comité de suivi de mise en œuvre du PCD
Activités						Cadre estimatif	
Pour R1 (15 000 000 FCFA)	Pour R2 (14 500 000 FCFA)	Pour R3 (367 500 000 FCFA)	Pour R4 (61 000 000 FCFA)	Pour R5 (2 430 000 000 FCFA)	Pour R6 (120 000 000 FCFA)	Libellés	Montants
1.1. Réalisation des diagnostics des diverses pannes	2.1. création d'un service de l'eau et de l'électricité au niveau communal	3.1. Réalisation des études de faisabilité	4.1. Réalisation de l'étude de faisabilité	5.1. Réalisation de l'étude de faisabilité	6.1. Réalisation de l'étude de faisabilité	Total investissement	821 000 000
1.2. Réparation des puits et forages	2.2. Mise en place des comités de gestion pour chaque point d'eau potable	3.2. Recrutement de l'entreprise spécialisée	4.2. Recrutement de l'entreprise spécialisée	5.2. Recrutement des entreprises spécialisées	6.2. Choix d'une entreprise spécialisée	Total Fonctionnement	64 000 000
	2.3. Formation des membres des comités de gestion	3.3. Réalisation des points d'eau potable	4.3. Réalisation des travaux d'extension	5.3. réalisation des travaux de construction des réseaux électriques	6.3. Construction et équipement de la station	Imprévus	41 050 000
	2.4. Acquisition du matériel d'entretien et de maintenance	3.4. Mise en place des comités de gestion	4.4. Réalisation des branchements et abonnements des usagers	5.4. Réalisation des branchements et abonnements des usagers	6.4. Elaboration des règles de gestion	Total estimatif	926 050 000
	2.5. Réalisation des activités de maintenance		4.5. Organisation de la gestion du paiement des factures	5.5. Organisation de la gestion du paiement des factures	6.5. Recrutement des pompistes		
			4.6. Maintenance et entretien du réseau et du groupe électrogène	5.6. Maintenance et entretien des réseaux électriques	6.7. approvisionnement en produits pétroliers		

Tableau 53 : Cadre logique du secteur des Affaires sociales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	70 % des cas sociaux sont pris en charge	Rapport d'activités de la Délégation Régionale du MINAS Sud	Les financements sont disponibles pour la Région du Sud	Montants de sommes alloués	Cahier du BIP Rapports d'activités du MINAS Sud
Objectif spécifique	Prémunir les hommes et femmes des maux, fléaux et risques sociaux	75 % des cas sociaux sont pris en charge	Rapport d'activités de la Délégation Régionale du MINAS Sud	Un centre social existe dans la Commune d'OVENG	Date de création du centre	Archive des délégations Régionale Sud et départementale du Dja et Lobo
Résultats (Axes stratégiques)	1. Un centre social est créé dans la Commune	Date de création	Arrêté ministériel	L'exécutif communal et les élites locales vont du lobbying auprès des décideurs	Nombre et type de démarche réalisés	Rapport d'activités du maire Rapport d'activités de la Commission des affaires sociales
	2. Un centre social est construit et équipé	Superficie du site Nombre et type de pièces	Rapport d'activités de la délégation du MINAS départemental	Une dotation budgétaire est faite	Montant de la somme allouée pour la construction et l'équipement du centre social	Cahier du BIP Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD.
	3. Un personnel qualifié est affecté	Nombre de cadres affectés Qualification des cadres		L'exécutif communal et les élites locales vont du lobbying auprès des décideurs	Nombre et type de démarche réalisés	Rapport d'activités du maire Rapport d'activités de la Commission des affaires sociales
	4. Les personnes vulnérables sont prises en charge	Type de prise en charge Réduction des conflits conjugaux	Rapport d'activité du centre social d'OVENG	Le centre social est créé	Date de création Nom et prénom du personnel affecté	Rapport d'activités du MINAS départemental
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Libellés		Montants
1.1. Création d'un centre social dans la Commune	2.1 Construction et équipement du centre social (75 000 000 FCFA)	3.1. Affectation du personnel	4.1. Prise en charge des personnes vulnérables(54 500 000 FCFA)	Total investissement		132 000 000
				Total Fonctionnement		24 000 000
				Imprévus		5 875 000
.Total estimatif					161 875 000	

Tableau 54 : Cadre logique du secteur de la Femme et de la famille

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Au moins 75 % des femmes du Sud et leur famille se sentent épanouis	Rapport d'activités de la délégation Régionale du MINPROFF sud	La majorité des femmes et des familles nécessiteuses sont encadrées	Nombre de femmes et de familles encadrées	Rapport d'activités MINPROFF Régionale Sud
Objectif spécifique	Améliorer les conditions de vie des femmes et de la famille Dans la localité	Au moins 50% des femmes et famille de la Commune d'OVENG sont épanouis	Rapport d'activités de la délégation Départementale du MINPROFF du Dja et Lobo	Les femmes et familles de l'arrondissement sont encadrées	Nombre de femmes et familles touchées	Rapport de la délégation du MINPROFF du DJA et Lobo
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les activités socioéconomiques des femmes et des familles sont promues	Nombre et type d'activités promues Montants des financements octroyés aux femmes	Rapport d'activités du comité de mise en œuvre du PCD	Les femmes adhèrent aux activités menées	Nombre de femmes touchées	
	2. Les familles sont moins sujettes aux conflits et aux dysfonctionnements	Nombre et type de cas de conflits conjugaux et familiaux résolus		Les familles vivent en harmonie dans l'arrondissement d'OVENG	Au moins 50 % des conflits familiaux résolus	
	3. La protection de la santé maternelle et infantile est assurée	Nombre de campagne de sensibilisation organisée Nombre d'enfants vaccinés Taux de réduction de la mortalité infantile et maternelle		Rapport d'activités du CMA d'OVENG Rapport d'activités de la délégation départementale du MINPROFF du Dja et Lobo	Les campagnes couvrent l'ensemble du territoire communal	Nombre de villages couverts
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Pour R3	Libellés	Montants en F CFA

1.1. Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille (120 000 000 FCFA)	2.1 Appui / conseil aux couples (5 000 000 FCFA)	3.1. Organisation des campagnes de sensibilisation des femmes (8 000 000 FCFA)	Total investissement	180 000 000
1.2. Formation des femmes et des familles sur les métiers porteurs (10 000 000 FCFA)	2.2 Organisation des mariages collectifs (5 000 000 FCFA)	3.2. Appui à l'organisation des campagnes de vaccination des enfants (2 000 000 FCFA)	Total Fonctionnement	18 000 000
1.3. Mise à la disposition des femmes des ressources productrices (30 000 000 FCFA)			Imprévis	9 900 000
Total estimatif				207 900 000

Tableau 55 : Cadre logique du secteur de la Culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Promouvoir la culture camerounaise	Au moins 50 % de la population du sud maintiennent les pratiques culturelles	Rapport d'activités de la Délégation du Régionale du MINCULT sud	La culture locale est valorisée	Nombre de troupes de danse locale créée	Rapport d'activités de la Délégation du Régionale du MINCULT sud
Objectif spécifique	Revaloriser la culture des peuples de la commune d'OVENG	Au moins 50 % des habitants de la Commune maîtrisent les us et coutumes locales	Rapport d'activité du		Nombre et type de pratiques culturelles revalorisées	
Résultats (Axes)	1. Une maison de la culture existe dans la Commune	Nombre de pièces Type d'équipement installé			Les moyens financiers sont disponibles	Montant de la somme mobilisée

stratégiques)	2. Des manifestations sur la culture fang et BAKAS sont organisées	Nombre de spectacles organisés	comité de suivi de la mise en œuvre de PCD	Des personnes ressources existent et adhèrent à l'action	Nombre de personnes ressources Types d'activités menées	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	
	3. La culture fang et BAKA est enseignée aux jeunes	Nombre de sessions tenues Nombre d'enfants et de jeunes formés			Nombre de jeunes formés Thématiques abordées		
Activités					Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Pour R3		Libellés	Montants en F CFA
1.1. Construction et équipement d'une maison de la culture (35 727 500 FCFA)		2.1. Recensement des pratiques culturelles (1 000 000 FCFA)		3.1. Organisation des formations pour les jeunes sur la culture fang et BAKA (8 000 000 FCFA)		Total investissement	48 727 500
		2.2. Organisation des spectacles et soirées culturels (4 000 000 FCFA)				Total Fonctionnement	16 597 500
Imprévus							3 266 250
Total estimatif							68 591 250

Tableau 56 : Cadre logique du secteur des Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Contribuer à la croissance et l'emploi	Au 50% de réduction du taux de chômage dans la région du Sud	Rapport d'évaluation du DSCE Régional	Les emplois créés sont pérennisés	Nombre d'emplois pérennes créés	Rapports d'activités du FNE et MINPMESSA Régionale Sud
Objectif spécifique	Promouvoir les petites et moyennes entreprises dans la commune	Au moins 75 % de petites et moyennes entreprises locales ont une existence formelle	Rapport d'activités du MINPMESSA départemental du Dja et Lobo	Les personnes qui mènent des activités économiques informelles acceptent d'être accompagnées	Au 75 % des initiatives locales sont formalisées en entreprises	Rapport du MINPMESSA départemental du Dja et Lobo
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les entrepreneurs locaux ont formalisé leur entreprise	Nombre d'entreprises formalisées Type de formalisation				
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants

1.1. Appui des acteurs à la formalisation des entreprises (8 000 000 FCFA)	Total investissement	48 000 000
1.2. Facilitation l'accès des entrepreneurs au financement (32 000 000 FCFA)	Total Fonctionnement	8 000 000
1.3. Transmission des connaissances artistiques aux jeunes (8 000 000 FCFA)	Imprévus	24 000 00
Total estimatif		58 400 000

Tableau 57 : Cadre logique du Secteur des Mine, industries et du développement technologique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Gérer durablement les ressources naturelles	Au moins 25 % des ressources naturelles sont préservées dans la Région du sud	Rapport d'activités de la délégation régionale du Sud	Les ressources naturelles sont exploitées anarchiquement	Nombre d'exploitations clandestines	Rapport d'activités de la délégation régionale du sud
Objectif spécifique	Valoriser les ressources minières locales	Au moins 50 % des ressources minières de la commune sont exploitées à leur réelle valeur	Rapport d'activités de la délégation départementale du Dja et Lobo	Les ressources minières sont exploitées judicieusement	Nombre de chantiers miniers exploités	Rapport d'activités de la délégation départementale du Dja et Lobo
Résultats (Axes stratégiques)	Les carrières de sables sont exploitées dans la légalité	75 % des exploitants des carrières (sable, latérite, moellons) disposent d'une autorisation	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les exploitants des carrières adhèrent à l'action	Nombre de licences acquises	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants en F CFA

1.1. Sensibilisation des exploitants des carrières (moellons, sable, latérite)	Total investissement	30 000 000
1.2. Facilitation de l'obtention des licences d'exploitation	Total Fonctionnement	35 000 000
Imprévus		10 000 000
Total estimatif		75 000 000

Tableau 58 : Cadre logique du secteur du Tourisme

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la qualité de l'offre touristique nationale	Au moins 75 % des sites touristiques de la Région du Sud valorisés	Rapport d'activités MINTOUR Régionale Sud	Le secteur touristique est prioritaire pour les décideurs	Au 10 % du BIP affecté à ce secteur	Cahier du BIP Rapport d'activités du MINTOUR
Objectif spécifique	Promouvoir l'écotourisme dans la commune	25 % des ressources propres de la commune sont issus de l'écotourisme	Rapport d'activités de la commission des finances	Le maire et les élites locales recherchent des opportunités de financement	Nombre de partenaires obtenus Montants des financements mobilisés	Rapport d'activités de l'exécutif communal
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des sites touristiques sont aménagés autour des aires protégées	Nombre de sites aménagés	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les populations locales acceptent le projet	Noms des sites aménagés	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	2. Des infrastructures touristiques d'accueil sont mises en place	Nombre et type d'établissement construits	Rapport d'activités de la commission des grands travaux	Les financements sont disponibles	Montants des sommes mobilisés Noms des partenaires trouvés	Rapport d'activités de la commission des finances Archive des partenaires
	3. Organisation du marketing des sites touristiques d'OVENG	Nombre de Prospectus réalisé Nombre de campagne de publicité réalisée	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD			

Activités			Cadre estimatif	
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Libellés	Montants
1.1. Identification des sites à aménager (7 500 000 FCFA)	2.1. Construction des structures touristiques d'hébergement et de restauration (210 000 000 FCFA)	3.1. Organisation de la publicité et le marketing des sites touristiques d'OVENG (24 000 000 FCFA)	Total investissement	362 500 000
1.2. Aménagement des sites retenus (120 000 000 FCFA)	2.2. Recrutement d'un personnel spécialisé en tourisme (1 000 000 FCFA)		Total Fonctionnement	120 000 000
			Imprévus	18 125 000
Total estimatif				500 625 000

Tableau 59 : Cadre logique du secteur des Domaines et affaires foncières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif Global	Stimuler la création des grandes et moyennes exploitations et la propriété foncière	Au moins 75% des propriétaires terriens dispose de titres fonciers	Archives des registres des domaines départementaux de la région du sud	Les coûts d'obtention des titres fonciers sont à la portée de la majorité	Coût du processus Taux de la population ayant élaboré des titres fonciers	Rapport d'activités de la Délégation Régionale du MINDAF du Sud
Objectif spécifique	Garantir la propriété foncière dans la commune	Au moins 50 % des propriétaires terriens du territoire communal possèdent un titre foncier	Archive du registre des domaines du Département du Dja et Lobo	La procédure d'acquisition est financièrement à la portée des populations d'OVENG	Taux de pourcentage de la population d'OVENG ayant acquis des titres fonciers	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINDAF du Dja et Lobo
Résultats (Axes stratégiques)	1. Un plan d'occupation des sols de l'espace urbain est réalisé	Superficie de l'espace urbain Nombre et type de zone	Archives de la Commune	La Commune dispose des ressources financières	Montants des sommes additives alloués à cette action	Rapport d'activités de la commission des grands travaux Rapport d'activités de la commission des finances
	2. L'accès à la propriété foncière est facilité	Nombre de titre foncier délivré	Archive de la délégation du MINDAF du Dja et Lobo	Le processus d'acquisition des titres fonciers est facilité aux résidents de la Commune	Calendrier de passage des services du cadastre départementaux à OVENG Système de collecte des dossiers mis en place	Archives des services du cadastre Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
Activités					Cadre estimatif	

Pour R1	Pour R2	Libellés	Montants
1.1. Délimitation du périmètre urbain (5 000 000 FCFA)	2.1. Mise en place d'une structure locale d'allègement du processus d'obtention du titre foncier (16 000 000 FCFA)	Total investissement	50 000 000
1.2. 2 Dédommagement des populations vivantes sur cet espace (25 000 000 FCFA)		Total Fonctionnement	16 000 000
1.3. Elaboration du plan technique (5 000 000 FCFA)		Imprévus	2 500 000
1.4. Elaboration des documents réglementaires (13 000 000 FCFA)		Total estimatif	68 500 000
1.5. Validation du plan d'occupation des sols (2 000 000 FCFA)			

Tableau 60 : Cadre logique du secteur du Commerce :

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer le niveau de vie des populations	85 % des habitants de la Région du Sud au dessus du seuil de la pauvreté	Rapport d'évaluation du DSCE régionale	Des actions de création de la richesse sont développées	Quantité de produits vivriers Sommes générées	Rapport d'activités e la délégation régionale MINADER Sud
Objectif spécifique	Faciliter la réalisation des activités commerciales	50 % de la production agropastorale locale bien vendu	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	La promotion de l'économie locale est une priorité du Maire et des populations Les structures de commercialisation des produits de base sont redynamisées	Nombre de partenaires obtenus Types d'activités promus	Rapport d'activités de l'exécutif communal
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des infrastructures marchandes sont construites	02 complexes commerciaux sont construits 02 hangars sont réhabilités 03 marchés périodiques sont construits sur les trois axes	Rapport d'activités de la commission des grands travaux Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les ressources financières sont trouvées	Montants des allocations de l'ETAT Montants obtenus des autres partenaires au développement	Cahier du BIP Rapport d'activités e la commission des finances

	2. Un système de gestion des marchés est mis en place	Nombre et qualité des responsables Type de communication sur les marchés Montants des taxes et impôts collectés Des partenaires commerciaux sont trouvés	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD Rapport d'activité des services techniques communaux	Le maire recrute des personnes compétentes et intègres	Taux de fréquentation des marchés Flux commerciaux (quantités vendus, revenus générés)	Rapports d'activités es services techniques communaux
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants en F CFA	
1.1. Réalisation des études de faisabilité		2.1. Elaboration des textes régissant le fonctionnement des marchés		Total investissement	245 000 000	
		2.2. Restructuration des comités locaux de commercialisation				
1.2. Choix des entreprises		2.3. Nomination des responsables et agents		Total Fonctionnement	64 000 000	
		2.4. Organisation des sessions de formation des vérificateurs				
		2.5. Elaboration des calendriers des marchés				
1.3. Réalisation des travaux de construction des complexes commerciaux et des marchés périodiques (245 000 000 FCFA)		2.6. Organisation de la communication sur les marchés		Imprévus	15 450 000	
1.4. Exploitation des marchés		2.7. Recherche des partenaires commerciaux		Total estimatif	324 450 000	

Tableau 61 : cadre logique du secteur des Transport

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Promouvoir la libre circulation des biens et des personnes	Au moins 90 % des localités du Sud sont accessibles en toute saison	Rapports d'activités des délégations régionales du MINTP et MINTRANSP du Sud	Les routes sont construites et bien entretenues Les contrôles routiers sont rationalisés	Nombre de Km de route construits et entretenus Nombre de poste de contrôles sur les axes du Sud	Rapport d'activités du MINTP Régionale du sud Rapports d'activités des FMO du Sud
Objectif spécifique	Faciliter le transport des personnes et des biens	80 % d'augmentation de la circulation sur les axes routiers de la Commune d'OVENG	Rapport d'activités de la Délégation du MINTRANSP du Dja et Lobo	Les routes sont construites et entretenues	Nombre de Km de routiers en terre entretenus Nombre km de route bitumée construit	Rapports d'activités de la Délégation Départementale du MINTP
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des infrastructures de transport sont mises en place dans l'espace urbain	01 gare routière est construite O1 espace de stationnement des véhicules de transport urbain est aménagé	Rapport d'activités de la Commission des grands travaux de la Commune	Les ressources financières sont disponibles	Montants des sommes mobilisées Noms des partenaires financiers	Rapports d'activités e la commission des financiers
	2. Une agence de transport communale est créée	Coût de l'investissement Au moins 03 cars achetés Nombre de passager transporté	Rapports d'activités de la commission des finances	L'agence est bien gérée L'agence dispose des véhicules adaptés aux routes de la Commune	Montants des revenus générés Type de système de maintenance mis-en place type de véhicules achetés	Archives de la recette Municipale Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
	3. Des formations en conduites sont organisées	Nombre de sessions organisées Nombre de permis de conduire délivré	Rapport d'activités de la Délégation départementale du DJA et Lobo Rapports d'activités de l'auto école choisi	L'association des Motos-taxis mobilise ses membres	Montants des sommes cotisées par les bénéficiaires Nombre de démarchés accompagnés par la commune	Rapports d'activités de l'Association des Motos-taxi Rapports d'activités e la commission des affaires sociales
	4. Une réglementation officielle de la tarification des frais de transport est élaborée	Coût du transport interurbain déterminé Prix du transport en moto taxi fixé	Délibération du conseil Municipal Arrêté communal	Les transporteurs et les clients appliquent les tarifs fixés	Nombre de conflits	Rapports d'activités des FMO
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 (100 000 000 FCFA)	Pour R2 (82 000 000 FCFA)	Pour R3 (8 000 000 FCFA)	Pour R4 (40 000 000 FCFA)		Libellés	Montants
1.1. choix des sites	2.1. Mobilisation des ressources	3.1. Recensement des candidatures	4.1. Organisation des consultations		Total investissement	182 000 000
1.2. Réalisation des études de faisabilité	2.2. Acquisition des véhicules	3.2. Négociation avec une auto-école	4.2. Elaboration de l'arrêté		Total Fonctionnement	68 000 000

1.3. Mobilisation des ressources	2.3.élaboration des textes de fonctionnement	3.3. Organisation périodique des sessions de formation à OVENG	4.3. Validation de l'arrêté	Imprévis	9 100 000
1.4. choix de l'entreprise	2.4. recrutement des agents	3.4. Facilitation de la participation aux examens	4.4. contrôle de l'application des prix homologués	Total estimatif	259 100 000
1.5. réalisation des travaux	2.5. Mise en circulation des véhicules	3.5.			
1.6. exploitation des infrastructures			

Tableau 62 : Cadre logique du secteur des Postes et Télécommunication :

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Développer les infrastructures de communication et de télécommunication	Au moins 70 % de la couverture des réseaux de communication dans la région du Sud	Rapports d'activités de la Délégation Régionale du MINPOSTEL Sud	Les investissements en infrastructures sont réalisés	Nombre de nouvelles infrastructures construites Noms des localités	Rapports d'activités de la délégation du MINPOSTEL Sud
Objectif spécifique	Faciliter la communication dans et hors de la commune	Au moins 80 % du territoire communal couvert par les réseaux de communication Au moins 40% de la population à accès au TIC	Rapport d'activités de la délégation du MINEPAT Départemental Rapport d'activités du TCP	Les opérateurs de télécommunications acceptent d'investir dans l'arrondissement d'OVENG Le courant électrique est permanent à OVENG	Noms des opérateurs obtenus Nombre de groupe électrogène supplémentaires	Rapports d'activités de l'exécutif communal Rapports d'activités de la commission des grands travaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le réseau CAMTEL est étendu dans les environs du Centre d'OVENG	Noms des localités connectées Nombre d'abonnement	Rapports d'activités de l'Agence CAMTEL local	CAMTEL accepte d'investir dans la localité	Date et lieu de la négociation du Maire Nombre de Km d'extension du réseau	Rapports d'activités de l'exécutif communal Rapports d'activités de l'agence CAMTEL local
	2. Des antennes de relais des opérateurs de téléphonie mobiles sont installées	Nombre d'antenne relais installés Noms des opérateurs	Rapports d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Le Maire trouve des bons arguments pour attirer les opérateurs de téléphonie	Date et lieu des négociations Référence des courriers échangés	Rapports d'activités du Maire Archives du secrétariat général
	3. Le TCP est fonctionnel	Nombre d'usagers accueilli Taux de fréquentation	Rapports d'activités du TCP Procès verbaux des réunions du comité de gestion	Les populations ont la culture d'utilisation des TIC	Typologie des utilisateurs des TIC : nombre d'hommes, femmes, de jeunes, de fonctionnaires, d'élèves, d'agriculteurs etc.	Rapports d'activités du TCP
	4. Un service des postes est créé dans la commune	Date de création Type de services proposés Nombre d'usagers	Rapports d'activités de la Délégation Régionale du MINPOSTEL sud	La CAMPOST ouvre une agence à OVENG	Date et lieu des négociations Référence des courriers échangés	Rapports d'activités du Maire Archives du secrétariat général

Activités				Cadre estimatif	
Pour R1 (17 000 000 FCFA)	Pour R2 (120 000 000 FCFA)	Pour R3	Pour R4 (70 000 000 FCFA)	Libellés	Montants
1.1. Réalisation de l'étude de faisabilité	2.1. Négociation avec les opérateurs mobiles nationaux	3.1. Installation du courant électrique (1 000 000 FCFA)	4.1. Négociation avec l'autorité compétente	Total investissement	134 400 000
1.2. Réalisation des travaux d'extension	2.2 Réalisation des études de faisabilité	3.2. Affectation / nomination du personnel (1 400 000 FCFA)	4.2. Création du service de poste	Total Fonctionnement	24 000 000
1.3. Organisation des campagnes d'abonnement	2.3. Installation des antennes	3.3. organisation des sessions de formation des populations à l'usage des TIC (4 000 000 FCFA)	4.3. Construction et équipement d'un local	Imprévus	6 720 000
	2.4. Organisation des campagnes d'abonnement	3.4. Exploitation du Centre (20 000 000 FCFA)	4.4. Exploitation des services postaux	Total estimatif	165 120 000

Tableau 63 : Cadre logique du secteur de l'Administration territoriale, décentralisation et du maintien de l'ordre

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Au moins 75 % des citoyens reconnaissent vivre dans un ETAT de droit	Rapport d'évaluation du DSCE Régional Sud	Les droits des citoyens sont respectés	Nombre de conflits résolus équitablement Nombre d'arrestations arbitraires	Archive des services du gouverneur Archives des FMO au niveau régional
Objectif spécifique	Promouvoir l'accès à la citoyenneté des populations	Au moins 90 % des habitants d'OVENG dispose des pièces officiels	Archives des centres d'état civil et du sous poste d'identification d'OVENG	Les populations ont des ressources financières nécessaires	Montants de la somme totale dépensée par les citoyens	Archives du sous poste d'identification
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les centres d'état civils sont fonctionnels	Noms des secrétaires et des officiers désignés Nombre de centre réorganisés Nombre d'actes d'état civils enregistrés	Archives de la Sous Préfecture d'OVENG Archives des centres d'état civils locaux	Les responsables des centres d'état civils sont désignés	Acte de désignation	Archives de la sous préfecture d'OVENG
	2. Les CNI élaborés à OVENG sont disponibles dans les délais	Délai de disponibilité Nombre de cartes délivrés par an	Archives du poste d'identification de Sangmélima. Archives du sous poste d'identification d'OVENG	Les délais de délivrance sont respectés	Au moins 80 % des CNI sont disponibles après deux mois	Archives du sous poste d'identification d'OVENG Témoignage des bénéficiaires.

	3. Les chefferies de village sont fonctionnelles	Nombre de chef désignés Nombre de case de chefferie construites et équipés Nombre de plaques placées Nombre de mâts installés	Rapport d'activités de l'association des Chefs traditionnelles d'OVENG	L'Association des chefs traditionnelles est fonctionnelle Les chefs traditionnels disposent des ressources financières et de la volonté	Nombre de rencontres statutaires réalisées Montants des sommes mobilisés pour matérialisés les chefferies	Rapport d'activités de l'association Témoignage des chefs
Activités					Cadre estimatif	
	Pour R1	Pour R2	Pour R3	Libellés	Montants	
	1.1. Recensement des zones nécessiteuses (500 000 FCFA)	2.1. Amélioration du fonctionnement du service d'identification d'OVENG (3 000 000 FCFA)	3.1. Recensement des chefferies vacantes (1 500 000 FCFA)	Total investissement	33 500 000	
	1.2. création de nouveaux centres d'état civils (500 000 FCFA)	2.2. Création des sous-centres d'identification (1 000 000 FCFA)	3.2. Organisation des consultations de désignation de nouveaux chefs (2 000 000 FCFA)	Total Fonctionnement	30 000 000	
	1.3. Remplacement des officiers d'état civils décédés (250 000 FCFA)	2.3. Amélioration du suivi de la délivrance des CNI (Respect des montants fixés par l'Etat)	3.3. Matérialisation des chefferies dans les villages (500 000 FCFA)	Imprévus	1 675 000	
	1.4. nomination de nouveaux officiers d'état civil (250 000 FCFA)		3.4. Encadrement des chefs traditionnels (24 000 000 FCFA)	Total estimatif	65 175 000	
	1.5. suivi du fonctionnement des centres d'état civil existants		3.5. Mise en place d'un tribunal coutumier (2 000 000 FCFA)			
	1.6. Sensibilisation des populations à l'élaboration des pièces d'officielles et d'état civil					

Tableau 64 : Cadre logique du secteur de la Forêt et de la Faune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources	
Vision, but, Objectif Global	Développer les capacités de production des filières forestières et faunique	Au moins 25 % des ressources financières de l'État viennent des produits forestiers et fauniques	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du DSCE	Les exploitations forestières et les aires protégées respectent la réglementation en vigueur	Nombre et noms des exploitants disposant des certificats de légalité ou de certification	Archives de la délégation du MINFOF Sud	
Objectif spécifique	Assurer une gestion durable des ressources forestières et fauniques dans la commune	75 % des exploitants forestiers, Forêts communales et communautaires respectent la loi en vigueur	Archives du poste forestier d'OVENG Archives de la délégation MINFOF départementale du Dja et Lobo	Les exploitants forestiers et les responsables des forêts communales et communautaires respectent leur cahier de charge	Nombre d'arbres plantés Nombre d'infrastructures socioéconomiques construites	Rapport d'activités du Chef de poste forestier Archives des exploitations forestières et des entités gestionnaires des forêts communales et communautaires	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les zones normes d'exploitations sont respectées	Au moins 500 ha réalisé Au moins 20 000 essences précieuses plantés	Rapport d'activités forestier d'OVENG	La loi forestière est appliquée sans complaisance	Nombre et type de sanction infligés aux contrevenants	Archives de la Délégation départementale du DJA et Lobo	
	2. Les agriculteurs sinistrés par les animaux des aires protégées sont dédommages	Au moins 500 agriculteurs dédommages	Rapport d'activités de la direction du sanctuaire à gorille	L'autorité administrative dédommage les agriculteurs sinistrés	Nombre et type de dédommagement	Archives de la Préfecture du Dja et Lobo et de la sous Préfecture d'OVENG Témoignage des bénéficiaires	
	3. Certaines portions de la forêt existante sont durablement gérées par la Commune et les Communautés	Au moins 03 forêts communautaires attribuées 01 forêt communale attribuée et bien gérée	Rapport d'activités des entités de gestion Rapport d'activités du poste forestier d'OVENG	Les forêts sont attribuées et bien gérées	Nombre d'infrastructures socioéconomiques réalisées Types d'actions réalisées au profit des communautés	Archives de la délégation Départemental du MINFOF Dja et Lobo	
Activités					Cadre estimatif		
Pour R1 (250 000 000 FCFA)		Pour R2 (150 000 000 FCFA)		Pour R3 (15 000 000 FCFA)		Libellés	Montants en F CFA
1.1. Choix des sites d'implantation des plantations	2.1. Organisation d'un plaidoyer sur les pertes subies par les agriculteurs auprès de l'autorité administrative		3.1. Appui au montage des dossiers de réservation des forêts communautaires	Total investissement		415 000 000	
1.2. Réalisation des pépinières	2.2. Mise en place d'une structure de suivi des sinistres causés par les animaux		3.2. Appui à la réalisation des Plans Simples de gestion	Total Fonctionnement		41 500 000	
1.3. Mise en place des plantations	2.3. Evaluation des dégâts		3.3. Accompagnement à la gestion des forêts attribuées	Imprévus		22 825 000	
	2.4. Transmission des montants de dédommagement à l'autorité compétente		3.4. Accompagnement à la régénération des essences exploitées	Total estimatif		479 325 000	
	2.5. Dédommagement des agriculteurs						

Tableau 65 : Cadre logique du secteur de l'Environnement et de la protection de la nature

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la gestion des déchets solides dans les villes	Au moins 75 % des villes disposent d'un service de traitement des déchets solides	Rapport d'activités de la délégation du MINEP sud	Les déchets solides sont collectés et traités dans les villes de la Région du Sud	Quantités de déchets collectées et traitées dans la Région	Rapports d'activités de la délégation Régionale du MINEP Sud
Objectif spécifique	Assainir l'environnement dans la Commune	Au moins 90 % du territoire communal à un environnement sain	Rapport d'activités du service d'hygiène communal	Les habitants de la Commune appliquent les règles d'hygiène	Jour désigné pour l'assainissement des zones habitées Type d'activités réalisées	Archives de la sous Préfecture Rapports d'activités de la commission des grands travaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. Un service d'hygiène est créé au sein de la commune	01 agent d'hygiène recruté Au moins 02 autres agents recrutés	Archives de la commune	Le personnel recruté est compétent et motivé	Niveau de qualification du personnel Type de motivation	Archives de la commune
	2. Des espaces verts sont créés dans l'espace urbain communal	Au moins 5 sites aménagés Types de plants mis en place	Rapport d'activités de l'agent de développement communal	Le plan d'occupation des sols est disponible Les ressources sont disponibles	Localisation des sites à aménager Montants des sommes allouées à la réalisation de l'action	Archives de la commune Rapport des activités de la commission des finances
	3. Un Système de collecte des ordures est mis en place	Nom du site de la décharge Au moins 05 personnes recrutées 01 itinéraire de collecte des ordures ménagères élaboré Au moins 100 000 tonnes d'ordures collectés Au moins 500 tonnes de composte produits	Archives de la commune			
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 (40 000 000 FCFA)		Pour R2	Pour R3	Libellés		Montants
1.1. Elaboration du projet de création		2.1. Choix des sites à aménager (500 000 FCFA)	3.1. Création d'une décharge publique (5 000 000 FCFA)	Total investissement		110 000 000
1.2. soumission du projet aux instances compétentes		2.2. Acquisition des plants (3 500 000 FCFA)	3.2. Acquisition du matériel et des équipements de traitement des ordures (44 000 000 FCFA)	Total Fonctionnement		52 000 000
1.3. Recrutement / affectation du personnel		2.3. Mise en place des espaces verts (1 000 000 FCFA)	3.3. Mise en place d'un système de collecte des ordures (1 000 000 FCFA)	Imprévus		5 500 000
1.4. Contrôle du respect des règles d'hygiène dans l'espace communale		2.4. Entretien des sites (4 000 000 FCFA)	3.4. Fabrication du compost	Total estimatif		167 500 000
1.5. Organisation des débroussaillages permanents de l'espace urbain						

Tableau 66 : Cadre logique du secteur du Développement urbain et de l'habitat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Mettre en œuvre des opérations d'urbanisme d'envergure à un coût acceptable	Au moins 50 % des villes de la Région du Sud ont une voirie urbaine de qualité	Rapports d'activités de la délégation du MINDUH Sud	Les allocations budgétaires de l'État sont suffisantes	Montants des sommes alloués aux villes de la Région du Sud	Journaux du BIP Rapports d'activités de la Délégation Régionale MINDUH Sud
Objectif spécifique	Aménager la voirie urbaine de la Commune d'OVENG	Au moins 75 % de la superficie de l'espace urbain d'OVENG est aménagée	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les ressources financières sont disponibles	Montants des sommes alloués par l'Eta Montants des sommes obtenus d'autres partenaires	Journaux du BIP Rapports d'activités de la Délégation Départementale du MINDUH
Résultats (Axes stratégiques)	La voirie urbaine est aménagée	Noms des quartiers Au moins 10 km linéaire de rue aménagée	Rapport d'activités de la commission des grands travaux	Les riverains sont dédommagés	Noms des propriétaires terriens dédommagés Montant des dédommagements	Archives de la Commune
	Un habitat de qualité est promu	Au moins 50 logements sociaux construits Une norme de construction identifiée		Les habitants de la zone urbaine appliquent la norme de construction arrêtée	Caractéristique construction des différents types de bâtiments	Arrêté communal Archives de la Commune
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2		Libellés	Montants en F CFA	
1.1. Réalisation de l'étude de faisabilité		2.1. Détermination d'une norme de construction dans l'espace urbain		Total investissement	2 078 000 000	
1.2. Mobilisation des ressources		2.2. réalisation d'une étude de faisabilité pour la réalisation de logements sociaux		Total Fonctionnement	207 800 000	
1.3. Réalisation des travaux d'aménagement		2.3. mobilisation des ressources		Imprévus	103 500 000	
1.4. morcellement des lotissements domaniaux		2.4. Réalisation des travaux de construction		Total estimatif	2 389 300 000	
1.5. création des quartiers						

Tableau 67 : Cadre logique du secteur de l'Emploi et de la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global	Promouvoir des emplois décentés et durables de la population active	Le taux du chômage est ramené à 7% de la population active	Rapport d'évaluation du DSCE Régional	Les projets structurants sont mis en œuvre dans le Sud Des PMI/PME viables existent dans la région du Sud	Nombre de projets structurants mis en œuvre Nombre de PMI / PME présentes dans la Région	Rapport d'activités de la Délégation du MINEPAT Sud Archives du registre du commerce régional
Objectif spécifique	Renforcer l'offre de la formation professionnelle dans la commune	Au moins 50 % des jeunes de la commune d'OVENG ont une profession	Rapport d'activités de la délégation départemental MINFOPROF du Dja et Lobo	Les jeunes acceptent de se faire former	Nombre de jeunes formés Type de formation professionnelle	Rapport d'activités de la commission communal des affaires sociales
Résultats (Axes stratégiques)	L'offre de la formation professionnelle est renforcée	Au moins une structure de formation professionnelle existe dans la Commune	Archives de la délégation départementale du MINFOPROF du Dja et Lobo	La structure de formation professionnelle est créée	Référence se l'arrêté de création Noms des responsables de la structure	Archives de la délégation du MINFOPROF
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants
1.1. Identification du type de formation					Total investissement	55 000 000
1.2. création d'une école de formation professionnelle					Total Fonctionnement	24 000 000
1.3. Construction et équipement (55 000 000 FCFA)					Imprévus	2 750 000
1.4. Organisation des sessions de formation (16 000 000 FCFA)					Total estimatif	81 750 000

Tableau 68 : Cadre logique du secteur du Travail et de la sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la sécurité sociale au sein des entreprises	Au moins 70% des populations appartenant à toutes les catégories sociales bénéficient d'une couverture en matière de sécurité sociale	Rapport d'activités de la délégation Régionale MINTSS	Les entreprises apportent leur contribution à la prise en charge du volet	Nombre et noms des entreprises citoyennes dans la région du Sud	Rapports d'activité
Objectif spécifique	Assurer la prise en charge des employés	Au moins 70 % des employés des entreprises et institutions locales	Rapport d'activités de la délégation départementale du MINTSS	Les employés sont pris en charge par les employeurs	Nombre d'employés pris en charge Noms des entreprises citoyennes	Archives CNPS Agence de Sangmélina
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les travailleurs locaux sont régulièrement payés	Au moins 03 entreprises sanctionnés Masse salariale annuelle est connu et garanti	Archives comptables des entreprises Rapports d'actions de la délégation MITNSS du Dja et Lobo	Les entreprises réalisent des bons chiffres d'affaire	Montants des chiffres d'affaires réalisées	Archive des services départementaux des impôts du Dja et Lobo
	2. Les primes et assurances sont régulièrement payées	Montant des versements des cotisations CNPS Au moins 70% d'employés affiliés	Archives de l'agence CNPS du DJA et Lobo	Les entreprises versent leur contrepartie	Montant des contreparties des entreprises	Archives de la CNPS
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1			Pour R2		Libellés	Montants

1.1. recensement des employeurs locaux (500 000 FCFA)	2.1 Organisation des missions de contrôle de la CNPS	Total investissement	2 000 000
1.2. Vérification du respect de la loi en vigueur en matière d'emploi et de salaire (1 500 000 FCFA)	2.2 Application des sanctions aux employeurs contrevenants	Total Fonctionnement	4 000 000
		Imprévus	1 000 000
		Total estimatif	7 000 000

Tableau 69 : Cadre logique du secteur de la Recherche scientifique et de l'innovation

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Améliorer la diffusion des innovations techniques	Au 80 % des découvertes réalisées par la recherche sont mis à la disposition des populations du Sud	Rapport d'activités de la délégation Régionale du MINRESI Sud	Les innovations techniques sont diffusées	Nombre et type d'innovations diffusées Nombre des personnes exploitants ces innovations	Rapport d'activités du MINRESI Sud
Objectif spécifique	Diffuser les découvertes des centres de recherches dans la Commune	Au moins 50 % des innovations utiles aux populations d'OVENG leur sont accessibles	Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD Rapport d'activités des services techniques communaux	Les innovations techniques sont accessibles aux vulgarisateurs	Lieu de mise à disposition des innovations Types d'innovations Méthodologie de mise en œuvre	Rapport d'activités des services techniques communaux
Résultats (Axes stratégiques)	Les innovations techniques sont appliquées	Au moins 05 pratiques agricoles issues de la recherche sont appliquées Au moins 25% de taux d'accroissement de la productivité des pratiquants	Rapport d'activités des services techniques communaux	Les vulgarisateurs sont compétents et motivés Les bénéficiaires appliquent les innovations techniques	Qualification des vulgarisateurs Type de motivation Nombre de pratiquants Type de produits générés Montants des revenus issus de l'activité	Rapport d'activités des services communaux Témoignages des bénéficiaires
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants
1.2. Organisation de la vulgarisation des innovations (20 000 000 FCFA)					Total investissement	40 000 000
1.3. Mise en place des chantiers écoles (20 000 000 FCFA)					Total Fonctionnement	16 000 000
Imprévus						2 000 000
Total estimatif						58 000 000

Tableau 70 : cadre logique du secteur de l'Enseignement supérieur

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Démocratiser l'enseignement supérieur sur la base du principe de la méritocratie	Au moins 80% des jeunes bacheliers de la Région du Sud ont accès à l'enseignement supérieur	Rapport d'évaluation de la Mise en œuvre du DSCE Régional Rapport d'activités de la Délégation régionale du MINSEC Sud	Les bacheliers talentueux issus des familles démunies bénéficient des appuis	Au moins 25 % des étudiants de la Région sont issus des couches défavorisées	Archive des universités Rapports d'évaluation du DSCE régional
Objectif spécifique	Faciliter l'accès des jeunes bacheliers de la commune à l'enseignement supérieur	Au moins 50 % des jeunes bacheliers issus des familles démunies D'OVENG ont accès à l'enseignement supérieur	Rapport d'activités de la commission des affaires de la commune	Les vrais jeunes bacheliers issus des familles démunies bénéficient des appuis	Nombre et noms de bénéficiaires	Archives de la commune Rapport d'activités du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les étudiants talentueux sont assistés par la commune et les élites	Noms des établissements supérieurs fréquentés Statistiques des résultats obtenus Montants des appuis apportés	Rapport d'activités de la commission des affaires sociales	Les élites contribuent à la réalisation de l'action Le choix des bénéficiaires est objectif et transparent	Montants des apports des élites locales Montants des apports de la Commune Mécanismes de choix des bénéficiaires	Rapport de la commission des affaires sociales Rapport du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1					Libellés	Montants en F CFA
1.1. Création d'une organisation de prise en charge des élèves doués (500 000 FCFA)					Total investissement	80 500 000
1.2. Recensement des bacheliers des familles démunies (12 000 000 FCFA)					Total Fonctionnement	12 000 000
1.3. Octroi des bourses aux meilleurs bacheliers locaux issus de famille démunies (80 000 000 FCFA)					Imprévus	4 025 000
Total estimatif						96 525 000

Tableau 71 : Cadre logique du secteur de la Communication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Faciliter la circulation des informations et de la connaissance	Au moins 80 % de couverture des médiums d'État de l'ensemble du territoire national	Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du DSCE dans la Région du Sud	Les ressources financières et humaines sont disponibles pour le Sud	Montants alloués par l'ETAT Nombre et type de ressources humaines disponibles dans la Région	Journal du BIP Rapport d'activités MINEPAT Sud
Objectif spécifique	Permettre aux populations locales d'utiliser les outils de communication camerounais	Au 75 % du territoire communal couverts par la CRTV radio et télé	Rapport d'activités de la délégation Régional de la Communication du Sud	Les ressources financières et humaines sont disponibles pour OVENG	Montants des financements des infrastructures d'OVENG	Rapport d'activités de la délégation de la communication du Dja et Lobo
Résultats (Axes stratégiques)	R1. La radio et la télévision camerounaise sont accessibles à la majorité	Au moins 02 antennes de relais installés	Rapports d'activités de la délégation de la communication du Dja et Lobo	Le maire mène des actions de lobbying auprès des décideurs	Nombre et type de négociation tenus Référence des courriers	Rapports d'activités du Maire Archives de la commune
	R2. Les informations locales sont partagées	Un journal communal est créé Un kiosque à journaux existe dans l'espace urbain communal Une radio communautaire est mise en place	Rapport d'activités de la commission des affaires sociales	La commune dispose des ressources financières et humaines	Montant du budget de publication du journal Localisation du kiosque	Rapport d'activités du Maire Rapports d'activités de la commission des affaires sociales
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 (80 000 000 FCFA)		Pour R2 (30 000 000 FCFA)			Libellés	Montants en F CFA
1.1. Négociation avec les autorités compétentes		2.1 .Création d'un journal communal			Total investissement	110 000 000
1.2. Installation des antennes de relais de la CRTV		2.2 Mise en place d'un kiosque à journaux			Total Fonctionnement	22 000 000
Imprévus						6 600 000
Total estimatif						138 600 000

Tableau 72 : Cadre logique du secteur des sports et de l'éducation physique

Stratégie	Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources	Indicateurs de suppositions et sources
-----------	--	--

Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources	Suppositions	Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global	Promouvoir la pratique du sport et de l'éducation physique	Au moins 70 % du territoire régional dispose des infrastructures de qualité	Rapport d'activités de la délégation régionale du MINSEP Sud	Les ressources financières sont disponibles	Montants alloués à la Région du Sud	Journal du BIP Rapports d'activités du MINSEP Sud
Objectif spécifique	Assurer l'animation sportive et de l'éducation physique dans la commune	Au moins 50 % de la population d'OVENG pratique du sport et l'éducation physique	Rapport d'activités de la délégation départementale MINSEP du Dja et Lobo		Montants alloués à l'arrondissement d'OVENG	Journal du Bip Rapports d'activités de la commission des grands travaux d la Commune d'OVENG
Résultats (Axes stratégiques)	Des infrastructures de sport existent dans la commune	Au moins un complexe de sportif construit muni d'une plateforme multisports et d'un gymnase	Rapports d'activités de la commission des grands travaux	Le Maire cherche des partenaires financiers et techniques	Référence des courriers Noms des partenaires Montants des ressources financières apportées	Rapports d'activités du Maire Archives de la Commune Rapports d'activités de la commission des grands travaux
	Des associations sportives sont présentées	Au moins 02 clubs de sport différents sont présents	Rapport des activités de la commission des affaires sociales			
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1		Pour R2			Libellés	Montants en F CFA
1.1. Réalisation des études de faisabilité		2.1 Création des associations sportives			Total investissement	460 000 000
1.2. Mobilisation des ressources		2.2 Affiliation des clubs dans les fédérations sportives			Total Fonctionnement	125 000 000
1.3. Construction des infrastructures sportives : - plate forme sportive (football, handball, volleyball, basketball et piste d'athlétisme - Gymnase (gymnastique et sport de combat) - Aménagement des terrains dans les villages		2.3. Recrutement des encadreurs sportifs compétents (signature de contrats ; stages et recyclages)			Imprévus	95 000 000
		2.4. Création, construction équipement et nomination d'un organe de contrôle et de suivi interne			Total estimatif	680 000 000

5.2.2. Plan de développement des Peuples Pygmées

Tableau 73 : Plan de développement des Peuples Pygmées

Composante	Activités	Indicateurs /produits	Bénéficiaires	Responsables non dilués	Méthodologie	Coût unitaire en F CFA	Quantité	Coût total en F CFA
Citoyenneté	Formation /sensibilisation	Au moins 150		Maire	Sensibilisation des	50 000 /	22 réunions	1 100 000

Composante	Activités	Indicateurs /produits	Bénéficiaires	Responsables non dilués	Méthodologie	Coût unitaire en F CFA	Quantité	Coût total en F CFA
	en éducation civique	pygmées formées	Les 10 villages d'OVENG Le campement de MEBEMENKOL	Président des affaires sociales et culturelles Agent de développement communal	leaders des communautés formés antérieurement Organisation des ateliers de formations des leaders pygmées en éducation civique Mise en place des facteurs d'appropriation des processus d'établissement des actes d'état civil	réunion	organisées	
	Facilitation à l'établissement des actes d'état civil	Au Moins 100 CNI élaborés Aux moins 200 actes de naissance établis		Maire Président des affaires sociales et culturelles Commissaire spécial d'OVENG Agent de développement communal	Remobilisation des leaders formés antérieurement Réactivation du système d'enregistrement des données sur l'état civil mis en place antérieurement Elaboration des CNI	6000 /CNI 8500 / AN	100 /CNI 150 AN	600 000 1 275 000
	Mise en place d'une association de promotion des intérêts civiques des BAKAS	01 association d'u moins 100 membres existe fonctionne		Maire Agent de développement Leaders BAKAS	Organisation d'une Assemblée générale constitutive Facilitation de la reconnaissance juridique de l'association Formation des membres de l'association Mise en œuvre d'un plan d'action de promotion des intérêts civiques des BAKAS	500 000	Forfait	500 000
Santé	Mise en place d'un projet de régénération de certaines essences médicales	Au moins 2000 plants d'essences médicales plantés (ESSOK, ADJAP, MOABI, OVENG BUBINGA, EBAM : arbre à quinine)		Maire Agent de développement communal Chef de poste forestier	Obtention d'une portion de terrain Mise en place d'une pépinière des essences médicales Mise en place des plants Entretien et suivi par les bénéficiaires	1000	1200 plants	1 200 000
	Prise en charge sanitaire des populations BAKA	Au moins 250 cas de maladie pris en charge	Les 10 villages d'OVENG Le campement de MEBEMENKOL	Maire Agent de développement communal d'OVENG	Réactivation de la stratégie avancée de prise en sanitaire mis en place antérieurement	2 000 000	1	2 000 000

Composante	Activités	Indicateurs /produits	Bénéficiaires	Responsables non dilués	Méthodologie	Coût unitaire en F CFA	Quantité	Coût total en F CFA
				Médecin chef du CMA d'OVENG	Sensibilisation / Information des populations pygmées sur les maladies endémiques et récurrentes Examen et diagnostic des vas de maladie des pygmées dans leur campement Fourniture des médicaments et la nourriture aux malades pygmées Païement des salaires des accoucheuses traditionnelles formées antérieurement			
Education	Prise en charge de la scolarité des élèves pygmées	Au moins 100 élèves pris en charge Au moins 30 % d'amélioration du taux de réussite des jeunes BAKAS en milieu scolaire		Maire Agent de développement communal Inspecteur de l'éducation de base d'arrondissement Directeur du CES d'OVENG	Facilitation des inscriptions des jeunes BAKAS dans les écoles et collège d'OVENG Dotation en matériels et fourniture scolaires au profit des jeunes BAKAS	15 000 / élèves	120 élèves	1 800 000
	Développement et promotion de la culture BAKA	Au moins 01 association culturelle BAKA existe dans la localité	Les 10 villages d'OVENG Le campement de MEBEMENKOL	Maire Président de la commission des affaires sociales et culturelles Délégué Régional de la culture	Remobilisation des BAKAS autour de leur culture Enseignement de la langue, des US et coutumes BAKA aux jeunes par les anciens Création et appui des groupes de danse BAKA Organisation des journées culturelles BAKAS	800 000	Forfait	800 000
Agriculture et produits forestiers non ligneux	Organisation d'une filière de commercialisation des PFNL des gibiers issus des élevages non conventionnels dans les communautés BAKAS	Au moins 12 projets d'exploitation des PFNL / d'élevage non conventionnel mis en place	Les 10 villages d'OVENG ayant une communauté BAKA Le campement de MEBEMENKOL	Maire Agent de développement communal d'OVENG Chef de poste agricole d'OVENG	Formation en technique d'exploitation des PFNL Formation en élevage non conventionnel (aualacode, escargot, apiculture etc.)	150 000	12	1 800 000

Composante	Activités	Indicateurs /produits	Bénéficiaires	Responsables non dilués	Méthodologie	Coût unitaire en F CFA	Quantité	Coût total en F CFA
				Délégué départemental du MINEPIA				
	Renforcement des capacités des populations BAKA en techniques agricoles	Au moins 200 BAKAS formés en techniques agricoles à la demande	Les 10 villages d'OVENG Le campement de MEBEMENKOL	Maire Agent de développement communal Délégué d'arrondissement MINADER d'OVENG	Identification des filières pratiquées par les BAKAS Formation des BAKAS en itinéraires agricoles choisis par eux même Appui en matériel et intrants agricoles Suivi technique de la mise en place des exploitations Accompagnement de la commercialisation des produits agricoles des exploitations BAKAS	2 600 000	Forfait	2 600 000
Fonctionnement								825 000
Total								14 500 000

5.2.3. Plan d'amélioration du fonctionnement de l'institution communale et de promotion de l'économie locale

Tableau 74 : Plan d'amélioration du fonctionnement de l'institution communale et de l'économie locale

Actions	Activités	Délais	Responsables	Partenaires
Redynamisation organisationnelle et administrative des services communaux	<ul style="list-style-type: none"> - Adaptation de l'Organigramme proposée par le MINATD à la réalité locale ; - Recrutement d'un personnel supplémentaire qualifié par poste de travail; - Négociation d'une remise en activité des anciens employés absents (échelonnage du paiement de la dette salariale et des versements CNPS, élaboration des cahiers de charge par poste de travail, systématisation des réunions de bilan et de programmation des activités et paiement régulier des salaires et autres avantages) ; - Formation thématique du personnel par poste de travail ; - Organisation de la fourniture des services communaux en matériels et équipement de travail. 	30 mai 2013	Exécutif communal SG	Préfet du Dja et Lobo FEICOM PNPD CEFAM
Amélioration du travail de l'exécutif communal	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des assises locales avec l'appui des patriarches pour la réconciliation entre exécutifs; - Reprise des activités des adjoints selon leur cahier de charge ; 	31 décembre 2012	Préfet du Dja et Lobo Chef de service Développement Local Maire d'OVENG	Sous Préfet d'OVENG Les patriarches locaux
Remobilisation du conseil municipal	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'une réunion de réconciliation du Conseil Municipal avec l'appui de la hiérarchie du RDPC ; - Formation systématique des conseillers actuels et futurs à la gestion politique et administrative communale. 	30 mai 2012	Comité central RDPC Maire d'OVENG	FEICOM MINATD PNPD Cours des Comptes
Augmentation des ressources financières propres	<ul style="list-style-type: none"> - Elargissement de l'assiette fiscal : recensement des contribuables, fixation des taux imposables et sensibilisation des contribuables avec l'appui des Conseillers municipaux, autorités administratives et chefs traditionnels; - Recrutement des percepteurs locaux ; - Renforcement de la fonctionnalité du comité de recouvrement ; - Création des Activités génératrices de revenus au profit de l'institution communal. 	31 décembre 2012	Exécutif Receveur municipal Agent communal de développement	MINEFI Autorités administratives FMO Chefs traditionnels
Amélioration de la gestion financière communale	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de l'ordonnateur et des agents financiers communaux aux procédures de gestion des ressources comptables communales ; - Application des principes de bonne gouvernance : appel d'offres pour l'acquisition du matériel et autres équipement, décaissement régulier ; - Echelonnement et remboursement des dettes envers les sociétés et des tiers. 	30 décembre 2012	Exécutif communal	PNPD FEICOM CEFAM
Mise en place d'un service de promotion de l'économie local	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un service de promotion de l'économie locale dans la Commune ; - Création d'un cadre de dialogue entre la Commune et le secteur privé ; - Recensement des filières agropastorales porteuses et des secteurs économiques rentables dans le territoire communal; - Mise en place d'un centre de formalité des entreprises : Aider les agriculteurs, éleveurs, artisans etc... à fonctionner comme des entreprises formelles en facilitant leur formalisation ; - Appui et accompagnement des acteurs des secteurs économiques : 	30 mai 2014	Exécutif communal Président de la commission des finances et des affaires économiques	Bailleurs de fonds PACA ACEFA AGROPOL MINEPAT MINADER MINEPIA

	Organisation des formations à l'intention des entrepreneurs locaux ; Organisation des foires et salons sur l'entrepreneuriat local ; mise en place d'outils financiers spécifiques pour les entreprises locales (un fonds de garanti pour l'accès au crédit...)			MINPMEESA
Mise en place d'une stratégie de maintenance du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un code de procédures de gestion du patrimoine communal (véhicule et logement); - Création d'un garage communal ; - Recrutement ou contractualisation avec un spécialiste de la maintenance automobile ; - Suivi de l'utilisation et des réparations des véhicules communaux ; - Entretien des bâtiments communaux 	31 décembre 2012	Exécutif communal SG Receveur	MINEPAT FEICOM MINPMEESA
Renforcement du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des logements communaux (maire, cadre etc..) ; - Création et entretien d'une voirie municipale ; - Création d'une décharge municipale et mise en place d'un service de collecte des ordures permanent 	30 mai 2016	Exécutif communal Président de la commission des grands travaux et du domaine	FEICOM MINEPAT MINDUH MINEP
Prise en compte de toutes les énergies pour développer OVENG	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un forum de développement économique et social coordonné par la Commune ; - Implication des organisations de la société civile, des élites dans la réflexion et les actions de développement communal ; - Mise en place des fora dans les principaux axes routiers communaux pour un contrôle citoyen de l'action communal. 	31 décembre 2012	Exécutif communal	Préfet du DJA et Lobo Ministres des cultes Chefs traditionnelles Elites
Recherche des partenariats	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissement des relations de partenariats avec d'autres Communes : Syndicat des Communes, Coopération décentralisée ; - Montage et soumission des projets en partenariat avec des ONG auprès des bailleurs de fonds ou des institutions financières (banques etc.) ; - Pratique du lobbying pour l'implémentation des projets et programmes de l'Etat du Cameroun dans le territoire communal et au profit des groupes et individus organisés et dynamique (Projet bananier Plantin, PAJER U, PIASSI et.... 	30 mai 2012	Exécutif communal	UE Ambassades occidentales CERAC ONG internationales

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 75 : Coût estimatif du PCD

Secteur	Investissement	Fonctionnement	Imprévus	Coût total estimatif
Agriculture et développement rural	200 000 000	24 000 000	11 200 000	235 200 000
Elevage, pêche et industries animales	250 000 000	960 000 000	60 500 000	1 270 500 000
Santé publique	25 000 000	50 000 000	25 000 000	100 000 000
Education de base	3 456 182 400	48 000 000	172 809 120	3 676 991 520
Enseignement secondaire	569 800 000	56 000 000	28 490 000	654 290 000
Travaux publics	7 896 000 000	280 000 000	394 000 000	8 570 000 000
Jeunesse	121 750 000	24 000 000	6 087 500	151 837 500
Energie et eau	821 000 000	64 000 000	41 050 000	926 050 000
Affaires sociales	132 000 000	24 000 000	5 875 000	161 875 000
Femme et famille	180 000 000	18 000 000	9 900 000	207 900 000
Culture	47 727 500	17 597 500	3 266 250	68 591 250
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	48 000 000	8 000 000	2 400 000	58 400 000
Mine, industries et développement technologique	30 000 000	35 000 000	10 000 000	75 000 000
Tourisme	362 500 000	120 000 000	18 125 000	500 625 000
Domaines et affaires foncières	50 000 000	16 000 000	2 500 000	68 500 000
Commerce	245 000 000	64 000 000	15 450 000	324 450 000
Transport	182 000 000	68 000 000	9 100 000	259 100 000
POSTES et télécommunication	134 400 000	24 000 000	6 720 000	165 120 000
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	33 500 000	30 000 000	1 675 000	65 175 000
Forêt et faune	415 000 000	41 500 000	22 825 000	479 325 000
Environnement et protection de la nature	110 000 000	52 000 000	5 500 000	167 500 000
Développement urbain et de l'habitat	2 078 000 000	207 800 000	103 500 000	2 389 300 000
Emploi et formation professionnelle	55 000 000	24 000 000	2 750 000	81 750 000
Travail et sécurité sociale	2 000 000	4 000 000	1 000 000	7 000 000
Recherche scientifique et innovation	40 000 000	16 000 000	2 000 000	58 000 000
Enseignement supérieur	80 500 000	12 000 000	4 025 000	96 525 000
Communication	110 000 000	22 000 000	600 000	132 600 000
Sport et Education physique	460 000 000	125 000 000	95 000 000	680 000 000
Institution communal et économie local	268 500 000	80 000 000	13 425 000	361 925 000
Total	18 403 859 900	2 514 897 500	1 074 772 870	21 993 530 270

Le coût total estimatif de ce PCD est arrêté à la somme de 21 milliards neuf cent quatre vingt treize millions Cinq cents trente mille deux cents soixante dix F CFA (**21 993 530 270 F CFA**)

5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Les terres dans la Commune d'OVENG se répartissent en trois principales zones à savoir :

1. La zone des aires protégées : celle – ci est composé du Sanctuaire à Gorille de MENGAME (27 223 ha) et du Parc national de KOM (67 838 ha) ;
2. La zone d'exploitation forestière qui comprend les deux UFA (09-12 et 09 – 16) et les forêts communale et communautaires comprises autour des villages AKOM, MEBASSA et MVAM ;
3. La zone communale proprement dite qui concerne les lieux d'habitation (espace urbain communal et les villages) et l'espace agricole (5- 8 km autour des villages).

Dans le cadre de la mise en œuvre de son PCD, la Commune envisage utiliser et gérer ces terres tel que décrit dans le tableau ci-dessus.

Tableau 76 : Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres

Zone	Espace	Utilisations	Gestion durable
Les aires protégées	Sanctuaire à gorille de MENGAME	Tourisme Prélèvement des plantes médicinales et des PFNL	Interdiction de la chasse aux gorilles Protection assurée par des éco gardes
	Parc National de KOM	Tourisme Recherche scientifique	Interdiction intégrale de la chasse Préservation de la faune et de la flore sous la protection des éco gardes
Exploitation forestière	Les UFA et les forêts communautaires / communale	Exploitation des essences forestières autorisées Prélèvement des plantes médicinales et des PFNL	Respect des normes d'exploitations Reboisement après exploitations Interdiction de la chasse aux employés des exploitants
Communale	Espace urbain	Implantation des usines	Détermination d'une zone industrielle
		Construction des infrastructures urbaines et des maisons d'habitation	Réalisations des études d'impact socio -environnementales Applications des mesures d'atténuation des risques socio - environnementaux
	Zone rurale	Pratique de l'agriculture vivrière et pérenne	Introduction de l'utilisation des engrais organiques Utilisation des pesticides autorisés avec système de destruction des emballages et protection des agriculteurs Sédentarisation des exploitations agricoles
		Eleavage des animaux domestiques en divagation	Encouragement de la pratique de l'élevage en claustration Application des mesures d'atténuation des risques socio - environnementaux
		Exploitation des ressources naturelles	Respect des normes socio- environnementales

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre des Dépenses à Moyen Terme. (CMDT) des projets prioritaires

6.1.1. Programmation

Tableau 77 : Programmation triennale

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATI ONS PHYSIQUE S	ANNEE DE REALISATI ON			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
Eau et Energie	Construction Forages	14				112 000 000	Villageois bénéficiaires Entrepreneurs Délégué départemental MINEE	Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine
	Réparation des forages en panne	2				8 000 000		
	Construction des puits	15				105 000 000		
	Réparation des puits en panne	2				7 000 000		
	Aménagement d'une source d'eau potable	1				3 500 000		
	Construction d'une adduction d'eau potable	1				70 000 000		
	Extension du réseau électrique	3				45 000 000	Populations bénéficiaires Agents communaux ou d'AES SONEL	Maire
	Réalisation des abonnements et branchements électriques	3				6 000 000		
	Création d'une station de produits pétroliers	1				120 000 000	Président de la commission de passation des marchés Président de la commission des grands travaux et du domaine Agent de développement communal SG Receveur municipal Chef de la station Délégué départemental MINEE	Maire
	Création d'un service de maintenance des pts d'eau et de l'électricité	FF				14 500 000	Délégué départemental MINEE Populations bénéficiaires	Maire Agent de développement Receveur municipal SG de la commune
Agriculture	Recensements des filières porteuses	FF				1 000 000	Cadres techniques du	Maire

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATI ONS PHYSIQUE S	ANNEE DE REALISATI ON			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
							DA/MINADER Membres des OPA	Agent communal de développement
	Accompagnement de la mise en place des OPA par filière	FF				1 000 000	Cadres/ DA MINADER Cadres techniques du MINADER ONG	Maire
	Formation des producteurs (technique agricole et compta)	3				9 000 000		Agent communal de développement
	Approvisionnement des OPA en intrants agricoles	FF				50 000 000		
	Suivi des activités des producteurs	FF				6 000 000		
	Organisation des circuits de commercialisation par filière	FF				3 000 000		
	Suivi de la gestion des remboursements des crédits des OPA	FF				3 000 000		
Elevage	Construction et équipement de la délégation	2				40 000 000		Délégué régional Sud et départementale Dja et Lobo du MINEPIA Délégué d'arrondissement du MINEPIA OVENG
	Accompagnement de l'organisation des éleveurs en OPA par filière	FF				2 000 000		
	Financements des projets des OPA	FF				45 000 000		
	Organisation des formations en technique d'élevages	FF				6 000 000		
	Organisation des circuits de commercialisation	FF				6 000 000		
Travaux Publics	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la réhabilitation du réseau routier	2				300 000 000	Délégué départemental MINTP Entreprise retenue	Maire Président de la commission de passation des marchés
	Réalisation des travaux de réhabilitation	3				300 000 000		
	Réalisation des études de faisabilité pour la construction des ouvrages d'art	2				10 000 000		
	réalisation des travaux de construction / réhabilitation	4				100 000 000		
	Réalisation de l'étude de faisabilité pour le bitumage l'axe EKOWONG –OVENG- ABOULOU	2				100 000 000		
	Réalisation des travaux de bitumage de l'axe EKOWONG –OVENG- ABOULOU	2				300 000 000		
Santé	Réhabilitation et maintenance des structures sanitaires ;	10				10 000 000	Chef du district de santé Délégué Régional MINSANTE Sud Délégué départemental des MINTP	Maire Président de la commission des grands travaux
	Acquisition du matériel roulant adapté ;	FF				64 000 000		Chef du district de santé Délégué Régional MINSANTE

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATI ONS PHYSIQUE S	ANNEE DE REALISATI ON			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
						Sud	finances et des affaires économiques	
	Affectation du personnel dans les structures sanitaires.	3				1 500 000	Chef du district de santé Délégué Régional MINSANTE Sud	Maire Président des affaires sociales et culturelles
	Fourniture en équipement, matériel et médicament ; Construction des logements d'astreinte ;	FF				20 000 000	Chef du district de santé Délégué Régional MINSANTE Sud Médecin Chef du CMA d'OVENG	Maire Président de la commission des grands travaux
	Construction des logements d'astreinte ;	2				70 000 000	Chef du district de santé Délégué Régional MINSANTE Sud Délégué départemental des MINTP	Maire Président de la commission des grands travaux
	Construction de nouveaux centres de santé	2				80 000 000	Chef du district de santé Délégué Régional MINSANTE Sud Délégué départemental des MINTP	Maire Président des affaires sociales et culturelles Président de la commission des grands travaux
Education de Base	Fourniture du paquet minimum et matériel didactique	343				34 300 000	Inspecteur d'arrondissement de l'éducation de base Délègue départemental des Travaux publics Représentants des populations bénéficiaires	Maire
	Construction des salles de classe de Maternelles	9				144 000 000		
	Construction des salles de classe du primaire	8				128 000 000		
	Construction des logements d'astreinte aux cycles primaire et maternelle	6				210 000 000		
	Réalisation des divers aménagements nécessaires dans les écoles du cycle primaire et maternelle	3				60 000 000		
	Création de nouvelles écoles maternelles	5				1 250 000		
	Création d'une école primaire à BIKOUGOU	1				250 000		
Transport	Choix des sites de construction d'une gare routière et des parcs de stationnement	FF				100 000	Sous préfet	Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine
	Construction d'une gare routière et des parcs de stationnement urbain	FF				100 000 000	Délégué départemental MINT Délégué départemental MINTP	Maire Président de la commission de passation des marchés
	Acquisition des véhicules au compte de l'agence communale de transport	3				75 000 000	Délégué départemental MINT	Maire Président de la commission des finances et des affaires économiques
	Recrutement des agents de l'agence communale	FF				5 000 000	Délégué MINT	Maire SG

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATI ONS PHYSIQUE S	ANNEE DE REALISATI ON			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
							Receveur municipal	
	Mise en circulation des véhicules	FF				2 000 000	Délégué MINT Maire Receveur municipal	
Communication	Installation des antennes relais de la CRTV	1				20 000 000	Délégué régional de la communication Délégué de la communication du DJA et Lobo Directeur des infrastructures de communication CRTV Président de la commission des affaires sociales et culturelles	
	Mise en place d'un kiosque à journal	1				15 000 000	Délégué départemental de la communication Maire Président de la commission des affaires sociales et culturelles	
	Création d'une radio communautaire	1				20 000 000	Délégué régionale de la communication Délégué départemental de la communication Maire Président de la commission des affaires sociales et culturelles	
Urbanisme et Habitat	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la réalisation des lotissements communaux	1				1 800 000	Délégué départemental MINDUH MAIRE Président de la commission des grands travaux et des affaires économiques	
	Mobilisation des ressources	2				500 000	Elites locales Populations MAIRE	
	Réalisation des travaux d'aménagement	2				80 000 000	Délégué départemental MINDUH Délégué départemental MINTP MAIRE Président de la commission des grands travaux et des affaires économiques	
	Morcellement des lotissements domaniaux	2				10 000 000	Délégué départemental MINDUH Délégué départemental MINTP MAIRE Président de la commission des grands travaux et des affaires économiques	
	Création de nouveaux quartiers	2				1 000 000	Délégué départemental MINDUH Maire Président de la commission des affaires sociales et culturelles	
	Détermination d'une norme de construction dans l'espace urbain	1				500 000	Délégué départemental MINDUH MAIRE Président de la commission des grands travaux et des affaires économiques	
	Réalisation d'une étude de faisabilité pour la réalisation des logements sociaux	1				1 800 000	Délégué départemental MINDUH Délégué départemental MINTP MAIRE Président de la commission des grands travaux et des affaires économiques	
	Réalisation des travaux de construction	2				100 000 000	Délégué départemental MINDUH Délégué départemental MINTP MAIRE Président de la commission des grands travaux et des affaires économiques	
Enseignement	Construction et équipement de salles de classe au CETIC	4				48 000 000	Délégué départemental du MINSEC Maire Président de la commission des grands	

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATIONS PHYSIQUES	ANNEE DE REALISATION			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
Secondaire							Délégué départemental du MINTP	travaux et du domaine
	Transformation du CES D'OVENG en Lycée (construction salles supplémentaires)	6				72 000 000	Délégué Régional MINSEC Sud Délégué départemental MINSEC	Maire
	Recrutement et affectation d'un personnel qualifié	FF				5 000 000		Président de la commission des affaires sociales et culturelles
	Réhabilitation et maintenance des infrastructures existantes	2				10 000 000	Délégué départemental du MINSEC Délégué départemental du MINTP	Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine
	Construction des clôtures de sécurisation des établissements CES et CETIC	2				10 000 000	Délégué départemental du MINSEC Délégué départemental du MINTP	Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine
	Construction des logements d'astreinte pour enseignants et administratifs	4				140 000 000		
	Fourniture en matériel didactique et manuel scolaire aux enseignants	4				8 000 000	Délégué départemental MINSEC Chef d'établissement (CETIC, CES)	Maire Président de la commission des affaires sociales et culturelles
	Construction / réhabilitation des points d'eau potable	1				13 000 000	Délégué départemental du MINSEC Délégué départemental du MINTP	Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine
	construction des latrines	8				12 000 000		
Poste et Télécommunication	Réalisation de l'étude de faisabilité d'extension du réseau fixe CAMTEL	2				1 800 000	Délégué régional des postes et télécommunication Délégué Régional CAMTEL	Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine
	Réalisation des travaux d'extension	1				20 000 000		
	Organisation des campagnes d'abonnement	2				5 000 000	Chef d'agence CAMTEL OVENG	Maire
	Négociation avec les opérateurs mobiles nationaux	2				1 500 000	Délégué régional de la communication Délégué départemental de la communication	Maire Agent de développement communal
	Installation des antennes	3				60 000 000	Responsables techniques des opérateurs mobiles	Maire
	Installation du courant électrique au telecentre	3				500 000	Responsable du télé-centre	Maire Responsable du service électricité et

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATI ONS PHYSIQUE S	ANNEE DE REALISATI ON			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
							eau communal	
	Affectation / nomination du personnel	1				300 000	Délégué régional des P et T Maire	
	organisation des sessions de formation des populations à l'usage des TIC	1				3 000 000	Président du comité de gestion du TCP Responsable du TCP	
	Exploitation du Centre	3				6 000 000	Maire Population Président du comité de gestion du TCP Responsable du TCP	
	Négociation avec l'autorité compétente pour la création d'un service des postes	3				300 000	Délégué régional des Pet T Maire	
	Création du service de poste	1				500 000		
	Construction et équipement d'un local	1				70 000 000	Délégué régional des P et T Responsable CAMPOST régional Maire	
	Exploitation des services postaux	2				5 000 000	Receveur des P et T	
Commerce	Réalisation de 04 études de faisabilité	4				7 200 000	Délégué départemental MINTP Dja et Lobo Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine	
	Construction de 2 complexes commerciaux à OVENG centre et ABOULO	2				150 000 000		
	Création des marchés périodiques	1				500 000	Délégués départemental MINCOM et MINADER du Dja et Lobo Maire Président de la commission des affaires économiques et des finances	
	Construction de 03 hangars de marché périodiques	3				60 000 000	Délégué départemental MINTP Dja et Lobo Maire Président de la commission des grands travaux et du domaine	
	Réhabilitation de 02 hangars	2				20 000 000		
	Elaboration des textes régissant le fonctionnement des marchés	2				200 000	Délégué départemental MINCOMMERCE Dja et Lobo Maire Président de la commission des affaires économiques et des finances	
	Nomination des responsables et agents	2				100 000	Préfet du Dja et Lobo Délégué départemental MINCOMMERCE Dja et Lobo Maire SG de la Commune	
	Organisation de la communication sur les marchés	2				2 100 000	Délégué départemental MINCOMMERCE Dja et Lobo Maire Agent de développement communal	
	Recherche des partenaires commerciaux	2				2 000 000	Délégués Régional Sud et départemental MINCOMMERCE Dja et Lobo Maire Agent de développement communal	
	Exploitation des marchés	3				3 000 000	Délégué départemental MINCOMMERCE Dja et Lobo Maire Receveur municipal Régisseurs des marchés	

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATIONS PHYSIQUES	ANNEE DE REALISATION			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
Forêt et faune	Choix des sites d'implantation des plantations pour régénérer les essences forestières	1				1 000 000	Chef de poste forestier / Conservateur	Maire Agent de développement communal
	Réalisation des pépinières	2				20 000 000	Chef de poste forestier d'OVENG	Maire Agent de développement communal
	Mise en place des plantations	1				15 000 000		
	Organisation d'un plaidoyer pour le dédommagement des agriculteurs sinistrés	1				500 000	Gouverneur Préfet Sous préfet Conservateur	Maire Agent de développement communal
	Mise en place d'une structure de suivi des sinistrés causés par les animaux	2				1 000 000	Gouverneur Préfet Sous préfet Délégués départementaux compétents Conservateur/	Maire Président de la commission des affaires sociales et culturelles
	Evaluation des dégâts causés par les animaux sauvages des aires protégées	3				1 500 000	Délégués compétents DDADR/CPCFC/ Conservateur Membres du comité	Maire Agent de développement communal
	Transmission des montants de dédommagement à l'autorité compétente	3				600 000	DDADR/CPCFC/ Conservateur	Maire Président de la commission des affaires sociales et culturelles
	Dédommagement des agriculteurs sinistrés	3				15 000 000	MINATD MINFOF	Maire Président du comité
	Appuis au montage des dossiers de réservation des forêts communautaires	3				6 000 000	Chef de poste forestier d'OVENG Délégué départemental MINFOF	Maire Agent de développement communal
	Appui à la réalisation des plans simples de gestion	3				6 000 000	Chef de poste forestier d'OVENG Délégué départemental MINFOF	Responsable des entités juridiques
	Accompagnement à la gestion des forêts attribuées	1				1 000 000		
	Accompagnement à la régénération des essences exploitées	1				5 000 000		
Petites, moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Appui des acteurs à la formalisation des entreprises	3				3 000 000	Délégués régional et départemental MINPMEESA	Maire Agent communal de développement
	Facilitation de l'accès des entrepreneurs au financement /mise en place d'un fonds de financement local	2				50 000 000		
	Formation des jeunes en artisanat	3				12 000 000		Maire Agent communal de développement

SECTEURS	ACTIVITES/ACTIONS RETENUES	QTE/ REALISATI ONS PHYSIQUE S	ANNEE DE REALISATI ON			COUTS	ACTEURS	RESPONSABLES
			1	2	3			
	Transmission des connaissances artistiques aux jeunes	3				12 000 000	Président de la commission des affaires sociales et culturelles	
Peuples Autochtones	Réalisations des composantes du PDPP	Forfait				14 500 000		
COUT TOTAL						3 930 100 000		

6.1.2. Cadre des Dépenses à Moyens Termes

Tableau 78 : Cadre des Dépenses à Moyens Termes

SECTEUR	ACTIVITES	CU	2012		2013		2014		TOTAUX
			QTE	CT	QTE	CT	QTE	CT	
Eau et Energie	Construction Forages	8 000 000	4	32 000 000	5	40 000 000	5	40 000 000	112 000 000
	Réparation des forages en panne	4 000 000			1	4 000 000	1	4 000 000	8 000 000
	Construction des puits	7 000 000	5	35 000 000	5	35 000 000	5	35 000 000	105 000 000
	Réparation des puits en panne	3 500 000			1	3 500 000	1	3 500 000	7 000 000
	Aménagement d'une source d'eau potable	3 500 000	1	3 500 000					3 500 000
	Construction d'une adduction d'eau potable	70 000 000			1	70 000 000			70 000 000
	Extension du réseau électrique	15 000 000	3	45 000 000		-	-	-	45 000 000
	Réalisation des abonnements et branchements électriques	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	6 000 000
	Création d'une station de produits pétroliers	120 000 000	-	-		-	1	120 000 000	120 000 000
	Création d'un service de maintenance des pts d'eau et de l'électricité	FF	FF	6 500 000	FF	4 000 000	FF	4 000 000	14 500 000
Agriculture	Recensements des filières porteuses	FF	FF	1 000 000					1 000 000
	Accompagnement de la mise en place des OPA par filière	FF	FF	1 000 000			-		1 000 000
	Formation des producteurs (technique agricole et compta)	3 000 000	1	3 000 000	1	3 000 000	1	3 000 000	9 000 000
	Approvisionnement des OPA en intrants agricoles	FF	FF	20 000 000	FF	15 000 000	FF	15 000 000	50 000 000

SECTEUR	ACTIVITES	2012			2013		2014		TOTAUX
		CU	QTE	CT	QTE	CT	QTE	CT	
	Suivi des activités des producteurs	FF	FF	2 000 000	FF	2 000 000	FF	2 000 000	6 000 000
	Organisation des circuits de commercialisation par filière	FF	FF	1 000 000	FF	1 000 000	FF	1 000 000	3 000 000
	Suivi de la gestion des remboursements des crédits des OPA	FF	FF	1 000 000	FF	1 000 000	FF	1 000 000	3 000 000
Elevage	Construction et équipement de la délégation	40 000 000	1	-	1	40 000 000		-	40 000 000
	Accompagnement de l'organisation des éleveurs en OPA par filière			2 000 000					2 000 000
	Financements des projets des OPA	FF	FF	15 000 000	FF	15 000 000	FF	15 000 000	45 000 000
	Organisation des formations en technique d'élevages	FF	FF	2 000 000	FF	2 000 000	FF	2 000 000	6 000 000
	Organisation des circuits de commercialisation	FF	FF	2 000 000	FF	2 000 000	FF	2 000 000	6 000 000
Travaux Publics	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la réhabilitation du réseau routier	150 000 000	-	-	1	150 000 000	1	150 000 000	300 000 000
	Réalisation des travaux de réhabilitation	100 000 000		-	2	200 000 000	1	100 000 000	300 000 000
	Réalisation des études de faisabilité pour la construction des ouvrages d'art	5 000 000		-	1	5 000 000	1	5 000 000	10 000 000
	réalisation des travaux de construction / réhabilitation	25 000 000			2	50 000 000	2	50 000 000	100 000 000
	Réalisation de l'étude de faisabilité pour le bitumage l'axe EKOWONG – OVENG- ABOULOU	50 000 000	-		1	50 000 000	1	50 000 000	100 000 000
	Réalisation des travaux de bitumage de l'axe EKOWONG –OVENG- ABOULOU	150 000 000	-		1	150 000 000	1	150 000 000	300 000 000
Santé	Réhabilitation et maintenance des structures sanitaires ;	1 000 000		-	5	5 000 000	5	5 000 000	10 000 000
	Acquisition du matériel roulant adapté ;	FF	FF		FF	42 000 000	FF	22 000 000	64 000 000
	Affectation du personnel dans les structures sanitaires.	500 000	1	500 000	1	500 000	1	500 000	1 500 000
	Fourniture en équipement, matériel et médicament ;	FF	FF	5 583 330	FF	7 208 335	FF	7 208 335	20 000 000
	Construction des logements d'astreinte ;	35 000 000			1	35 000 000	1	35 000 000	70 000 000
	Construction de nouveaux centres de santé	40 000 000			1	40 000 000	1	40 000 000	80 000 000
Education de base	Fourniture du paquet minimum et matériel didactique	100 000	73	7 300 000	135	13 500 000	135	13 500 000	34 300 000
	Construction des salles de classe de Maternelles	16 000 000	2	32 000 000	3	48 000 000	4	64 000 000	144 000 000
	Construction des salles de classe du primaire	16 000 000		-	4	64 000 000	4	64 000 000	128 000 000
	Construction des logements d'astreinte aux cycles primaire et maternelle	35 000 000		-	2	70 000 000	4	140 000 000	210 000 000
	Réalisation des divers aménagements nécessaires dans les écoles du cycle primaire et maternelle	20 000 000		-	1	20 000 000	2	40 000 000	60 000 000
	Création de nouvelles écoles maternelles	250 000		-	2	500 000	3	750 000	1 250 000

SECTEUR	ACTIVITES	CU	2012		2013		2014		TOTAUX
			QTE	CT	QTE	CT	QTE	CT	
	Création d'une école primaire à BIKOUGOU	250 000		-	1	250 000			250 000
Transport	Choix des sites de construction d'une gare routière et des parcs de stationnement	FF	-	100 000	FF		-		100 000
	Construction d'une gare routière et des parcs de stationnement urbain	FF	-	-	FF	70 000 000	-	30 000 000	100 000 000
	Acquisition des véhicules au compte de l'agence communale de transport	25 000 000	-	-	2	50 000 000	1	25 000 000	75 000 000
	Recrutement des agents de l'agence communale	FF	FF	-	FF	5 000 000	-		5 000 000
	Mise en circulation des véhicules	FF	FF		FF	1 000 000	FF	1 000 000	2 000 000
			10 000 000	1	10 000 000	1	10 000 000	-	-
Communication	Installation des antennes relais de la CRTV	10 000 000	1	10 000 000	1	10 000 000	-	-	20 000 000
	Mise en place d'un kiosque à journal	15 000 000	1	15 000 000				-	15 000 000
	Création d'une radio communautaire	20 000 000		-	1	20 000 000		-	20 000 000
Urbanisme et Habitat	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la réalisation des lotissements communaux	1 800 000	1	1 800 000	-	-		-	1 800 000
	Mobilisation des ressources	250 000		-	1	250 000	1	250 000	500 000
	Réalisation des travaux d'aménagement	40 000 000		-	1	40 000 000	1	40 000 000	80 000 000
	Morcellement des lotissements domaniaux	5 000 000		-	1	5 000 000	1	5 000 000	10 000 000
	Création de nouveaux quartiers	500 000		-	1	500 000	1	500 000	1 000 000
	Détermination d'une norme de construction dans l'espace urbain	500 000		-	-	-	1	500 000	500 000
	Réalisation d'une étude de faisabilité pour la réalisation des logements sociaux	1 800 000		-	1	1 800 000	-	-	1 800 000
	Réalisation des travaux de construction	50 000 000		-	1	50 000 000	1	50 000 000	100 000 000
Enseignement Secondaire	Construction et équipement de salles de classe au CETIC	12 000 000	2	24 000 000	1	12 000 000	1	12 000 000	48 000 000
	Transformation du CES D'OVENG en Lycée (construction salles supplémentaires)	12 000 000		-	3	36 000 000	3	36 000 000	72 000 000
	Recrutement et affectation d'un personnel qualifié	FF	FF	-	FF	2 500 000	FF	2 500 000	5 000 000
	Réhabilitation et maintenance des infrastructures existantes	5 000 000		-	1	5 000 000	1	5 000 000	10 000 000
	Construction des clôtures de sécurisation des établissements CES et CETIC	5 000 000		-	1	5 000 000	1	5 000 000	10 000 000
	Construction des logements d'astreinte pour enseignants et administratifs	35 000 000	-	-	2	70 000 000	2	70 000 000	140 000 000
	Fourniture en matériel didactique et manuel scolaire aux enseignants	2 000 000			2	4 000 000	2	4 000 000	8 000 000
	Construction / réhabilitation des points d'eau potable	13 000 000	-		1	13 000 000	-	-	13 000 000
	construction des latrines	1 500 000	-		4	6 000 000	4	6 000 000	12 000 000

SECTEUR	ACTIVITES	CU	2012		2013		2014		TOTAUX
			QTE	CT	QTE	CT	QTE	CT	
Poste et Télécommunication	Réalisation de l'étude de faisabilité d'extension du réseau fixe CAMTEL	1 800 000	1	1 800 000	-	-	-	-	1 800 000
	Réalisation des travaux d'extension	10 000 000		-	1	10 000 000	1	10 000 000	20 000 000
	Organisation des campagnes d'abonnement	2 500 000	-		1	2 500 000	1	2 500 000	5 000 000
	Négociation avec les opérateurs mobiles nationaux	500 000	1	500 000	1	500 000	1	500 000	1 500 000
	Installation des antennes	20 000 000	1	20 000 000	1	20 000 000	1	20 000 000	
	Installation du courant électrique au telecentre	500 000	1	500 000	-		-	-	500 000
	Affectation / nomination du personnel	300 000	1	300 000					300 000
	organisation des sessions de formation des populations à l'usage des TIC	1 000 000	1	1 000 000	1	1 000 000	1	1 000 000	3 000 000
	Exploitation du Centre	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	6 000 000
	Négociation avec l'autorité compétente	300 000	1	300 000	-		-		300 000
	Création du service de poste	500 000	1	500 000	-		-		500 000
	Construction et équipement d'un local	35 000 000	-	-	1	35 000 000	1	35 000 000	70 000 000
	Exploitation des services postaux	2 500 000	-	-	1	2 500 000	1	2 500 000	5 000 000
Commerce	Réalisation de 04 études de faisabilité	1 800 000	1	1 800 000	2	3 600 000	1	1 800 000	7 200 000
	Construction de 2 complexes commerciaux à OVENG centre et ABOULOU	75 000 000	-	-	1	75 000 000	1	75 000 000	150 000 000
	Création des marchés périodiques	500 000	1	500 000	-		-		500 000
	Construction de 03 hangars de marché périodiques	20 000 000	-	-	1	20 000 000	2	40 000 000	60 000 000
	Réhabilitation de 02 hangars	10 000 000	-	-	1	10 000 000	1	10 000 000	20 000 000
	Elaboration des textes régissant le fonctionnement des marchés	100 000	-	-	1	100 000	1	100 000	200 000
	Nomination des responsables et agents	50 000	-		1	50 000	1	50 000	100 000
	Organisation de la communication sur les marchés	1 050 000	-		1	1 050 000	1	1 050 000	2 100 000
	Recherche des partenaires commerciaux	1 000 000	-		1	1 000 000	1	1 000 000	2 000 000
Exploitation des marchés	1 000 000	-		1	1 000 000	2	2 000 000	3 000 000	
Faune et forêt	Choix des sites d'implantation des plantations pour régénérer les essences forestières	1 000 000	1	1 000 000	-		-		1 000 000
	Réalisation des pépinières	10 000 000	-		1	10 000 000	1	10 000 000	20 000 000
	Mise en place des plantations	15 000 000	-		-		1	15 000 000	15 000 000
	Organisation d'un plaidoyer pour le dédommagement des agriculteurs sinistrés	500 000	1	500 000	-		-		500 000

SECTEUR	ACTIVITES	2012		2013		2014		TOTAUX	
		CU	QTE	CT	QTE	CT	QTE		CT
	Mise en place d'une structure de suivi des sinistrés causés par les animaux	500 000	1	500 000	1	500 000	-	1 000 000	
	Evaluation des dégâts causés par les animaux sauvages des aires protégées	500 000	1	500 000	1	500 000	1	500 000	
	Transmission des montants de dédommagement à l'autorité compétente	200 000	1	200 000	1	200 000	1	200 000	
	Dédommagement des agriculteurs sinistrés	5 000 000	1	5 000 000	1	5 000 000	1	5 000 000	
	Appuis au montage des dossiers de réservation des forêts communautaires	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	
	Appui à la réalisation des plans simples de gestion	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	
	Accompagnement à la gestion des forêts attribuées	1 000 000	-	-	-	-	1	1 000 000	
	Accompagnement à la régénération des essences exploitées	5 000 000	-	-	-	-	1	5 000 000	
Petites, moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Appui des acteurs à la formalisation des entreprises	1 000 000	1	1 000 000	1	1 000 000	1	1 000 000	
	Facilitation de l'accès des entrepreneurs au financement /mise en place d'un fonds de financement local	25 000 000			1	25 000 000	1	25 000 000	
	Formation des jeunes en artisanat	4 000 000	1	4 000 000	1	4 000 000	1	4 000 000	
	Transmission des connaissances artistiques aux jeunes	4 000 000	1	4 000 000	1	4 000 000	1	4 000 000	
Peuples Autochtones	Réalisations des composantes du PDPP	FF	FF	7 250 000	FF	7 250 000	FF	-	
COUTS TOTAUX				327 433 330		1 844 258 335		1 758 408 335	3 930 100 000

6.2. Cadre Sommaire de Gestion Environnemental du CMDT

6.2.1. Principaux impacts sociaux et environnementaux des projets du CDMT 2012- 2014 de la Commune d'OVENG

Tableau 79 : Principaux impacts sociaux et environnementaux

Secteur	Type de microprojets	Microprojets types et localisation	Période	Impacts sociaux ou environnementaux Positifs	Impacts sociaux ou environnementaux Négatifs	Principales mesures envisageables
Agriculture	Construction des bâtiments administratifs, salles de classe et bâtiments commerciaux	Construction et équipement des postes agricoles	Avant le projet	Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	Risque de conflit lié acquisition des terres d'implantation pour l'implantation des microprojets	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Compenser les personnes

Secteur	Type de microprojets	Microprojets types et localisation	Période	Impacts sociaux ou environnementaux Positifs	Impacts sociaux ou environnementaux Négatifs	Principales mesures envisageables
						affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES		Construction et équipement d'une délégation du MINEPIA			Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	Mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
Santé publique		Réhabilitation de 02 bâtiments			Impacts divers liés aux choix de site	Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc.
		Construction de 02 logements d'astreinte	Pendant les travaux		Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées
		Construction de 02 dispositifs de traitement des déchets sanitaires			Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
		Construction de 02 clôtures			Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
		Construction de 02 nouveaux centres de santé			Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	Reboiser les alentours de l'ouvrage
Education de base		Construction de 62 salles de classe dans le cycle maternel et primaire				
		Construction de 53 logements d'astreinte				

Secteur	Type de microprojets	Microprojets types et localisation	Période	Impacts sociaux ou environnementaux Positifs	Impacts sociaux ou environnementaux Négatifs	Principales mesures envisageables
		Construction de 61 latrines et 41 clôtures	Après les travaux	Amélioration de l'accès aux services de base	Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge ; - Voir disposition annexe 6 pour les déchets de marchés
Enseignement secondaire		Construction de 12 salles de classe au CES, 10 au CETIC et réhabilitation de 02 salles de classe au CES			Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée
		Constructions de 08 blocs de latrine au CES et CETIC			Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
Commerce		construction de 02 complexes commerciaux				
		Construction et équipement de 02 hangars sont réhabilités 03 marchés périodiques				
		Réhabilitation de 02 hangars commerciaux				
Transport		Construction et équipement d'une gare routière et de deux parcs de stationnement urbains				
Urbanisme et habitat		Construction de 50 logements sociaux				
Postes et télécommunications		Construction et équipement d'un local de CAMPOST				

Secteur	Type de microprojets	Microprojets types et localisation	Impacts sociaux ou environnementaux Positifs	Impacts sociaux ou environnementaux Négatifs	Principales mesures envisageables
Santé publique	Microprojets hydrauliques	Construction de 02 points d'eau potable	Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
Education de base		Construction de 28 points d'eau potable		Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
Enseignement secondaire		Construction d'un point d'eau potable au CETIC et réhabilitation du forage du CES		Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
EAU et énergie		Réalisation de 21 forages équipés de pompe à motricité humaine		Impacts divers liés aux choix de site	Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ;
	Réalisation de 18 puits d'eau potable équipés de pompe à motricité humaine		Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées 	
	Aménagement d'une source d'eau potable		Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent 	
			Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	<ul style="list-style-type: none"> - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser 	
			Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage	Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions	
		Risques d'accident dus aux	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre les panneaux de signalisation du 		

Secteur	Type de microprojets	Microprojets types et localisation	Impacts sociaux ou environnementaux Positifs	Impacts sociaux ou environnementaux Négatifs	Principales mesures envisageables
				travaux	<ul style="list-style-type: none"> chantier; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site
				Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
				Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
				Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnées
				Perturbation de la qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau

Tableau 80 : Principales mesures d'atténuation des impacts sociaux et environnementaux

Secteur	Type de microprojets	Microprojets types et localisation	Période	Impacts sociaux ou environnementaux Positifs	Impacts sociaux ou environnementaux Négatifs	Principales mesures envisageables
Eau et Energie	Microprojets structurants	Réalisation des travaux d'extension de l'électrification décentralisée dans les axes : NKOETENG – MBAMA MBONG ETE – MVAM II EPC - DOUM	Avant le projet		Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
		Construction et équipement de la station service au			Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées; - Préparer éventuellement un PAR ;

		centre d'OVENG			pour l'utilisation du site	<ul style="list-style-type: none"> - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
		Construction d'une adduction d'eau potable au centre urbain d'OVENG			Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	Mettre en place un comité de gestion du MP et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement
Communication		Installation des antennes relais de la CRTV			Impacts divers liés aux choix de site	Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécage, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc. ;
Postes et télécommunications		Extension du réseau fixe CAMTEL dans le centre urbain d'OVENG	Pendant les travaux	Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	Pollution du point d'eau en raison de la proximité de la latrine	Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
		Installation des antennes des opérateurs mobiles			Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
travaux publics		Réalisation des travaux de réhabilitation de 108 km de route en terre			Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
		réalisation des travaux de construction / réhabilitation de 04 ponts et buses et réhabilités (WOA, AYETE, BIYETE)			Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	Reboiser les alentours de l'ouvrage
		Construction de 02 ponts (KOM et AKOM)	Après les travaux		Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu sécurisé
					Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses autour de l'ouvrage	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou la mise en place des perrés maçonnés
					Risque d'électrocution des personnes et des oiseaux, ou d'incendie	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de sensibilisation des riveraines - Mettre en place des panneaux de protection le long de la ligne - Aménager des pare feux autour de l'ouvrage

					Pollution auditive par le bruit lié au fonctionnement du groupe électrogène	<ul style="list-style-type: none"> - Acheter les groupes équipés de dispositif antibruit ; - Sécuriser le groupe dans un local aménagé à cet effet - Eviter d'installer le groupe aux abords immédiats des habitations, et/ou des services publics
		Réalisation des travaux de bitumage de l'axe frontalier EKOWONG –OVENG-ABOULOU				
Faune et Forêt	Microprojet de gestion des ressources naturelles	Mise en place des plantations pour régénérer les essences forestières : 500 ha Réserve et exploitation des forêts communautaires et communale				

6.2.2. Plan de Gestion environnementale et sociale :

Tableau 81 : Plan de gestion environnementale et sociale

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts en F CFA	Observations
Responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD	Suivi de l'application des mesures socio environnementales lors de la réalisation et de l'utilisation des ouvrages	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011 (Juillet – décembre 2014)	Conseil municipal ; PNDP	1 500 000	
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	-préparer les TDR	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Mairie	PM	

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts en F CFA	Observations
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des microprojets		Les Consultants chargés de monter les microprojets	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	Préparation de la formation Tenue de l'atelier de formation	PNDP, Mairie	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires pour les MP de réhabilitation et de construction des routes, bitumage et d'adduction d'eau potable	-Préparer les TDR ; -faire approuver les TDR ; - recruter le consultant ; -réaliser l'étude proprement dite	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Agent de développement ; Conseil municipal	Et son coût est d'au moins 7millionsFCFA pour une étude simplifiée, et environ 8 à 10 millions FCFA pour étude détaillée	
Provision pour les compensations des personnes déplacées	Mobilisation des ressources financières	Mairie/Conseil municipal		-Mairie -MINDAF	A évaluer	
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que des mesures environnementales des projets retenus	- extraction des mesures environnementales des MP ; - élaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent de développement/Comité de suivi du PCD	Pendant les travaux ; 2011-2014	Délégation MINEP ; MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	A évaluer	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des MP	-Inclure les clauses dans le DAO ; -Mise en œuvre des clauses	-Mairie, PNDP -Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du MP)	

6.3. Plan d'Investissement Annuel

6.3.1. Ressources mobilisables en 2012

Tableau 82 : Ressources mobilisables en 2012

Source de financement	Montant F CFA
Budget d'investissement public	50 000 000
Centimes Additionnelles	15 600 000
Redevances forestières SIBM	3 600 000
PNDP Microprojets prioritaires	95 000 000
PNDP Peuples pygmées	14 450 000
Total	178 650 000

Répartition de l'utilisation	Montant F CFA
Investissement	159 450 000
Fonctionnement	19 200 000

Les impôts et taxes sont collectés par le service départemental des impôts et seront reversés à la Commune. En ce moment, le montant n'est pas connu.

La DGD n'a pas encore été reversée à la commune d'où l'ignorance du montant qui leur sera dévolue en 2012

6.3.2. Programmation annuel des projets prioritaires

Tableau 83 : Plan d'Investissement Annuel 2012

SECTEUR	Activités	Cout Unitaire	Quantité	Cout Total	SOURCES DE FINANCEMENT		
					PNDP	Commune/Populations	AUTRES

Santé	Equipements, fournitures et médicaments au Centre Médicale d'Arrondissement d'OVENG	FORFAIT		5 583 330	5 024 997	558 333	-
Education de base	Construction de deux salles de classe pour école maternelle d'ESSAM	8 000 000	2	16 000 000	14 400 000	1 600 000	-
Energie et eau	Construction de 04 forages d'eau potable équipés de pompe à motricité humaine (ADJAP, NKONO, ONON et ANDOUNG)	8 000 000	4	32 000 000	22 800 000	1 200 000	8 000 000
	Construction de 05 puits d'eau potable équipés de pompe à motricité humaine (BIKOUGOU, ENDONE, ESSAM, ABOULOU, MEBASSA)	7 000 000	5	35 000 000	19 950 000	1 050 000	14 000 000
	Aménagement source à ANYOUNGOM	3 500 000	1	3 500 000	3 325 000	175 000	-
	Extension électrique dans la ville d'OVENG sur 3 axes : NKOETENG – MBAMA MBONG ETE – MVAM II EPC - DOUM	15 000 000	3	45 000 000	28 500 000	1 500 000	15 000 000
Enseignement secondaire	Construction de deux salles de classe au CETIC d'OVENG	9 000 000	2	18 000 000	-	-	18 000 000
Peuples autochtones	FORFAIT			14 500 000	14 500 000	-	-
TOTAUX				169 583 330	108 499 997	6 083 333	55 000 000

6.4. Plan de passation des marchés

Tableau 84 : Plan de passation des marchés en 2012

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant en F CFA	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Equipements, fournitures et médicaments au Centre Médicale d'Arrondissement d'OVENG	CCPM	Appel d'offres restreint	5 583 330	9 janvier au 9 février 2012	10 février au 9 mars 2012	12 au 15 mars 2012	19 au 23 mars 2012	16 mars au 15 juin 2012	18 juin au 6 juillet 2012
Construction de deux salles de classe à l'école maternelle d'ESSAM II	CCPM	Appel d'offres restreint	16 000 000	9 janvier au 9 février 2012	10 février au 9 mars 2012	12 au 15 mars 2012	19 au 23 mars 2012	16 mars au 15 juin 2012	18 juin au 6 juillet 2012
Construction de 01 forage équipé de pompe à motricité humaine à NKONO	CCPM	Appel d'offres restreint	8 000 000	23 janvier au 23 février 2012	24 février au 23 mars 2012	26 au 30 mars 2012	02 au 06 avril 2012	06 avril au 06 juillet 2012	09 au 20 juillet 2012
Construction de 03 forages équipés de pompe à motricité humaine (ADJAP, ONON et ANDOUNG)	CCPM	Appel d'offres restreint	24 000 000	23 janvier au 23 février 2012	24 février au 23 mars 2012	26 au 30 mars 2012	02 au 06 avril 2012	06 avril au 06 juillet 2012	09 au 20 juillet 2012
Construction de 02 puits équipés de pompe à motricité humaine (ENDONE, ESSAM)	CCPM	Appel d'offres restreint	14 000 000	23 janvier au 23 février 2012	24 février au 23 mars 2012	26 au 30 mars 2012	02 au 06 avril 2012	06 avril au 06 juillet 2012	09 au 20 juillet 2012
Construction de 03 puits équipés de pompe à motricité humaine (BIKOUGOU, ABOULOU, MEBASSA)	CCPM	Appel d'offres restreint	21 000 000	23 janvier au 23 février 2012	24 février au 23 mars 2012	26 au 30 mars 2012	02 au 06 avril 2012	06 avril au 06 juillet 2012	09 au 20 juillet 2012

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant en F CFA	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Aménagement source d'eau potable à ANYOUNGOM	CCPM	Appel d'offres restreint	3 500 000	23 janvier au 23 février 2012	24 février au 23 mars 2012	26 au 30 mars 2012	02 au 06 avril 2012	06 avril au 06 juillet 2012	09 au 20 juillet 2012
Extension électrique dans la ville d'OVENG sur 2 axes : MBONG ETE - MVAM II EPC - DOUM	CCPM	Appel d'offres restreint	30 000 000	09 avril au 09 mai 2012	14 mai au 15 juin 2012	18 au 22 juin 2012	25 au 29 juin 2012	29 juin au 28 Septembre 2012	1er au 12 octobre 2012
Extension électrique dans la ville d'OVENG sur l'axe : NKOETENG – MBAMA	CCPM	Appel d'offres restreint	15 000 000	09 avril au 09 mai 2012	14 mai au 15 juin 2012	18 au 22 juin 2012	25 au 29 juin 2012	29 juin au 28 Septembre 2012	1er au 12 octobre 2012
Construction de deux salles de classe au CETIC d'OVENG	CCPM	Appel d'offres restreint	18 000 000	09 avril au 09 mai 2012	14 mai au 15 juin 2012	18 au 22 juin 2012	25 au 29 juin 2012	29 juin au 28 Septembre 2012	1er au 12 octobre 2012

7. MECANISME DE SUIVI –EVALUATION

Pour assurer le suivi – évaluation de la mise en œuvre du PCD, le Maire a proposé que l'équipe qui a constitué le comité de pilotage puisse continuer le travail. Il s'agit de vérifier ce qui est fait et comment cela se fait pour que toutes les actions prévues dans ce PCD soit réalisé avec efficacité et efficience.

7.1. Composition et attribution du comité de suivi – évaluation

7.1.1. Composition

Le comité de suivi – évaluation de la mise en œuvre du PCD de la Commune d'OVENG est constitué par les personnalités suivantes :

1. Présidente : Mme BIDJA née BIDIMA Elisabeth : 2ème adjoint au Maire ;
2. Secrétaire : Agent en charge du développement dans la Commune ;
3. Membres :
 - M. L'Abbé Benoit Serge BELIBI ;
 - Responsable du GIC sans soucis AKOM ;
 - Le Délégué d'arrondissement MINADER d'OVENG ;
 - Le Délégué MINEPIA (Chef de Centre Zootechnique d'OVEN) ;
 - Mme ALEM MEBIAM Marie ;
 - MINKO EYO'O Gaston ;
 - NLEME MINTETE Jacques.

7.1.2. Les attributions

Au niveau communal les responsabilités en matière de suivi-évaluation sont :

- La programmation des activités communales ;
- Le suivi de l'exécution des activités ;
- L'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux.

Les tâches qui se rapportent à ces activités sont :

- La collecte de données sur le terrain ;
- L'appui technique aux communautés ;
- La production des rapports de suivi au niveau communal.

7.2. Indicateurs de suivi-évaluation par rapport au PIA

Les membres du comité de suivi partiront des quantités d'infrastructure et de médicaments prévus dans le PIA pour constater ce qui aura été réalisé. Ils utiliseront pour cela les fiches ci - dessus.

7.2.1. Passation des marchés

Tableau 85 : Grille de suivi de la passation des marchés

N°	Indicateurs	PNDP	Autres sources de financement
1.	Nombre de sessions du CCPM tenue au cours de la période		
2.	Nombre de membres de la CCPM formés au cours de la période		
3.	Nombre de marchés passés au cours de la période (attribution)		

7.2.2. Microprojets par secteurs

Education

Tableau 86 : Grille de suivi de la réalisation des projets sur les infrastructures de l'éducation

1.	Nature du microprojet (salle de classe, manuel etc.)	PNDP	Autres sources de financement
2.	Nombre de salles de classe construites		
3.	Nombre de tables bancs acquis		
4.	Nombre de manuels acquis		
5.	Nombre de blocs administratifs construits		
6.	Nombre de logements d'enseignant construits		
7.	Nombre total d'élèves ayant accès aux salles de classe construites		
8.	Nombre de garçons ayant accès aux salles de classe construites		
9.	Nombre de filles ayant accès aux salles de classe construites		
10.	Taux de passage en classe supérieure		
11.	Taux de réussite aux examens officiels		

Hydraulique

Tableau 87 : Grille de suivi de la réalisation des projets des infrastructures hydrauliques

1.	Indicateurs	PNDP	Autres sources de financement
	Nombre de points d'eau du microprojet		
2.	Nombre total de points d'eau dans la localité, y compris ceux construits par le PNDP		
3.	Nombre de ménages ayant accès au point d'eau (situés à moins de 500 m du point d'eau)		

Santé publique

Tableau 88 : Grille de suivi de la réalisation des projets de santé publique

N°	Indicateurs	PNDP	Autres sources de financement
1.	Quantité de médicament, équipement et matériel acquis		
2.	Nombre de centres de santé construits par le PNDP dans la localité		
3.	Nombre de centres de santé équipés par le PNDP dans la localité		
4.	Nombre total de centre de santé dans la localité		
5.	Nombre d'enfants de 0 – 5 ans dans la localité		
6.	Nombre d'accouchement effectué dans le CSI		
7.	Nombre d'enfants de 0 à 5 ans vaccinés dans le centre de santé		
8.	Nombre moyen de consultation mensuelle		
9.	Nombre de cas de paludisme traités dans le CSI		

Electrification

Tableau 89 : grille de suivi de la réalisation des projets d'électrification

N°	Indicateurs de résultats	PNDP	Autres sources de financement
1.	Longueur basse tension du MP		
2.	Longueur moyenne tension du MP		
3.	Nombre de branchements induits par le MP		
4.	Nombre d'abonnés induits par le MP		
5.	Nombre de villages électrifiés par le MP		
6.	Nombre d'AGR utilisant l'énergie électrique et créés à la suite du microprojet.		

Plan de développement des peuples pygmées

Tableau 90 : Grille de suivi de la réalisation des projets des peuples pygmées

Domaines	Indicateurs clés	PNDP	AUTRES sources de financements
Citoyenneté	Nombre de personnes identifiées à la formation au leadership/ à		

Domaines	Indicateurs clés	PNDP	AUTRES sources de financements
	l'éducation citoyenne		
	Nombre de PP représentés dans les instances de décision au niveau local, y compris suivi du PDPP (COSA, COGE, Conseil municipal, APE, Comité de développement)		
	Nombre de cartes nationales d'identité en cours d'établissement		
	Nombre d'actes de naissances en cours d'établissement		
	Existence d'un système d'enregistrement des données d'état civil (naissance)		
Santé	Nombre de femmes enceintes suivies pendant leur grossesse		
	Nombre de Communes ayant reçu des appuis nutritionnels		
	Nombre d'enfants de 0 à 5 ans vaccinés		
	Nombre de PP formés aux soins de santé élémentaires		
	Nombre de tuberculeux pygmées identifiés et suivis de manière rigoureuse		
	Nombre de séropositifs identifiés suivis de manière rigoureuse		
	Nombre d'accoucheuses traditionnelles formées		
	Nombre de PP ayant bénéficié des soins de santé dans les formations hospitalières		
	Nombre de PP ayant bénéficié des soins de santé pendant les descentes de stratégie avancée		
	Nombre d'enfants ayant bénéficié des appuis en fournitures scolaires		
Education	Nombre d'enfants pygmées ayant réussi au CEP		
	Nombre d'enseignants des CEB ayant reçu une prime en raison de leurs performances scolaires		
	Nombre de salles de classes construites dans les Centres d'Education de Base (CEB) construits		
	Taux de réussite des enfants pygmées ayant bénéficiés d'un appui dans les écoles classiques		
	Nombre d'enseignants formés aux techniques ORA, et d'apprentissage aux minorités		
	Nombre d'agriculteurs ayant reçu les appuis en matériel agricole		
Agriculture et exploitation des PFNL	Nombre d'agriculteurs ayant reçu les semences		
	Nombre de campements ayant des droits d'usufruit sur des espaces reconnus légalement par l'administration et les bantous		

7.3. Dispositif, outils et fréquence de reporting

7.3.1. Le dispositif

Le dispositif repose sur les actions d'un certains nombre d'acteurs interdépendants qui sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- Le Comité de suivi - évaluation ;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- Les OAL et prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets ;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire.

Le comité assure un rôle centrale rend compte à l'exécutif, au conseil Municipal et aux populations.

7.3.2. Les outils

Comme outils pour le suivi évaluation au niveau communal, nous avons :

- PDC/PIA ;
- Rapports périodiques des agents communaux ;
- Fiches de collecte des données ;
- Fiche de suivi du processus de planification ;
- Rapports des visites de terrain ;
- Compte rendus des réunions. ;
- Rapports divers (prestataires et consultants).

7.3.3. Les fréquences de reporting

- Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.
- Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.
- Le rapport semestre, présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues du rapport du trimestre correspondant et complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

7.4.1. La préparation du PIA

Le PIA sera préparé chaque année à partir du mois de Septembre au plus tard par le Maire avec l'appui de l'agent de développement communal. Pour y arriver, le Maire et son agent partiront du CMDT 2012- 2014 d'où ils extrairont les projets prioritaires n'ayant pas encore été réalisés. Avant ils auront fait une évaluation des ressources susceptibles d'être mobilisé l'année suivante. Le PIA sera ensuite validé par le conseil Municipal lors de la session d'approbation du budget annuel de la Commune.

7.4.2. La révision du PCD

La révision du PCD d'OVENG interviendra entre 2018 et 2020, elle consistera pour l'agent de développement de la Commune et l'exécutif communal d'évaluer le degré de réalisation des actions prévues dans le présent rapport. Ensuite, il faudra faire le tour des villages, l'espace urbain et l'institution communale pour déceler les nouveaux besoins. Il leur faudra ensuite élaborer une nouvelle planification stratégique et une programmation trisannuelle. Le processus devra être conduit avec l'appui des membres du comité de suivi et les autres parties prenantes.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE

8.1. Objectifs du plan

- Informier et sensibiliser les différents acteurs au niveau communal
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement ;
 - Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la commune ;
 - Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de planification ;
 - Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
 - Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;
 - Capitaliser les actions de développement menées dans la commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
 - Favoriser l'exercice du dialogue social entre les communautés et les communes à travers la production et la diffusion des informations en rapport les activités de la commune, notamment la mise en œuvre du PCD;
 - Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
 - Appuyer le maire dans la recherche des financements pour la commune ;
 - Assurer la bonne circulation de l'information au sein de la commune ;
 - Promouvoir l'image de marque de la commune à l'extérieur ;

8.2. Etapes d'élaboration et de mise en œuvre du plan

- état des lieux du système de communication (par l'agent de développement)
- élaboration du plan (agent communal)
- finalisation du plan au cours d'un atelier
- validation du plan (conseil municipal)
- restitution aux communautés (maire)
- diffusion du plan auprès des différents acteurs (maire)
- mise en œuvre (maire)
- suivi évaluation (agent de développement)

8.3. Stratégie

- finalisation du plan par l'agent de développement lors d'un atelier
- production des outils de communication propres à la commune et aux communautés (compte tenu des réalités sociologiques différentes et des dynamiques locales de développement qui varient d'un milieu à un autre) ;
- Spécialisation de l'agent de développement dans la conduite du plan de communication en attendant la mise à disposition du maire d'un expert en la matière ;
- Mise en place des relais de communication (point focaux) au niveau des communautés pour assurer la collecte et la remontée des informations au niveau local.
- Renforcement préalable des capacités du maire, de l'agent développement et des relais communautaires en matière de communication (séminaire sur la production des supports de communication adaptés à la commune, séminaire sur la gestion de la communication au niveau communal, etc.)

8.4. Cibles de la commune

Cibles principales:

- Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,) ;
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ;
- Les services déconcentrés de l'Etat
- Les élites extérieures et la diaspora

- Les entreprises locales
- Les ONG et les Fondations occidentales

Cibles indirectes :

- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations) ;
- Les médias publics ou privés (Radios communautaires, etc.) ;
- Les élites urbaines ;
- Les associations locales.

8.5. Les attentes par cibles

Gouvernement et Bailleurs de fonds.

Leur principale attente est de voir la commune jouer efficacement son rôle de maître d'ouvrage (adhésion des populations et de la commune, implication dans la mise en œuvre des actions développement, mobilisation de leur contribution, promotion du plan communal de développement, gestion durable des ouvrages réalisés, gestion transparente des ressources,

Partenaires techniques régionaux (ONG, projets de développement, prestataires de services)

Voir la commune s'impliquer dans leurs interventions et être associés aux actions mises en œuvre par la commune.

Les élites et la diaspora

Celles-ci souhaiteront être régulièrement informées des actions menées par la commune afin d'envisager comment elles pourront apporter leur contribution.

Les femmes et les jeunes

Leurs attentes seraient de voir la commune prendre en compte les aspects Genre dans son approche de développement.

8.6. Actions de communication au sein de la commune

1. La communication interne au sein de la commune ;
2. La communication institutionnelle qui comprend :
 - La communication avec le Gouvernement (Sectoriels régionaux) ;
 - La communication avec et entre les bénéficiaires (Communes et leurs communautés rurales) ;
 - La communication avec la société civile et le secteur privé ;
 - La communication avec les partenaires ;
 - La communication avec d'autres communes dans le cadre de l'intercommunalité ;
 - La communication avec les élites extérieures et la diaspora ;
 - La communication avec les médias ;
3. La communication de masse (destinée au grand public)
4. La communication pour le développement à travers les actions d'information, éducation et communication (IEC) qui porte sur la mobilisation sociale :
 - causeries éducatives dans les villages ;
 - boîtes à images
 - émissions en langues locales sur les radios communautaires
 - utilisation des relais tels que les pasteurs, les chefs traditionnels les imams, les griots, les tamtams pour faire passer des messages ou des occasions telles que les réunions du comité de développement, les deuils, les réunions de famille,
5. La communication interpersonnelle (porte à porte à travers des pairs éducateurs)
6. Le plaidoyer et communication à vocation promotionnelle (activités des relations publiques et de représentation) pour mobiliser les financements au profit de la commune.

8.7. Dispositif de communication au niveau communal

Le dispositif de communication de la Commune repose sur le Maire qui en est le principal animateur appuyé dans cette mission par son chargé de la communication.

Ce dispositif comprend :

1. **Le Conseil municipal** qui :

- valide le programme de communication de la commune;
- définit les grandes lignes et les orientations;

2. **Le Maire** qui :

- met en œuvre les actions de communication au niveau communal
- conduit les actions de plaidoyer avec l'appui du chargé de la communication

3. **le Chargé de la communication** qui :

- conseille le Maire en matière de communication
- veille à la bonne circulation de l'information
- produit les supports et les outils de communication
- gère la communication interne et externe
- appuie le maire dans les activités de plaidoyer et de promotion pour capter les financements

4. **Les Opérateurs contractuels et les médias (radios communautaires, télé centres communautaires,**

- Apportent un appui technique et logistique à la production des supports et messages
- Diffuse les messages

5. **Les relais communautaires ont pour rôle de :**

- Faire passer les informations à la base à travers leurs canaux spécifiques
- Recevoir et transmettre les réactions de la base au niveau de la commune

8.8. Planification des activités de communication au niveau communal

8.8.1. Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

Tableau 91 : Plan de communication interne

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	-Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	de Conseiller municipaux	internet	Janvier – février 2012	
	-créer un carnet d'adresses	Chargé de communication	de la Conseillers municipaux			
	-créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	de Maire et ses adjoints			
	-créer une boîte postale	Chargé de communication	de			

La communication institutionnelle

a) La communication avec les autorités et les sectoriels

Tableau 92 : Plan de communication de la commune envers les autorités et les sectoriels

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Informier régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	- Chargé de la communication - Agent de développement	- Membres du gouvernement - Gouverneur - Sectoriels - Préfet	Rapport trimestriel	Trimestriel	Cahier de transmission

b) La communication avec les bénéficiaires

Tableau 93 : Plan de communication de la Commune envers des populations bénéficiaires

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	indicateur
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser des causeries éducatives avec les populations	- Maires - Conseillers municipaux	- Communautés	- Plan communal de développement	Jan 2012- Déc. 2020	Enquêtes participative
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	- Délégués départementaux MINEPAT	- Communes - Communautés	- DSCE	Janvier 2012 – Décembre 2012	Liste de présence
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	- Maire - Conseillers municipaux	- Communautés	- Plans communaux de développement		Au moins 25 séances organisées
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	- Maire	- Communautés	- Médias locaux - Site internet communal - Concertation avec les communautés - Babillard de la commune	Janvier 2012- décembre 2014	20 extraits de compte administratifs et de budget affichés

c) La communication avec la société civile et le secteur privé

Tableau 94 : Plan de communication de la Commune avec la société Civile et le secteur privé

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances	Janvier 2012- décembre 2014	
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	maire	Livret des acteurs	Janvier – décembre 2012	Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing	Jan 2012- Déc. 2020	Liste de diffusion du rapport

d) La communication avec les partenaires techniques et financiers

Tableau 95 : Plan de communication de la commune avec les partenaires financiers et techniques

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	- Chargé de la communication	- Maires	Plan communal de développement	Janvier – décembre 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	- Chargé de la communication	- Maires	Séances de travail	Janvier 2012- décembre 2014	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	- Maire - Conseillers municipaux	- Projets et programmes - Bailleurs de fonds - ONG	Rapport d'activités	Janvier 2012- décembre 2014	Rapport diffusé

e) La communication avec les élites extérieures et la diaspora

Tableau 96 : Plan de communication de la Commune avec les élites et la diaspora

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des	- Chargé de la communication	- Maires		Janvier – décembre 2012	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	- Chargé de la communication	- Maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	Janvier 2012- décembre 2014	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	- Maire - Conseillers municipaux	- Elites extérieures - Diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	Janvier 2012- décembre 2014	Rapport diffusé

8.8.2. La communication de masse

Tableau 97 : Plan de Communication de la Commune avec le grand public

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Informé le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	Janvier – décembre 2012	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	Jan 2012- Déc. 2020	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	Journalistes	dossiers de presse	Janvier 2012- décembre 2014	Au 10 points de presse organisés
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	Janvier 2012- décembre 2014	Au 02 documentaires réalisés
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public	Journal communal	Janvier – décembre 2012	Nombre d'éditions

8.8.3. Actions de plaidoyer

Tableau 98 : Stratégie de plaidoyer du PCD

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Support/ outil	Période	Indicateur
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	Maire	MINEPAT	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Aux 30 séances de travail
	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	Partenaires	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 30 réunions organisées
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	Jan 2012- Déc. 2020	Au moins 20 séances de travail
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora	Rapport d'activités	Jan 2012- Déc. 2020	Au 30 réunions organisées

9. ANNEXES

Annexe 1 : Les projets de la première année 2012

RESUME DU PROJET 1

		<u>Date</u> : 18 août 2010
<u>Désignation du projet</u> : Fourniture des équipements et médicaments au Centre Médicale d'Arrondissement d'OVENG		
<u>Zone d'intervention</u> : Région du Sud	<u>Domaine d'intervention</u> : Santé publique	<u>Type d'activité</u> : dotation en équipement et médicament
<u>Groupe cible</u> : Les populations de la Commune d'OVENG		
<u>Maitre d'œuvre</u> : A déterminer		
<u>Organisme Co - intervenant</u> : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
<p><u>Objectifs du projet, résultats attendus et impact</u> :</p> <p><u>Objectif global</u> : Améliorer l'accès aux soins de santé.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir le Centre en médicament et équipements essentiels ; • Assurer le traitement des malades localement. <p><u>Résultats attendus</u> :</p> <p>Le Centre Médical d'Arrondissement est fourni en équipement et médicaments essentiels.</p> <p><u>Impact attendu</u> :</p> <p>La morbidité et les cas de maladie sont amoindris.</p>		
<u>Coût total estimé</u>	<u>Financement demandé au PNDP</u>	<u>Apport de la Commune</u>
5 583 330 FCFA	5 024 997 FCFA	558 333 F CFA
<u>Durée d'exécution</u> : 1 an	Date souhaitée de démarrage : Mars 2012	

RESUME DU PROJET 2

		<u>Date</u> : 18 août 2010
<u>Désignation du projet</u> : Construction de deux salles de classe pour école maternelle d'ESSAM		
<u>Zone d'intervention</u> : Région du Sud	<u>Domaine d'intervention</u> : Education de base	<u>Type d'activité</u> : Infrastructures collectives de service public
<u>Groupe cible</u> : Les populations des villages de BEFIO (hameau d'ESSAM) et de MEKOK dans la Commune d'OVENG		
<u>Maitre d'œuvre</u> : A déterminer		
<u>Organisme Co - intervenant</u> : PNDP (Programme National de Développement Participatif)		
<p><u>Objectifs du projet, résultats attendus et impact</u> :</p> <p><u>Objectif global</u> : Améliorer la qualité de l'éducation de base dans l'espace communal.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Doter l'école maternelle d'ESSAM II (BEFIO) de deux salles de classe et de tables - bancs; • Améliorer les conditions d'apprentissage des enfants en bas âge des localités de BEFIO et de MEKOK. <p><u>Résultats attendus et indicateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux salles de classe sont construites dans la localité ; • 60 tables – bancs et un tableau sont construits. <p><u>Impact attendu</u> :</p> <p>Le niveau des jeunes en âge scolaire est amélioré dans la localité.</p>		
<u>Coût total estimé</u> 16 000 000 FCFA	<u>Financement demandé au PNDP</u> 14 400 000 FCFA	<u>Financement de la communauté villageoise</u> 1 600 000 F CFA
<u>Durée d'exécution</u> : 1 an	Date souhaitée de démarrage : Mars 2012	

RESUME DU PROJET 3

			<u>Date</u> : 18 août 2010
<u>Désignation du projet</u> : Construction de 04 forages d'eau potable équipés de pompe à motricité humaine dans les villages ADJAP, NKONO, ONON et ANDOUNG.			
<u>Zone d'intervention</u> : Région du Sud	<u>Domaine d'intervention</u> : Hydraulique villageoise	<u>Type d'activité</u> : Construction des forages	
<u>Groupe cible</u> : Les populations des villages ADJAP, NKONO, ONON et ANDOUNG dans la Commune d'OVENG			
<u>Maitre d'œuvre</u> : A déterminer			
<u>Organisme Co - intervenant</u> : PNDP (Programme National de Développement Participatif) et Etat (BIP)			
<p><u>Objectifs du projet, résultats attendus et impact</u> :</p> <p><u>Objectif global</u> : Améliorer l'accès à l'eau potable dans la commune d'OVENG.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à l'eau potable aux populations des quatre villages ; • Réduire le taux de contamination aux maladies hydriques. <p><u>Résultats attendus et indicateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 04 quatre forages équipés de pompe à motricité humaine ; • 04 boîtes d'outil sont disponibles pour le dépannage ; • 04 comités de gestion des points d'eau potable sont formés. <p><u>Impact attendu</u> :</p> <p>Les conditions de vie des populations des 04 villages sont améliorées.</p>			
<u>Coût total estimé</u> 32 000 000 FCFA	<u>Financement demandé au PNDP</u> 22 800 000 FCFA	<u>Financement des Communautés villageoises</u> 1 200 000_F CFA	<u>Autres financements</u> 8 000 000 FCFA
<u>Durée d'exécution</u> : 1 an	Date souhaitée de démarrage : Mai 2012		

RESUME DU PROJET 4

			<u>Date</u> : 18 août 2010
<u>Désignation du projet</u> : Construction de 05 puits d'eau potable équipés de pompe à motricité humaine dans les villages BIKOUGOU, ENDONE, ESSAM, ABOULOU, MEBASSA			
<u>Zone d'intervention</u> : Région du Sud	<u>Domaine d'intervention</u> : Hydraulique villageoise	<u>Type d'activité</u> : Construction des puits d'eau potables	
<u>Groupe cible</u> : Les populations des villages de BIKOUGOU, ENDONE, ESSAM, ABOULOU et MEBASSA dans la Commune d'OVENG			
<u>Maitre d'œuvre</u> : A déterminer			
<u>Organisme Co - intervenant</u> : PNDP (Programme National de Développement Participatif) et ETAT (BIP)			
<p><u>Objectifs du projet, résultats attendus et impact</u> :</p> <p><u>Objectif global</u> : Améliorer l'accès à l'eau potable dans la commune d'OVENG.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à l'eau potable aux populations des cinq villages ; • Réduire le taux de contamination aux maladies hydriques. <p><u>Résultats attendus et indicateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 05 quatre puits d'eau équipés de pompe à motricité humaine ; • 05 boites d'outil sont disponibles pour le dépannage ; • 05 comités de gestion des points d'eau potable sont formés. <p><u>Impact attendu</u> :</p> <p>Les conditions de vie des populations des 05 villages sont améliorées.</p>			
<u>Coût total estimé</u> 35 000 000 FCFA	<u>Financement demandé au PNDP</u> 19 950 000 FCFA	<u>Financement des villages bénéficiaires</u> 1 050 000 F CFA	<u>Autres financements</u> 14 000 000 FCFA
<u>Durée d'exécution</u> : 2 ans	Date souhaitée de démarrage : Mai 2012		

RESUME DU PROJET 5

		<u>Date</u> : 18 août 2010
<u>Désignation du projet</u> : Aménagement d'une source d'eau potable au village ANYOUNGOM		
<u>Zone d'intervention</u> : Région du Sud	<u>Domaine d'intervention</u> : Hydraulique villageoise	<u>Type d'activité</u> : Aménagement d'une source d'eau potable
<u>Groupe cible</u> : Les populations du village ANYOUNGOM dans la Commune d'OVENG		
<u>Maitre d'œuvre</u> : A déterminer		
<u>Organisme Co - intervenant</u> : PNDP (Programme National de Développement Participatif) et Etat (BIP)		
<p><u>Objectifs du projet, résultats attendus et impact</u> :</p> <p><u>Objectif global</u> : Améliorer l'accès à l'eau potable dans la commune d'OVENG.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à l'eau potable aux populations des habitants ; • Réduire le taux de contamination aux maladies hydriques. <p><u>Résultats attendus et indicateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une source d'eau potable ; • 01 comité de gestion du point d'eau potable est mis en place et formé. <p><u>Impact attendu</u> :</p> <p>Les conditions de vie des populations du village sont améliorées.</p>		
<u>Coût total estimé</u> 3 500 000 FCFA	<u>Financement demandé au PNDP</u> 3 325 000 FCFA	<u>Financement de la communauté villageoise</u> 175 000 F CFA
<u>Durée d'exécution</u> : 1 an	Date souhaitée de démarrage : Mai 2012	

RESUME DU PROJET 6

Date : 18 août 2010

<p><u>Désignation du projet</u> : Extension électrique dans la ville d'OVENG sur 3 axes :</p> <p style="margin-left: 40px;">NKOETENG – MBAMA</p> <p style="margin-left: 40px;">MBONG ETE – MVAM II</p> <p style="margin-left: 40px;">EPC - DOUM</p>			
<p><u>Zone d'intervention</u> : Région du Sud</p>	<p><u>Domaine d'intervention</u> : Electrification villageoise</p>	<p><u>Type d'activité</u> : Extension du réseau électrique décentralisé</p>	
<p><u>Groupe cible</u> : Les populations des villages AKOM, MVAM I et II, BEFIO, MEKOK, ABEK et ESSAM dans la Commune d'OVENG</p>			
<p><u>Maitre d'œuvre</u> : A déterminer</p>			
<p><u>Organismes Co - intervenant</u> : PNDP (Programme National de Développement Participatif) et ETAT (BIP)</p>			
<p><u>Objectifs du projet, résultats attendus et impact</u> :</p> <p><u>Objectif global</u> : Améliorer l'accès à l'énergie électrique dans la commune d'OVENG.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à l'énergie électrique aux populations des 07 villages ; • Promouvoir le développement des activités génératrices de revenus en liant avec l'énergie électrique. <p><u>Résultats attendus et indicateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 07 villages sont connectés au réseau décentralisé d'OVENG ; • 03 transformateurs fonctionnels sont installés. <p><u>Impact attendu</u> :</p> <p>Les conditions de vie des populations des 07 villages sont améliorées.</p>			
<p><u>Coût total estimé</u> 45 000 000 FCFA</p>	<p><u>Financement PNDP</u> 28 500 000 FCFA</p>	<p><u>Financement des villages bénéficiaires</u> :</p> <p>1 500 000 FCFA</p>	<p><u>Autres financements</u> 15 000 000 FCFA</p>
<p><u>Durée d'exécution</u> : 1 an</p>	<p>Date souhaitée de démarrage : Mai 2012</p>		

RESUME DU PROJET 7

		<u>Date</u> : 18 août 2010
<u>Désignation du projet</u> : Construction de deux salles de classe au CETIC d'OVENG		
<u>Zone d'intervention</u> : Région du Sud	<u>Domaine d'intervention</u> : Enseignement secondaire	<u>Type d'activité</u> : Construction et équipement de salles de classe
<u>Groupe cible</u> : Les populations de la Commune d'OVENG		
<u>Maitre d'œuvre</u> : A déterminer		
<u>Organisme Co - intervenant</u> : Etat (BIP)		
<p><u>Objectifs du projet, résultats attendus et impact</u> :</p> <p><u>Objectif global</u> : Elargir l'accès à l'éducation dans l'enseignement secondaire général et technique</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Doter le CETIC de deux salles de classe et de tables - bancs; • Permettre la formation des jeunes d'OVENG dans les métiers techniques. <p><u>Résultats attendus et indicateurs</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux salles de classe sont construites au CETIC d'OVENG; • 120 tables – bancs et un tableau sont construits. <p><u>Impact attendu</u> :</p> <p>Le niveau des jeunes en âge scolaire est amélioré dans la localité.</p>		
<u>Coût total estimé</u> 18 000 000 FCFA	<u>Financement demandé</u> 18 000 000 FCFA	
<u>Durée d'exécution</u> : 1 an	Date souhaitée de démarrage : Mai 2012	

Annexe 2 : Rapport de diagnostic participatif